

2021

RÉSULTATS ANNUELS



17

Résultats annuels 2017

SOMMAIRE

I. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE AU 31 DECEMBRE 2017.....	2
II. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ	3
1. Activités du Groupe	3
2. Analyse des résultats annuels consolidés	5
3. Situation financière et trésorerie.....	8
4. Facteurs de risques et incertitudes	9
III. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2017	11
Comptes de résultats consolidés	12
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	14
Bilans consolidés.....	16
Tableaux de flux de trésorerie consolidés.....	18
Variations des capitaux propres consolidés.....	20
Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017	21
IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 2017.....	97

I. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

AU 31 DECEMBRE 2017

Conseil de Surveillance

PRESIDENT

M. Louis GALLOIS

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

M. Geoffroy ROUX DE BEZIEUX (Vice-Président et membre référent)

ETABLISSEMENTS PEUGEOT FRERES, représentée par Mme Marie-Hélène PEUGEOT RONCORONI, (Vice-Président au sens du Pacte d'actionnaires)

DONGFENG MOTOR (HONG KONG) INTERNATIONAL CO. LTD. représentée par M.LIU Weidong (Vice-Président au sens du Pacte d'Actionnaires)

Mme Catherine BRADLEY

Mme Pamela KNAPP

M. Jean-François KONDRATIUK (représentant des salariés)

Mme Helle KRISTOFFERSEN

BPIfrance Participations, représentée par Mme Anne GUERIN (Vice-Président au sens du Pacte d'actionnaires) (membre coopté par décision du Conseil de Surveillance du 25 juillet 2017)

M. AN Tiecheng (membre coopté par décision du Conseil de Surveillance du 25 juillet 2017)

Lion Participations, représentée par M. Daniel BERNARD (membre coopté par décision du Conseil de Surveillance du 25 juillet 2017)

FFP, représentée par M. Robert PEUGEOT

M. Henri Philippe REICHSTUL

Mme Bénédicte JUYAUX (représentant des salariés actionnaires)

CENSEURS

M. Frédéric BANZET

M. Alexandre OSSOLA (nommé par le Conseil de Surveillance du 25 juillet 2017)

M. LV HAITAO (nommé par le Conseil de Surveillance du 25 juillet 2017)

Directoire

PRÉSIDENT

M. Carlos TAVARES

MEMBRES DU DIRECTOIRE

M. Jean-Baptiste CHASSELOUP de CHATILLON

M. Maxime PICAT

M. Jean-Christophe QUEMARD

II. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

1. ACTIVITES DU GROUPE

1.1. Aperçu des activités commerciales

Forte accélération en 2017 : hausse des ventes du Groupe PSA de 15,4%

- **Le Groupe PSA a vendu 3 632 300¹ véhicules dans le monde**
- **4^{ème} année consécutive de progression des ventes du Groupe PSA**
- **Offensive produits SUV couronnée de succès, au service de la croissance rentable du Groupe**
- **Renforcement du leadership européen sur le marché des Véhicules Utilitaires Légers (VUL) pour PEUGEOT et CITROËN avec 20,2% de parts de marché**

L'offensive SUV du plan Push to Pass s'accélère et les 5 modèles de SUV lancés au cours des 18 derniers mois rencontrent un succès grandissant. Globalement, les ventes de SUV représentent à fin 2017 23% des ventes du Groupe.

La marque Peugeot a vendu près de 600 000 SUV dans le monde en 2017 et occupe la 2^{ème} place du marché Européen sur ce segment avec une progression en volume de près de 60%.

Avec 259 300 SUV Peugeot 3008 vendus en 2017 dans le monde, la marque Peugeot confirme le succès de ce modèle qui a été élu voiture de l'année 2017 en Europe et primé à 38 reprises dans le monde. Peugeot bénéficie également du succès du nouveau Peugeot 5008, lancé en mars 2017, représentant 85 900 ventes et de la bonne dynamique de la Peugeot 4008 en Chine avec 51 500 ventes.

Citroën a lancé son offensive SUV à l'automne avec, en Chine, C5 Aircross lancé en septembre et, en Europe, C3 Aircross lancé en octobre. Les 2 véhicules représentent respectivement près de 22 700 et 35 400 ventes en 2017. Ils seront déployés dans le monde en 2018.

Fin février, DS Automobiles a présenté le SUV DS 7 CROSSBACK et lancé les réservations en ligne de l'édition limitée La Première. En octobre, elle lançait son réseau exclusif en même temps qu'elle ouvrait les commandes sur l'ensemble des versions de la gamme. Le démarrage des livraisons est programmé à partir de février 2018.

En 2017, Opel et Vauxhall ont rationalisé leurs canaux de distribution en cohérence avec le plan de redressement PACE !, et ont mené une offensive produits historique, avec notamment 2 nouveaux SUV, les Crossland X et Grandland X, lancés en mai et septembre dernier avec respectivement 33 900 et 18 700 ventes.

En 2017, le Groupe PSA enregistre un record historique de ventes de VUL : 476 500 unités, en hausse de 15% par rapport à 2016. Et en prenant en compte les dérivés VP (Peugeot Traveller et Citroën SpaceTourer par exemple) ce sont 658 000 unités vendues par le Groupe en 2017.

En Europe, avec les marques Peugeot et Citroën, le Groupe renforce son leadership avec 20,2% du marché VUL (+1,3 point de part de marché) et capte plus de 50% de la croissance du marché VUL Européen, grâce notamment aux nouveaux Peugeot Expert et Citroën Jumpy.

Hors Europe, l'offensive VUL du Groupe rencontre ses premiers succès: en Eurasie les ventes progressent de 55% avant la production locale des nouveaux Peugeot Expert et Citroën Jumpy au 1^{er} semestre 2018, et en Amérique Latine de 13% avec une gamme de produits renouvelée et d'offre complète de services en 2018.

En Europe, les ventes du Groupe s'établissent à 2 378 600 unités, soit près de 450 000 véhicules de plus qu'en 2016 (+23,2%), dont 376 400 véhicules vendus par les marques Opel et Vauxhall depuis le 1^{er} août.

Le Groupe voit sa part de marché progresser dans tous les principaux pays dans lequel il opère, en dehors de la Grande Bretagne, et pour la première fois depuis 2010 gagne 0,3 point de part de marché (11,1%) sur le seul périmètre Peugeot-Citroën-DS.

Au-delà de la croissance des ventes de SUV et des VUL, le Groupe bénéficie également des lancements réussis des Peugeot 308 (166 000 ventes), Citroën C3 (217 000 ventes), Opel Insignia en version Sport Tourer, Grand Sport et Country Tourer (totalisant 40 600 ventes d'août à décembre 2017).

Les Peugeot 2008 et Opel Mokka se placent sur le podium de leur segment en 2^{ème} et 3^{ème} place respectivement.

DS Automobiles poursuit le développement de son réseau et compte désormais 150 sites dédiés qui commercialiseront la première DS de seconde génération, DS 7 CROSSBACK.

Dans la région Moyen-Orient & Afrique, les ventes du Groupe progressent de 61,4% par rapport à l'année 2016 avec 618 800 unités, dont 26 800 unités pour la marque Opel.

La dynamique est notamment portée par le développement du Groupe en Iran (444 600 ventes en 2017) et la croissance des ventes en Turquie, Israël et DOM.

¹ Depuis le 1^{er} août 2017, le Groupe consolide les volumes de ventes OPEL et VAUXHALL, qui s'établissent à 403 900 unités entre août et décembre 2017.

Le Groupe PSA poursuit son offensive produit dans la région avec les lancements réussis de la nouvelle Citroën C3, du nouveau SUV Peugeot 3008 et du nouveau Peugeot Pick-Up qui signe le retour historique de la marque, légitime sur ce segment.

Opel est au milieu de son offensive produit dans la région avec les lancements récents des nouveaux Insignia et Crossland X, et avec le lancement du nouveau Grandland X début 2018.

Pour la marque DS, l'année 2017 est celle de la construction du réseau sur la région en prévision du lancement commercial de DS 7 CROSSBACK dans les prochains mois.

L'année 2017 est également marquée par le lancement industriel et commercial du SUV Peugeot 2008 en Iran et pour Citroën, par la création de la JV Iranienne avec SAIPA sur le site de Kashan. Le Groupe poursuit son déploiement industriel avec la pose de la première pierre de l'usine de Kenitra au Maroc, le démarrage de la production locale au Kenya et en Ethiopie et la signature d'un protocole d'accord pour l'implantation d'une nouvelle usine à Oran en Algérie.

En Chine & Asie du Sud-Est, dans un contexte difficile, le Groupe a vendu 387 000 véhicules en baisse de 37,4% par rapport à 2016. Premiers signes de redressement commercial, le Groupe enregistre une progression de ses ventes mensuelles depuis juillet et une augmentation de la part de marché au 2nd semestre de 0,3 point par rapport au 1er semestre. L'offre SUV rencontre le succès avec les lancements réussis en 2017 des Peugeot 4008 et 5008 et Citroën C5 Aircross.

En Asie du Sud-Est, le Groupe PSA accélère son développement notamment au Vietnam avec le succès du lancement des SUV Peugeot 3008 et 5008 qui sont désormais produits localement dans l'usine de THACO à Chulai, neuf mois seulement après la signature du nouvel accord d'assemblage.

En juin dernier, le Groupe PSA a signé un accord renforçant sa collaboration avec ChangAn Automobile. Il pose des bases solides pour accélérer le développement de la marque DS. Présenté au Salon de Shanghai, DS 7 CROSSBACK sera commercialisé dès le prochain Salon automobile de Pékin.

L'Amérique latine connaît un rebond confirmé de ses ventes, en hausse de 12,2%, à 206 300 unités.

Les ventes Peugeot progressent de +11,1% avec une excellente dynamique sur la plupart des marchés de la région. Les lancements des SUV Peugeot 3008 et 5008 sont un réel succès dans tous les pays, avec des ventes au-dessus des objectifs. Le lancement récent au Brésil et en Argentine du Peugeot Expert, produit en Uruguay, est aussi très prometteur.

Les ventes de Citroën progressent de +13,8% et sur la plupart des marchés de la région. Le Chili, par exemple, croît de +47% grâce au succès remarquable de la nouvelle CITROËN C3 mais aussi à de bonnes performances sur le segment des VUL avec Berlingo notamment. Citroën Jumpy, produit en Uruguay et commercialisé au Brésil et en Argentine reçoit un bon accueil et laisse augurer d'un succès commercial en 2018.

DS Automobiles enregistre une hausse de ses ventes de +21,6%, portée par la performance en Argentine. Dans ce pays, la marque se place 4ème sur le marché automobile premium grâce à DS 3 qui est leader pour la 4ème année consécutive dans sa catégorie.

La région Inde-Pacifique a connu une croissance de 31% de ses ventes avec 26 100 voitures vendues en 2017.

Au Japon, le Groupe croît de 20% et réalise sa meilleure performance depuis plus de 20 ans. Le redressement commercial en Australie/Nouvelle-Zélande est en cours avec deux nouveaux importateurs et les ventes ont presque triplé par rapport à 2016. Les ventes dans les TOM Pacifique poursuivent leur progression (+40%) et la Corée réalise une performance comparable à celle de 2016.

La marque Peugeot contribue largement à cette performance avec une croissance de 37% de ses ventes, portée par les lancements réussis de Peugeot 3008 et 5008.

La marque Citroën est également en forte progression, de 36%, grâce au succès de la Nouvelle C3.

En Eurasie, les ventes sont en hausse de 45%, supérieure à la dynamique du marché automobile.

Le Groupe progresse sur les marchés majeurs de la région, en Russie (+38%) et en Ukraine (+62%), totalisant 15 200 unités.

Les ventes du Nouveau SUV Peugeot 3008 sont en nette progression par rapport à la génération précédente, représentent 21% des volumes de la marque, ce qui lui permet de voir ses volumes augmenter de 50,7%. La dynamique des ventes du Citroën Grand C4 Picasso (+126%), notamment dans le B2B, contribue par ailleurs à la forte croissance des ventes Citroën, de 33,4% dans la région.

Sur le segment des VUL, les ventes du Groupe PSA ont progressé de 55%. La localisation de la production de Peugeot Expert et Traveller, Citroën Jumpy et SpaceTourer dès 2018 à Kaluga, en Russie, devrait permettre au Groupe d'accélérer encore la croissance de ses ventes en Eurasie.

1.2. Ventes mondiales consolidées

Les ventes mondiales consolidées par marques et par zones géographiques ainsi que par modèles sont mises à disposition sur le site internet du Groupe PSA (www.groupe-psa.com).

2. ANALYSE DES RESULTATS ANNUELS CONSOLIDÉS

Le Groupe est géré en cinq secteurs d'activité principaux décrits en Note 4 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017. Les évènements postérieurs à la clôture sont présentés en Note 19 des Etats financiers.

2.1. Résultat net du Groupe

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017	Variation
Chiffre d'affaires	54 030	65 210	11 180
Résultat Opérationnel Courant	3 235	3 991	756
% du Chiffre d'affaires	6,0%	6,1%	
Produits et charges opérationnels non courants	(624)	(904)	(280)
Résultat opérationnel	2 611	3 087	476
Résultat financier	(268)	(238)	30
Impôts sur les résultats	(517)	(701)	(184)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	128	217	89
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat*	195	(7)	(202)
Résultat net consolidé	2 149	2 358	209
Résultat net, part du Groupe	1 730	1 929	199

* y compris les 'Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat'

2.2. Chiffre d'affaires du Groupe

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité :

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017	Variation
Automobile Peugeot Citroën DS	37 066	40 735	3 669
Automobile Opel Vauxhall	-	7 238	7 238
Faurecia	18 710	20 182	1 472
Autres activités et éliminations*	(1 746)	(2 945)	(1 199)
Chiffre d'affaires du Groupe	54 030	65 210	11 180

* Y compris les activités de Banque PSA Finance non concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance

Le **chiffre d'affaires de la division Automobile Peugeot Citroën DS (PCD)** augmente de 9,9% par rapport à 2016, sous l'effet favorable du mix produit (+4,5%), des volumes et du mix pays (+4,9%) et des ventes à partenaire (+1,5%) qui font plus que compenser l'impact négatif des taux de change (-1,6%).

Le **chiffre d'affaires d'Opel Vauxhall (OV)** s'élève à 7 238 millions d'euros sur les 5 derniers mois de 2017.

A taux de change et à périmètre constants (hors OV), le **chiffre d'affaires Groupe** est en hausse de 12,9% par rapport à 2015, année de référence pour le plan de croissance rentable Push to Pass.

2.3. Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le Résultat Opérationnel Courant par secteur d'activité

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017	Variation
Automobile Peugeot Citroën DS	2 225	2 965	740
Automobile Opel Vauxhall	-	(179)	(179)
Faurecia	970	1 170	200
Autres activités et éliminations*	40	35	(5)
Résultat Opérationnel Courant du Groupe	3 235	3 991	756

* Y compris les activités de Banque PSA Finance non concernées par le partenariat signé avec Santander Consumer Finance

En 2017, la **marge opérationnelle courante de la division Automobile PCD**, correspondant au Résultat opérationnel courant de la division Automobile PCD rapporté au chiffre d'affaires de la division Automobile PCD, est de 7,3%, contre 6% en 2016. La **marge opérationnelle courante de Opel Vauxhall** est de -2,5% sur les 5 derniers mois de 2017.

La **marge opérationnelle courante du Groupe hors OV** est de 7,1% et la **marge opérationnelle courante du Groupe avec OV** est de 6,1% contre 6% en 2016.

La hausse du **Résultat Opérationnel Courant de la division Automobile PCD**, de +33,3%, provient de l'amélioration de la performance de l'entreprise (+1 270 millions d'euros), dans un environnement opérationnel défavorable (-530 millions d'euros).

- L'effet négatif de l'**environnement opérationnel de la division Automobile PCD** provient de l'effet « change et autres » négatif pour -492 millions d'euros, compte tenu de la dépréciation de la livre sterling et du peso argentin essentiellement ainsi que de la hausse du coût des matières et autres coûts externes pour -358 millions d'euros. Ces effets sont partiellement compensés par l'amélioration des marchés pour +320 millions d'euros.
- L'amélioration de la **performance de l'activité Automobile PCD** provient essentiellement d'un effet mix produit très positif pour +904 millions d'euros ainsi que de la réduction des coûts de production et des coûts fixes pour +498 millions d'euros et l'amélioration des parts de marché et du mix pays (+38 millions d'euros). Ces effets sont partiellement compensés par un effet prix et enrichissement produit négatif pour -44 millions d'euros et d'autres effets (-134 millions d'euros).

Le **Résultat opérationnel courant de Opel Vauxhall** s'élève à -179 millions d'euros pour les 5 derniers mois de 2017.

Le **Résultat opérationnel courant de Faurecia** s'élève à 1 170 millions d'euros, en hausse de 200 millions d'euros.

2.4. Autres éléments constitutifs du résultat net du Groupe

Les **produits et charges opérationnels non courants** représentent une charge nette de -904 millions d'euros contre -624 millions d'euros en 2016. Ils intègrent principalement les frais de rationalisation de la division Automobile PCD pour -426 millions d'euros principalement en Europe pour -375 millions d'euros, de la division Automobile OV pour -440 millions d'euros et du Groupe Faurecia pour -86 millions d'euros.

Le **résultat financier** du Groupe s'élève à -238 millions d'euros, soit une amélioration de +30 millions d'euros par rapport à 2016. Cf. Note 12 des Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2017.

La **charge d'impôt sur les résultats** ressort à -701 millions d'euros en 2017 contre -517 millions d'euros en 2016. Cf. Note 14 des Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2017.

Le **résultat net des sociétés mises en équivalence** s'élève à 217 millions d'euros en 2017 contre 128 millions d'euros en 2016.

La contribution des sociétés en partenariat avec Dongfeng (DPCA et DPCS) représente -30 millions d'euros, en baisse de 272 millions d'euros. Celle de Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA) est négative de -24 millions d'euros en 2017 contre -292 millions d'euros en 2016. Cf note 11.3 des Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2017.

La contribution des sociétés communes du partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance est de 201 millions d'euros en progression de +20 millions d'euros. Cf. Note 11.3 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017.

La contribution des sociétés communes du partenariat entre Banque PSA Finance et BNP Paribas pour l'activité de financement de OV est de 8 millions d'euros pour 2017². Cf. Note 11.3 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017.

Le **résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat**, y compris les « Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat », s'élève à -7 millions d'euros contre 195 millions d'euros en 2016.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1 929 millions d'euros et progresse de 199 millions d'euros. Le **résultat net par action** est à 2,18 euros par action contre 2,16 euros par action en 2016. Et le **résultat net dilué par action** s'élève à 2,05 euros par action contre 1,93 euros par action en 2016.

Le versement d'un **dividende** de 0,53 euros par action sera soumis au vote de la prochaine Assemblée Générale. La date de détachement du dividende interviendrait le 2 mai 2018 et la date de mise en paiement le 4 mai 2018.

² Cette contribution porte sur 2 mois d'activité d'Opel Vauxhall Finance depuis la date du closing le 1^{er} novembre 2017

2.5. Banque PSA Finance

Les résultats à 100% des activités de financement sont présentés ci-dessous*.

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017	Variation
Chiffre d'affaires	1 405	1 476	71
Produit Net bancaire	1 026	1 145	119
Coût du risque**	0,24%	0,27%	+0,03 pt
Résultat Opérationnel Courant	571	632	61
Taux de pénétration	30,8%	30,0%	-0,8 pt
Nombre de nouveaux contrats (location et financement)	767 848	845 755	77 907

* Les résultats de BPF pour l'année 2017 incluent le résultat de 2 mois d'activité d'Opel Vauxhall Finance depuis le 1er novembre 2017

** En pourcentage des encours nets moyens

2.6. Faurecia

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2017	Variation
Chiffre d'affaires	18 710	20 182	1 472
Résultat Opérationnel Courant	970	1 170	200
% de Chiffre d'affaires	5,2%	5,8%	
Résultat opérationnel	864	1 075	211
Produits et (frais) financiers nets	(163)	(133)	30
Résultat net consolidé	706	708	2
Free Cash Flow	1 011	129	(882)
Position financière nette	(475)	(646)	(171)

Pour une information plus détaillée sur Faurecia, veuillez-vous reporter à son rapport annuel disponible sur www.faurecia.com.

2.7. Perspectives

Perspectives de marché

En 2018, le Groupe prévoit un marché automobile stable en Europe, en hausse de 4% en Amérique latine, 10% en Russie et 2 % en Chine.

Objectifs opérationnels

Les objectifs du plan Push to Pass pour le Groupe PSA (hors Opel Vauxhall) sont:

- une marge opérationnelle courante³ moyenne supérieure à 4,5 % pour la division Automobile sur la période 2016-2018 et une cible supérieure à 6 % en 2021 ;
- une croissance de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe entre 2015 et 2018⁴, en visant 15 % supplémentaires d'ici 2021⁴.

Les objectifs pour Opel Vauxhall sont:

- une marge opérationnelle courante³ de 2 % pour la division Automobile OV d'ici 2020 et une cible à 6 % en 2026 ;
- un Free Cash Flow opérationnel positif d'ici 2020⁵.

³ Résultat Opérationnel Courant rapporté au Chiffre d'affaires

⁴ A taux de change (2015) et périmètre constants

⁵ Défini comme le Résultat Opérationnel Courant + dépréciations et amortissements - coûts de restructuration - investissements et dépenses de R&D capitalisés - variation du besoin en fonds de roulement

3. SITUATION FINANCIERE ET TRESORERIE

3.1. Position financière nette et sécurité financière des activités industrielles et commerciales

La position financière nette des activités industrielles et commerciales est définie et détaillée en Note 12 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017 du Groupe.

La **position financière nette des activités industrielles et commerciales** représente au 31 décembre 2017 une situation de trésorerie nette de 6 194 millions d'euros en baisse de 619 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Au sein de cette position financière nette positive, Faurecia a une dette nette de 646 millions d'euros au 31 décembre 2017, contre une dette nette de 475 millions d'euros à fin décembre 2016.

Le Groupe a poursuivi la gestion active de sa dette en 2017. Pour allonger la maturité moyenne de sa dette, Peugeot S.A. a procédé à une émission d'un emprunt obligataire de 600 millions d'euros à échéance mars 2024 et en mai, à un abondement de 100 millions à même échéance. En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a octroyé un prêt de 250 M€ sur 7 ans à PSA Automobiles S.A. pour le financement des investissements de la recherche et développement concernant les futures normes d'émission.

La **sécurité financière** des activités industrielles et commerciales s'élève au 31 décembre 2017 à 17 522 millions d'euros contre 16 974 millions d'euros au 31 décembre 2016, avec 13 322 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie, placements financiers, actifs financiers courants et non courants et 4 200 millions d'euros de lignes de crédit non tirées (Cf. Note 12.4 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017).

3.2. Free Cash Flow des activités industrielles et commerciales

Le *Free Cash Flow* des activités industrielles et commerciales est défini en Note 16 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017.

Le **Free Cash Flow** généré sur la période est de 500 millions d'euros, dont 129 millions d'euros provenant de la contribution de Faurecia. Le *Free Cash Flow* de la période provient notamment de :

- 5 823 millions d'euros de flux générés par les opérations courantes dont une contribution de (336) millions d'euros d'OV ;
- (618) millions d'euros de flux liés aux restructurations dont (12) millions d'euros pour OV ;
- 8 millions d'euros d'amélioration du besoin en fonds de roulement, dont 1 179 millions d'euros sur les dettes fournisseurs, (476) millions d'euros sur les créances clients, et (167) millions d'euros sur les stocks ; la contribution d'OV est de (610) millions d'euros ;
- (4 277) millions d'euros de flux d'investissements et de recherche et développement capitalisés, y compris la part de Faurecia qui représente (1 214) millions d'euros et celle d'OV qui représente (509) millions d'euros à fin 2017 et (436) millions d'euros d'investissements exceptionnels/cessions d'actifs y compris la part de Faurecia qui représente (218) millions d'euros à fin 2017. Les dépenses totales engagées de recherche et développement sont en augmentation en 2017 par rapport à 2016 et sont présentées en Note 5 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017 ;

Stock de véhicules neufs de PCD et du réseau indépendant PCD :

(en milliers d'unités)	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Groupe	97	99	107
Réseau indépendant	319	307	243
TOTAL	416	406	350

Stock de véhicules neufs d'OV et du réseau indépendant OV :

(en milliers d'unités)	31 décembre 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Groupe	135	NA	NA
Réseau indépendant	129	NA	NA
TOTAL	264	NA	NA

En dehors du *Free Cash Flow*, les mouvements de la position financière nette représentent -1 119 millions d'euros. Ils correspondent essentiellement aux dividendes versés aux actionnaires de PSA pour -431 millions d'euros ainsi qu'aux dividendes versés par Faurecia aux minoritaires des filiales intégrées pour -129 millions d'euros et enfin à la conversion de Bons de Souscription d'Actions (BSA) pour +288 millions d'euros ainsi que -662 millions d'euros d'entrée de périmètre de l'endettement d'ouverture d'Opel Vauxhall.

3.3. Financements et Ressources de liquidités des activités de financement

Les financements et ressources de liquidités des activités de financement sont détaillés en Notes 13.3 et 13.4 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017.

4. FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Principaux facteurs de risques propres au Groupe et à son activité

Le Groupe conduit ses activités dans un environnement soumis à de profondes évolutions tant au niveau technologique, que dans les modes de consommation et des nouveaux entrants dans le monde automobile. Il est, dès lors, exposé à des risques dont la matérialisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Dans ses différents métiers, le Groupe PSA veille à ce que les risques inhérents à ses activités soient maîtrisés. L'identification des risques, leur évaluation et celle des dispositifs de contrôle associés sont menées en continu par les différentes directions opérationnelles du Groupe, en France comme à l'étranger, et font l'objet d'un reporting annuel au Comité exécutif (Faurecia ayant son propre dispositif). Les principaux facteurs de risques spécifiques auxquels le Groupe peut être exposé sont décrits de façon exhaustive dans le Document de Référence 2017 (chapitre 1.5) qui sera publié en mars 2018 et comprennent notamment :

- **Les risques opérationnels**

Ils comprennent les risques liés à l'environnement économique et géopolitique du Groupe, notamment en Grande-Bretagne où le Groupe est soumis aux accords de libre-échange et aux évolutions des monnaies (en 2017, les ventes du Groupe y représentent 279 000 véhicules). La variation brute de 1 point de la livre sterling par rapport à l'euro a un impact de l'ordre de 45 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant. L'impact long terme d'une sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne dépendra des conditions de sortie et de ses conséquences, non connues à ce jour. Existente aussi les risques liés au développement, au lancement et à la vente de nouveaux véhicules (par exemple mix essence / diesel), les risques liés à l'apparition de nouveaux business modèles issus des nouvelles mobilités, les risques clients et concessionnaires, les risques matières premières, les risques fournisseurs, les risques industriels, les risques environnementaux, les risques liés à la santé et à la sécurité au travail, les risques liés aux coopérations, les risques liés au partenariat stratégique avec Dongfeng, les risques de non-exécution du plan PACE, les risques liés aux systèmes d'information et les risques liés au changement climatique.

- **Les risques relatifs aux marchés financiers**

Le Groupe est exposé à des risques de liquidité, de taux d'intérêt et de taux de change, de contrepartie et de crédit, ainsi qu'à d'autres risques de marchés liés notamment aux variations des prix des matières premières. En ce qui concerne la gestion des risques, principalement assurée par la Direction Financière, les risques identifiés et la politique suivie par le Groupe pour gérer ces risques sont précisés dans la Note 12.7 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2017.

- **Les risques relatifs à Banque PSA Finance**

Ils comprennent notamment le risque d'activité, le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de contrepartie ainsi que le risque de concentration et le risque opérationnel. (Voir la Note 13.4 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2017).

- **Les risques juridiques et contractuels**

Ces risques comprennent notamment : les procédures judiciaires et d'arbitrage, les risques légaux liés aux litiges anti-concurrence, les risques réglementaires, les covenants de crédits, les risques liés aux engagements de retraites et indemnités de fin de carrière, les risques liés aux droits de propriété intellectuelle et les engagements hors bilan. (Voir Note 17 aux États financiers consolidés au 31 décembre 2017).

III. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

Sommaire

Comptes de résultats consolidés	12
Résultat global consolidé	14
Situations financières consolidés.....	16
Tableaux de flux de trésorerie consolidés.....	18
Variations des capitaux propres consolidés	20
Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017	21

Les comptes consolidés du Groupe PSA sont présentés au titre des deux exercices 2017 et 2016. L'exercice 2015 est consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 24 mars 2016 sous le numéro D.16-0204.

COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	2017			Total
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	5.1	65 094	139	(23)	65 210
Coûts des biens et services vendus		(53 017)	(98)	23	(53 092)
Frais généraux et commerciaux		(5 862)	(27)	-	(5 889)
Frais de recherche et de développement	5.3	(2 238)	-	-	(2 238)
Résultat opérationnel courant		3 977	14	-	3 991
Produits opérationnels non courants	5.4 - 8.3	202	3	-	205
Charges opérationnelles non courantes	5.4 - 8.3	(1 106)	(3)	-	(1 109)
Résultat opérationnel		3 073	14	-	3 087
Produits financiers		163	4	-	167
Charges financières		(404)	(1)	-	(405)
Résultat financier	12.2	(241)	3	-	(238)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		2 832	17	-	2 849
Impôts courants		(552)	(13)	-	(565)
Impôts différés		(139)	3	-	(136)
Impôts sur les résultats	14	(691)	(10)	-	(701)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11.3	(9)	226	-	217
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	-	-	-
Résultat net des activités poursuivies		2 132	233	-	2 365
<i>Dont part du groupe</i>		1 709	227	-	1 936
Activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat					
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		(7)	-	-	(7)
Résultat net consolidé		2 125	233	-	2 358
<i>Dont part du groupe</i>		1 702	227	-	1 929
<i>Dont part des minoritaires</i>		423	6	-	429

(en euros)

Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - par action de 1 euro (Note 15.2)	2,18
Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (Note 15.2)	2,18
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	2,06
Résultat net - part du groupe - dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	2,05

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2016			Total
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	5.1	53 884	161	(15)	54 030
Coûts des biens et services vendus		(43 599)	(125)	15	(43 709)
Frais généraux et commerciaux		(5 136)	(35)	-	(5 171)
Frais de recherche et de développement	5.3	(1 915)	-	-	(1 915)
Résultat opérationnel courant		3 234	1	-	3 235
Produits opérationnels non courants	5.4 - 8.3	117	-	-	117
Charges opérationnelles non courantes	5.4 - 8.3	(741)	-	-	(741)
Résultat opérationnel		2 610	1	-	2 611
Produits financiers		298	4	-	302
Charges financières		(570)	-	-	(570)
Résultat financier	12.2	(272)	4	-	(268)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		2 338	5	-	2 343
Impôts courants		(588)	(8)	-	(596)
Impôts différés		90	(11)	-	79
Impôts sur les résultats	14	(498)	(19)	-	(517)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11.3	(67)	195	-	128
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	(10)	-	(10)
Résultat net des activités poursuivies		1 773	171	-	1 944
<i>Dont part du groupe</i>		1 358	167	-	1 525
Activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat					
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		174	31	-	205
Résultat net consolidé		1 947	202	-	2 149
<i>Dont part du groupe</i>		1 532	198	-	1 730
<i>Dont part des minoritaires</i>		415	4	-	419

(en euros)

Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - par action de 1 euro (Note 15.2)	1,90
Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (Note 15.2)	2,16
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	1,70
Résultat net - part du groupe - dilué par action de 1 euro (Note 15.2)	1,93

RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	2017		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
Résultat net consolidé	3 059	(701)	2 358
Éléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	35	(8)	27
• dont évaluation reprise en résultat net	(4)	4	-
• dont évaluation directe par capitaux propres	39	(12)	27
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	6	(1)	5
• dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
• dont évaluation directe par capitaux propres	6	(1)	5
Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger	(424)	-	(424)
Total des autres éléments du résultat global recyclables par résultat	(383)	(9)	(392)
Éléments non recyclables par résultat			
Écart actuariel des retraites	(104)	26	(78)
Total des autres éléments du résultat global	(487)	17	(470)
• dont part des sociétés mises en équivalence	114	-	114
Résultat global consolidé	2 572	(684)	1 888
• dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			1 574
• dont part des minoritaires			314

Les produits et charges comptabilisés en résultat global correspondent à toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non actionnaires.

<i>(en millions d'euros)</i>	2016		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
Résultat net consolidé	2 666	(517)	2 149
Éléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	53	(19)	34
• dont évaluation reprise en résultat net	63	(10)	53
• dont évaluation directe par capitaux propres	(10)	(9)	(19)
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	11	(2)	9
• dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
• dont évaluation directe par capitaux propres	11	(2)	9
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger	(52)	-	(52)
Total des autres éléments du résultat global recyclables par résultat	12	(21)	(9)
Éléments non recyclables par résultat			
Écarts actuariels des retraites	37	(1)	36
Total des autres éléments du résultat global	49	(22)	27
• dont part des sociétés mises en équivalence	(78)	-	(78)
Résultat global consolidé	2 715	(539)	2 176
• dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			1 762
• dont part des minoritaires			414

SITUATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉS

ACTIF

		31 décembre 2017			
(en millions d'euros)	Notes	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Écarts d'acquisition	8.1	3 320	1	-	3 321
Immobilisations incorporelles	8.1	7 862	54	-	7 916
Immobilisations corporelles	8.2	13 275	3	-	13 278
Titres mis en équivalence	11	1 356	2 116	-	3 472
Autres actifs financiers non courants	12.5.A	487	23	-	510
Autres actifs non courants	9.1	1 602	103	-	1 705
Actifs d'impôts différés	14	791	13	-	804
Total des actifs non courants		28 693	2 313	-	31 006
Actifs d'exploitation					
Prêts et créances des activités de financement	13.2.A	-	331	-	331
Titres de placement des activités de financement		-	114	-	114
Stocks	6.1	7 321	-	-	7 321
Clients des activités industrielles et commerciales	6.2	2 367	-	(34)	2 333
Impôts courants	14	338	15	-	353
Autres débiteurs	6.3.A	2 636	85	(2)	2 719
		12 662	545	(36)	13 171
Actifs financiers courants	12.5.A	1 269	-	-	1 269
Placements financiers	12.5.B	165	-	-	165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.5.C	11 582	320	(8)	11 894
Total des actifs courants		25 678	865	(44)	26 499
Total actif		54 371	3 178	(44)	57 505

PASSIF

		31 décembre 2017			
(en millions d'euros)	Notes	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres					
Capital social	15				905
Actions propres					(270)
Réserves et résultats nets - Part du groupe					13 914
Intérêts minoritaires					2 171
Total des capitaux propres					16 720
Activités poursuivies					
Passifs financiers non courants	12.6	4 778	-	-	4 778
Autres passifs non courants	9.2	4 280	-	-	4 280
Provisions non courantes	10	1 596	-	-	1 596
Passifs d'impôts différés	14	890	7	-	897
Total des passifs non courants		11 544	7	-	11 551
Passifs d'exploitation					
Dettes des activités de financement	13.3	-	415	(8)	407
Provisions courantes	10	4 658	119	-	4 777
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés		13 362	-	-	13 362
Impôts courants	14	225	9	-	234
Autres créanciers	6.3.B	7 878	81	(36)	7 923
		26 123	624	(44)	26 703
Passifs financiers courants	12.6	2 531	-	-	2 531
Total des passifs courants		28 654	624	(44)	29 234
Total des passifs des activités poursuivies ⁽¹⁾		40 198	631	(44)	40 785
Total des passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		-	-	-	-
Total passif					57 505

⁽¹⁾ hors capitaux propres

		31 décembre 2016			
(en millions d'euros)	Notes	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies					
Écarts d'acquisition	8.1	1 513	1	-	1 514
Immobilisations incorporelles	8.1	5 393	61	-	5 454
Immobilisations corporelles	8.2	11 291	2	-	11 293
Titres mis en équivalence	11	1 487	1 527	-	3 014
Autres actifs financiers non courants	12.5.A	685	37	-	722
Autres actifs non courants	9.1	1 368	7	-	1 375
Actifs d'impôts différés	14	574	19	-	593
Total des actifs non courants		22 311	1 654	-	23 965
Actifs d'exploitation					
Prêts et créances des activités de financement	13.2.A	-	346	-	346
Titres de placement des activités de financement		-	103	-	103
Stocks	6.1	4 347	-	-	4 347
Clients des activités industrielles et commerciales	6.2	1 560	-	(19)	1 541
Impôts courants	14	148	16	-	164
Autres débiteurs	6.3.A	1 763	92	(4)	1 851
		7 818	557	(23)	8 352
Actifs financiers courants	12.5.A	629	-	(1)	628
Placements financiers	12.5.B	110	-	-	110
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12.5.C	11 576	530	(8)	12 098
Total des actifs courants		20 133	1 087	(32)	21 188
Total actif		42 444	2 741	(32)	45 153

		31 décembre 2016			
(en millions d'euros)	Notes	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres					
Capital social	15				860
Actions propres					(238)
Réserves et résultats nets - Part du groupe					12 035
Intérêts minoritaires					1 961
Total des capitaux propres					14 618
Activités poursuivies					
Passifs financiers non courants	12.6	4 526	-	-	4 526
Autres passifs non courants	9.2	3 288	-	-	3 288
Provisions non courantes	10	1 429	-	-	1 429
Passifs d'impôts différés	14	880	15	-	895
Total des passifs non courants		10 123	15	-	10 138
Passifs d'exploitation					
Dettes des activités de financement	13.3	-	430	(9)	421
Provisions courantes	10	3 249	125	-	3 374
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés		9 352	-	-	9 352
Impôts courants	14	169	3	-	172
Autres créanciers	6.3.B	5 366	74	(23)	5 417
		18 136	632	(32)	18 736
Passifs financiers courants	12.6	1 661	-	-	1 661
Total des passifs courants		19 797	632	(32)	20 397
Total des passifs des activités poursuivies ⁽¹⁾		29 920	647	(32)	30 535
Total des passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat		-	-	-	-
Total passif					45 153

⁽¹⁾ hors capitaux propres

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	2017			Total
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Résultat net des activités poursuivies		2 132	233	-	2 365
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	-	-	-
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :					
• Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	16.2	2 667	13	-	2 680
• Dotations nettes aux provisions		225	(5)	-	220
• Variation des impôts différés		137	(3)	-	134
• Résultats sur cessions et autres		(134)	(5)	-	(139)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		240	(88)	-	152
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement		28	-	-	28
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location		(90)	-	-	(90)
Marge brute d'autofinancement		5 205	145	-	5 350
Variations du besoin en fonds de roulement	6.4.A	8	(82)	1	(73)
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies ⁽¹⁾		5 213	63	1	5 277
Cessions de sociétés consolidées et de titres de participation		81	4	-	85
Augmentations de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation	16.3	(840)	(525)	270	(1 095)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		323	-	-	323
Investissements en immobilisations corporelles ⁽²⁾	8.2.B	(2 351)	-	-	(2 351)
Investissements en immobilisations incorporelles ⁽³⁾	8.1.B	(1 753)	(16)	-	(1 769)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		(239)	-	-	(239)
Autres		66	2	-	68
Flux liés aux investissements des activités poursuivies		(4 713)	(535)	270	(4 978)
Dividendes versés :					
• Aux actionnaires de Peugeot S.A.		(431)	-	-	(431)
• Intragroupe		-	-	-	-
• Nets reçus des activités destinées à être reprises en partenariat		-	-	-	-
• Aux minoritaires des filiales intégrées		(129)	(6)	-	(135)
Augmentation de capital et des primes		305	270	(270)	305
(Acquisitions) Cessions d'actions propres		(137)	-	-	(137)
Variations des autres actifs et passifs financiers	12.3.B	43	-	(1)	42
Autres		2	-	-	2
Flux des opérations financières des activités poursuivies		(347)	264	(271)	(354)
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat ⁽⁴⁾		-	-	-	-
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ⁽⁴⁾		(7)	-	-	(7)
Mouvements de conversion		(119)	(2)	-	(121)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées ou reprises en partenariat		27	(210)	-	(183)
Trésorerie nette au début de l'exercice		11 464	530	(8)	11 986
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies	16.1	11 491	320	(8)	11 803

⁽¹⁾ Hors flux liés aux dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat.

⁽²⁾ Dont pour les activités industrielles et commerciales, 743 millions d'euros pour le secteur Équipement automobile et 1 462 millions d'euros pour le secteur Automobile Peugeot Citroën DS.

⁽³⁾ Dont pour les activités industrielles et commerciales, 134 millions d'euros hors recherche et développement pour le secteur Automobile Peugeot Citroën DS.

⁽⁴⁾ Le détail des flux de trésorerie liés aux activités de financement reprises en partenariat est présenté en Note 16.5.

(en millions d'euros)	Notes	2016			Total
		Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	
Résultat net des activités poursuivies		1 773	171	-	1 944
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat		-	11	-	11
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :					
• Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	16.2	2 477	20	-	2 497
• Dotations nettes aux provisions		(31)	(28)	-	(59)
• Variation des impôts différés		(93)	5	-	(88)
• Résultats sur cessions et autres		(139)	(7)	-	(146)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		355	(102)	-	253
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement		76	(1)	-	75
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location		48	-	-	48
Marge brute d'autofinancement		4 466	69	-	4 535
Variations du besoin en fonds de roulement	6.4.A	471	1 287	177	1 935
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies ⁽¹⁾		4 937	1 356	177	6 470
Cessions de sociétés consolidées et de titres de participation		608	202	-	810
Augmentation de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation		(349)	(71)	-	(420)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		242	1	-	243
Investissements en immobilisations corporelles ⁽²⁾	8.2.B	(2 106)	(1)	-	(2 107)
Investissements en immobilisations incorporelles ⁽³⁾	8.1.B	(1 449)	(18)	-	(1 467)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		237	-	-	237
Autres		144	-	10	154
Flux liés aux investissements des activités poursuivies		(2 673)	113	10	(2 550)
Dividendes versés :					
• Aux actionnaires de Peugeot S.A.		-	-	-	-
• Intragroupe		434	(434)	-	-
• Nets reçus des activités destinées à être reprises en partenariat		-	120	-	120
• Aux minoritaires des filiales intégrées		(123)	(11)	-	(134)
Augmentation de capital et des primes		332	(5)	-	327
(Acquisitions) Cessions d'actions propres		-	-	-	-
Variations des autres actifs et passifs financiers	12.3.B	(1 548)	-	(443)	(1 991)
Autres		-	-	(4)	(4)
Flux des opérations financières des activités poursuivies		(905)	(330)	(447)	(1 682)
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat ⁽⁴⁾		-	(2 615)	305	(2 310)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ⁽⁴⁾		(255)	1 097	1	843
Mouvements de conversion		(93)	16	-	(77)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies et destinées à être cédées ou reprises en partenariat		1 011	(363)	46	694
Trésorerie nette au début de l'exercice		10 453	893	(54)	11 292
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies	16.1	11 464	530	(8)	11 986

⁽¹⁾ Hors flux liés aux dettes non transférées des activités de financement destinées à être reprises en partenariat.

⁽²⁾ Dont pour les activités industrielles et commerciales, 666 millions d'euros pour la division Équipement automobile et 1 440 millions d'euros pour la division Automobile.

⁽³⁾ Dont pour les activités industrielles et commerciales, 78 millions d'euros hors recherche et développement pour la division Automobile.

⁽⁴⁾ Le détail des flux de trésorerie liés aux activités de financement reprises en partenariat est présenté en Note 16.5.

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Écarts d'évaluation - Part du groupe							Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital social	Actions propres	Réserves hors écarts d'évaluation	Couverture des flux futurs	Titres "disponibles à la vente"	Écarts actuariels sur retraites	Écarts de conversion			
Au 31 décembre 2015	808	(238)	10 090	(28)	9	(82)	(4)	10 555	1 664	12 219
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	1 730	34	9	51	(62)	1 762	414	2 176
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	8	-	-	-	-	8	10	18
Remboursement d'obligations convertibles en actions	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	(5)	(9)
Variations de périmètre et autres	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	9	5
Augmentation de capital	52	-	278	-	-	-	-	330	15	345
Actions propres	-	-	10	-	-	-	-	10	(13)	(3)
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(133)	(133)
Au 31 décembre 2016	860	(238)	12 108	6	18	(31)	(66)	12 657	1 961	14 618
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	1 929	22	5	(80)	(302)	1 574	314	1 888
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	29	-	-	-	-	29	11	40
Acquisition d'actions propres	-	(116)	(18)	-	-	-	-	(134)	(22)	(156)
Variations de périmètre et autres	-	-	(6)	-	-	-	-	(6)	27	21
Augmentation de capital	45	-	243	-	-	-	-	288	17	305
Bons de Souscription d'Actions Peugeot SA remis à General Motors	-	-	541	-	-	-	-	541	-	541
Actions propres remises aux salariés	-	84	(53)	-	-	-	-	31	-	31
Dividendes versés par Peugeot S.A.	-	-	(431)	-	-	-	-	(431)	-	(431)
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(137)	(137)
Au 31 décembre 2017	905	(270)	14 342	28	23	(111)	(368)	14 549	2 171	16 720

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

Note 1 - Principes comptables et indicateurs de performance	22
Note 2 - Acquisition des activités Opel Vauxhall.....	24
Note 3 - Périmètre de consolidation	26
Note 4 - Information sectorielle.....	29
Note 5 - Résultat opérationnel.....	31
Note 6 - Besoin en fonds de roulement des activités industrielles et commerciales.....	35
Note 7 - Charges et avantages au personnel	38
Note 8 - Immobilisations incorporelles et corporelles.....	44
Note 9 - Autres actifs et passifs non courants	50
Note 10 - Provisions courantes et non courantes.....	51
Note 11 - Titres mis en équivalence.....	52
Note 12 - Financement et instruments financiers – Activités industrielles et commerciales .	58
Note 13 - Financement et instruments financiers – Activités de financement	76
Note 14 - Impôts sur les résultats	82
Note 15 - Capitaux propres et résultat par action	85
Note 16 - Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés.....	88
Note 17 - Engagements donnés hors bilan et passifs éventuels	90
Note 18 - Transactions avec les parties liées	91
Note 19 - Evénements postérieurs à la clôture	92
Note 20 - Honoraires des commissaires aux comptes.....	92
Note 21 - Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2017	95

Préambule

Les comptes consolidés de l'exercice 2017 y compris les Notes aux états financiers ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 19 février 2018, la Note 19 tenant compte des événements survenus jusqu'au Conseil de Surveillance du 28 février 2018.

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

1.1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE APPLIQUÉ

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2017⁶. Les normes IFRS non adoptées par l'Union européenne étant sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe, ils sont donc également conformes au référentiel IFRS.

Le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) comprend les normes IFRS, les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations SIC (*Standing Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les principaux textes nouvellement applicables en 2017 concernant le Groupe sont les suivants :

- L'amendement IAS 12 « Modalités de reconnaissance des Impôts Différés Actif ». Cet amendement a été appliqué lors de l'intégration d'OPEL ;
- L'amendement IAS 7 « Initiative concernant les Informations à fournir ». Cet amendement requiert de faire le lien entre les flux de trésorerie issus des activités de financement du Tableau de Flux de Trésorerie et les variations de dettes financières présentées au bilan. Cette information est communiquée par le Groupe (cf. Note 12.3.B).

Les nouveaux textes du référentiel IFRS qui seront applicables pour les exercices à venir, pour certains sous réserve de leur adoption par l'Union européenne, sont les suivants :

	Nouveaux textes	Première application requis par l'IASB aux exercices ouverts à compter du	Impacts
IFRIC 22	« Transactions en monnaie étrangère et contrepartie payée d'avance »	01.01.2018 ⁷	Sans impact significatif
IFRS 9	« Instruments financiers »	01.01.2018	Cf. ci-dessous
IFRS 15	« Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »	01.01.2018	Cf. ci-dessous
IFRS 16	« Contrats de Location »	01.01.2019	Cf ci-dessous
IFRIC 23	« Incertitudes à l'égard des impôts sur le résultat »	01.01.2019 ²	Sans impact significatif
IFRS 17	« Contrats d'assurance »	01.01.2021 ²	Sans impact significatif

Concernant IFRS 15, le Groupe a procédé à l'analyse de l'essentiel de ses contrats. Les principaux impacts sont attendus sur le secteur Équipement automobile. En effet à partir de 2018, Faurecia aura la qualité d'agent sur les ventes de monolithes⁸, réduisant ainsi le chiffre d'affaires reconnu. L'impact aux bornes de Faurecia serait de l'ordre de 3 219 millions d'euros, et de 2 947 millions d'euros aux bornes du Groupe PSA.

La norme IFRS 15 base la reconnaissance du revenu sur le transfert du contrôle, alors que la norme **IAS18 « produits des activités ordinaires »** base la reconnaissance du revenu sur le transfert des risques et des avantages.

L'essentiel du revenu de l'activité automobile provient de ventes de véhicules neufs et d'occasion, et de vente de pièces de rechange. Pour ces activités le transfert du contrôle est au même moment que le transfert des risques et avantages. Par ailleurs, le groupe offre à ses clients des prestations de services, à titre onéreux ou à titre gratuit.

⁶ Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

⁷ non encore adoptée par l'Union Européenne

⁸ Métaux précieux et céramiques compris dans les systèmes de contrôle des émissions.

Celles-ci sont déjà reconnues sur la période du service en IAS 18 et le seront également en IFRS 15 (au titre d'obligations de performance distinctes), sauf certains services non significatifs à ce stade.

Certains véhicules sont vendus avec des clauses de rachat. Ces opérations sont déjà comptabilisées comme des locations en IAS 18. Le produit est étalé sur la durée comprise entre la vente du véhicule neuf et le rachat du véhicule d'occasion. Il en sera de même en IFRS 15.

Par ailleurs, le groupe a vérifié que dans l'activité Automobile il agit en tant que principal, et non en tant qu'agent.

Les garanties qui sont octroyées aux clients correspondent à la prise en charge de défaut des véhicules vendus. Elles font l'objet de provisions tant en normes actuelles qu'en IFRS 15.

Le Groupe n'a pas de composante financière significative qui l'obligerait à faire un retraitement entre le revenu et les résultats financiers.

Les impacts éventuels sur les activités d'Opel Vauxhall sont en cours d'analyse.

Concernant IFRS 9, l'impact sur l'évaluation des créances des Sociétés Industrielles et Commerciales n'est pas significatif. Par ailleurs, la phase 3 de la nouvelle norme élargit la comptabilité de couverture aux portions de matières premières, ce qui permet une meilleure adéquation de la comptabilité avec la réalité économique.

Les impacts sur le provisionnement des créances des Sociétés Financières ne sont pas significatifs

Concernant IFRS 16, le Groupe a l'intention d'appliquer la norme de façon prospective. Le Groupe a procédé au recensement des contrats, dont l'impact est en cours de chiffrage. Par ailleurs, la recherche d'un outil informatique est engagée.

1.2. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en Notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles. Elles font l'objet de revues périodiques.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Dans le cadre de la préparation des comptes annuels 2017, le Groupe a porté une attention particulière aux postes comptables :

- Juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprise (cf. Note 2 relative à l'acquisition des activités d'Opel Vauxhall),
- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels des secteurs Automobile Peugeot Citroën DS et Opel Vauxhall (cf. Note 8.3), et la valeur recouvrable des titres mis en équivalence (cf. Note 11.3),
- provisions (notamment pour restructuration, engagements de retraite, garantie des véhicules neufs et litiges) (cf. Note 5.4.B, Note 7.1 et Note 10),
- programmes d'incitation aux ventes (cf. Note 5.1.A),
- valeurs résiduelles des véhicules vendus avec clause de rachat (cf. Note 8.2.C et Note 9.2),
- actifs d'impôts différés (cf. Note 14).

1.3. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le Groupe présente dans sa communication financière des indicateurs de performance qui ne sont pas en lecture directe dans les états de synthèse des comptes consolidés. Les principaux indicateurs définis dans les notes annexes sont les suivants :

- Résultat opérationnel courant par secteurs (cf. Note 4.1 et Note 5),
- Free Cash Flow et Free Cash Flow opérationnel (cf. Note 16.6),
- Position financière nette (cf. Note 12.3),
- Sécurité financière (cf. Note 12.4),

NOTE 2 - ACQUISITION DES ACTIVITÉS OPEL VAUXHALL

Le 6 mars 2017, General Motors Co. (GM) et le Groupe PSA ont conclu un accord de rachat de la majorité des filiales Opel Vauxhall de GM et des opérations européennes de GM Financial en partenariat avec BNP Paribas. Ces transactions ont été finalisées au cours du second semestre 2017 selon les modalités suivantes.

2.1. ACQUISITION DES ACTIVITÉS AUTOMOBILES D'OPEL VAUXHALL

Le 31 juillet 2017, le Groupe PSA a finalisé le rachat des filiales automobiles d'Opel et de Vauxhall de GM.

A. Description de l'opération

L'opération inclut l'essentiel des activités automobiles d'Opel/Vauxhall, qui comprennent les marques Opel et Vauxhall, six usines de montage et cinq usines de production de pièces, un centre d'ingénierie (Rüsselsheim en Allemagne). En outre, Opel/Vauxhall bénéficiera toujours des licences de propriété intellectuelle de GM jusqu'à l'adaptation progressive de ses véhicules aux plates-formes du Groupe PSA dans les années à venir.

Le prix d'acquisition pour le Groupe PSA, des activités automobiles d'Opel et de Vauxhall s'élève à 1 018 millions d'euros (cf. détail 2.1.F).

B. Bilan d'ouverture

<i>(en millions d'euros)</i>	31 juillet 2017
Prix d'acquisition	1 018
Immobilisations incorporelles acquises	1 792
Immobilisations corporelles acquises	1 577
Autres actifs non courants acquis	517
Actifs courants acquis	4 120
Trésorerie acquise	301
Provisions reprises	(1 390)
Passifs financiers repris	(785)
Dettes fournisseurs reprises	(3 171)
Autres passifs repris	(3 753)
Actifs et passifs repris	(792)
Ecart d'acquisition	1 810

C. Allocation du prix d'acquisition

L'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris a été réalisée par un expert indépendant.

(1) Actifs corporels

La juste valeur des actifs corporels s'élève à 1 577 millions d'euros. Elle comprend 908 millions d'euros de véhicules loués (vente avec clause de rachat), 201 millions d'euros de terrains, 468 millions d'euros de constructions, matériels et outillages.

L'évaluation des actifs corporels s'est basée sur la combinaison de trois approches :

- approche de marché : prix d'un actif comparable dans des circonstances similaires.
- approche par les revenus : valeur des flux de trésorerie futurs actualisés.
- approche par les coûts : valeur du coût de remplacement.

(2) Actifs incorporels : Marques

La juste valeur des marques Opel et Vauxhall est de 1 792 millions d'euros. Elles ont été évaluées sur la base de la méthode des redevances. Ces marques ont une durée de vie indéfinie.

(3) Stocks

La juste valeur des stocks est de 2 970 millions d'euros. Les stocks ont été évalués au prix de vente sous déduction des frais de commercialisation.

(4) Provisions

La juste valeur des provisions est de 1 390 millions d'euros, dont.

- 581 millions d'euros de provisions pour risques ;
- 494 millions d'euros de provisions pour garantie.

(5) Impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs ont d'abord été calculés sur la base des différences temporelles entre les valeurs comptables IFRS après allocation du prix d'acquisition et les valeurs fiscales des actifs acquis et des passifs repris. Conformément à IAS 12, les impôts différés actifs reconnus ont été limités à hauteur des impôts différés passifs et des résultats fiscaux attendus à horizon du plan à moyen terme 2018 – 2021. Le montant net des impôts différés reconnus se monte à 336 millions d'euros.

En application de la norme IFRS 3 révisée, l'évaluation à la juste valeur et l'affectation de l'écart de première consolidation sont provisoires. Cette affectation provisoire pourra donc faire l'objet de révisions jusque fin juillet 2018.

D. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition s'élève à 1 810 millions d'euros, ce qui est compatible avec le niveau des synergies attendues par le groupe.

E. Contribution d'Opel Vauxhall au chiffre d'affaires et au résultat net 2017

La contribution au chiffre d'affaires et au résultat net depuis le 1^{er} août 2017 est la suivante :

- Chiffre d'affaires : 6 864 millions d'euros ;
- Résultat net : -674 millions d'euros.

Le Groupe considère ne pas être en mesure d'établir une information pro-forma sur douze mois pertinente et auditable au titre d'IFRS 3 pour les raisons suivantes :

- PSA a acheté une activité détournée de General Motors Europe, excluant des activités historiques de General Motors qui avaient un impact significatif sur ce périmètre.
- Les résultats chez General Motors Europe étaient bâtis sous un référentiel comptable différent (US GAAP et méthodes spécifiques General Motors) avec notamment des règles internes de répartition de frais, en particulier sur la recherche et développement, et une politique de prix de transfert, qui ne sont pas reconduites.
- Etant donné la saisonnalité de l'activité propre au secteur automobile, une extrapolation des résultats des 5 mois d'Opel sur 12 mois ne serait pas pertinente.

Dans ce contexte, il ne nous est pas possible de retraiter de manière pertinente les données historiques en mettant en œuvre des moyens raisonnables afin de fournir une information utile au marché.

Par ailleurs les éléments de contribution des résultats d'Opel Vauxhall sur cinq mois d'activité sont présentés dans la présentation de nos résultats par segment opérationnel (cf. Note 4.1.).

F. Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition de 1 018 millions d'euros des activités automobiles d'Opel Vauxhall comprend les éléments suivants :

- Prix payé donnant lieu à une sortie de trésorerie pour 477 millions d'euros (cf. 2.1.G) ;
- Juste valeur des bons de souscription d'actions de Peugeot S.A.

La juste valeur des bons de souscription d'action ('BSA') souscrits par General Motors Co. ou ses sociétés affiliées est estimée à 541 millions d'euros (cf. Note 15.1). Cette valeur a été estimée sur la base du modèle de Black & Scholes en considérant que les warrants sont assimilables à des options européennes de maturité 5 ans et en retenant une hypothèse de volatilité historique de l'action PSA observée sur deux ans. Cette juste valeur comprend également la valeur actuelle nette des dividendes sur cinq ans qui seront perçus par General Motors en date d'exercice des warrants.

G. Analyse du flux de trésorerie du prix payé à l'acquisition

Le flux de trésorerie net de 26 millions d'euros payé pour l'acquisition comprend le montant de trésorerie versé à General Motors Co. de 477 millions d'euros (cf. 2.1.F) sous déduction de 150 millions d'euros d'avance de trésorerie à GM et de 301 millions d'euros correspondant à la trésorerie figurant à l'ouverture dans les bilans des sociétés acquises.

H. Ajustement du prix d'acquisition

Le contrat d'acquisition prévoit une procédure de détermination définitive du prix d'acquisition sur la base des comptes d'Opel/Vauxhall établis sous le référentiel US GAAP au 31 juillet 2017. Cette procédure est toujours en cours et le prix d'acquisition n'est pas définitivement arrêté.

2.2. ACQUISITION EN PARTENARIAT AVEC BNP PARIBAS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT AUTOMOBILE D'OPEL VAUXHALL

A. Description de l'opération

Le 1er novembre 2017, Banque PSA Finance, filiale à 100% de Groupe PSA et BNP Paribas Personal Finance, filiale à 100% de BNP Paribas ont finalisé l'acquisition conjointe, annoncée le 6 mars 2017, de l'intégralité des activités européennes de GM Financial, regroupant les marques existantes Opel Bank, Opel Financial Services et Vauxhall Finance.

Opel Bank S.A., qui constitue la maison-mère du périmètre ainsi acquis est détenue à parts égales par BNP Paribas Personal Finance et Banque PSA Finance. Le Groupe exerce une influence notable car il ne dispose que de 50% des droits de vote sans exercer de contrôle exclusif en raison des éléments exposés en Note 13.4. Opel Bank S.A. est mise en équivalence par le Groupe.

B. Allocation du prix d'acquisition

En date de closing et pour l'acquisition de sa quote-part de 50%, BPF a payé un prix de 489 millions d'euros. Ce prix correspond à l'estimation provisoire de la transaction conformément aux dispositions contractuelles. Ce prix est inférieur à la quote-part de situation nette de l'acquéseur avant allocation du prix d'acquisition. Au 31 décembre 2017 les travaux de recensement et d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs sont en cours.

Par conséquent au 31 décembre 2017, le groupe a procédé à une allocation provisoire de cet écart de première consolidation estimé qui a été affecté en totalité à différents postes d'actifs et de passifs du groupe d'entités mises en équivalence.

En application de la norme IFRS 3 révisée, le groupe a 12 mois pour finaliser l'évaluation à la juste valeur et l'affectation de cet écart de première consolidation. Cette affectation provisoire pourra donc faire l'objet de révisions jusqu'à fin octobre 2018.

Le bilan au 31.12.2017 du périmètre acquis présenté en Note 11.4.D – Partenariat dans les activités de financement avec BNP Paribas intègre cette allocation provisoire des actifs et passifs identifiés et évalués à la juste valeur en application d'IFRS 3 révisée. Le résultat 2017 positif de 16 millions d'euros présenté en Note 11.4.D correspond au résultat de 2 mois d'activité entre la date de closing de l'opération et la date de clôture des comptes.

NOTE 3 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. PRINCIPES COMPTABLES

A. Principes de consolidation

(1) Méthodes de consolidation

Le nom générique PSA Groupe est utilisé pour désigner l'ensemble du Groupe constitué par la société mère Peugeot S.A. et toutes ses filiales.

Peugeot S.A. et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrées globalement.

Les sociétés dans lesquelles Peugeot S.A. exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence.

En application d'IFRS 11, les partenariats qualifiés d'opérations conjointes sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlés par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement. Les partenariats qui donnent uniquement un contrôle sur l'actif net, qualifiés de coentreprises, sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres des sociétés remplissant les critères de consolidation et qui ne sont pas consolidés pour des raisons de matérialité ou de faisabilité n'auraient pas dans leur ensemble une incidence significative sur les états financiers consolidés. Ces titres sont inscrits en titres de participation conformément aux principes généraux décrits en Note 12.8.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés. Les résultats d'une filiale, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont entièrement alloués entre la part Groupe et la part hors-Groupe selon les pourcentages d'intérêt respectifs. De ce fait, en cas de résultats négatifs et d'absence d'accord de prise en charge des pertes d'une filiale, les intérêts minoritaires peuvent devenir négatifs.

(2) Variations de périmètre aboutissant au contrôle exclusif

Les regroupements d'entreprises intervenus après le 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à **IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises »**.

Les actifs identifiables, passifs et passifs éventuels de l'acquése sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition dès lors qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée. Les écarts d'acquisition résiduels représentent les flux de trésorerie attendus des synergies post acquisition au-delà des actifs et des passifs reconnus lors de la première intégration. Les frais de transaction sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

En cas d'ajustement de prix dans les 12 mois suivants la date d'acquisition, l'évaluation initiale provisoire est ajustée en contrepartie du goodwill. Tout ajustement ultérieur est comptabilisé en dette ou en créance en contrepartie du résultat du Groupe.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme **IAS 36 « Dépréciation d'actifs »**. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an (cf. Note 8.3).

(3) Écarts d'acquisition sur sociétés mises en équivalence

Les écarts d'acquisition se rapportant à des sociétés mises en équivalence représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition, et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date de prise de participation. Ces écarts d'acquisition sont inclus dans la valeur des « Titres mis en équivalence ». Ils sont testés par le biais du test de valeur effectué sur les titres.

(4) Autres variations de périmètre

Toute variation de pourcentage d'intérêt impliquant la perte du contrôle d'une entité est comptabilisée en produits et charges opérationnels non courant (si le montant est significatif) comme une cession de l'intégralité de l'entité immédiatement suivie d'un investissement dans la participation conservée.

Les opérations ne remettant pas en cause la détention du contrôle sont en revanche considérées comme des transactions entre actionnaires et se traduisent par une nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du groupe et la part hors-groupe, y compris les frais de transaction.

B. Méthodes de conversion

(1) Conversion des états financiers des filiales étrangères

(a) Cas général

La devise fonctionnelle du Groupe est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés. Les filiales ont très généralement pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au taux de clôture. Leur compte de résultat est converti mois par mois au taux moyen de chaque mois. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées en écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés. Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

(b) Cas particuliers

Certaines filiales, hors zone Euro, réalisent l'essentiel de leurs transactions en Euro ou en US Dollars, qui est alors reconnu comme leur devise de fonctionnement. Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique et les éléments monétaires au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

Le Groupe n'opère pas dans des pays à forte inflation au sens de la norme **IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »**.

(2) Opérations en devises

En application de la norme IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés :

- en résultat opérationnel courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance ;
- en produits sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

3.2. COMPOSITION DU GROUPE

Le Groupe est constitué de la société holding Peugeot S.A. cotée sur Euronext et de ses filiales consolidées conformément à la Note 3.1.

Le Groupe est géré en cinq secteurs principaux (cf. Note 4):

- le secteur Automobile Peugeot Citroën DS qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Peugeot, Citroën et DS. Elle comprend majoritairement des filiales détenues à 100 %, mais également des filiales sous contrôle conjoint pour la production de véhicules ou d'organes en Europe et pour les activités industrielles et commerciales en Chine. Ces filiales sous contrôle conjoint sont consolidées conformément à IFRS 11 (cf. Note 3.1) ;
- le secteur Automobile Opel Vauxhall qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Opel et Vauxhall. Elle comprend majoritairement des filiales détenues à 100 % ;
- le secteur Équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur (*Interior Systems*), des sièges d'automobile (*Automotive Seating*), et des technologies de contrôle des émissions (*Clean Mobility*). Faurecia est coté sur Euronext. Peugeot S.A. détient au 31 décembre 2017 46,3 % du capital de Faurecia et 63,09 % des droits de vote qui lui assure le contrôle exclusif. L'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs de Faurecia n'aurait pas d'incidence sur le contrôle exclusif par le Groupe ;
- le secteur activités de Financement qui fait partie du groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot, Citroën, DS, Opel et Vauxhall ainsi que celui de leurs réseaux de distribution. Banque PSA Finance a le statut d'établissement financier. Cette activité comprend pour l'essentiel le partenariat entre Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance, pour les marques Peugeot, Citroën et DS d'une part, et le partenariat avec BNP Paribas pour les marques Opel et Vauxhall d'autre part .

Les autres activités du Groupe sont regroupées dans le secteur « Autres activités » qui inclut notamment la société holding Peugeot S.A. et des participations minoritaires dans le groupe Gefco ainsi que dans Peugeot Scooters (société Peugeot Motocycles) consolidées par mise en équivalence.

	31/12/2017	31/12/2016
Intégration globale		
Sociétés industrielles et commerciales ⁽¹⁾	317	278
Sociétés de financement	18	18
	335	296
Opérations conjointes		
Sociétés industrielles et commerciales	3	3
Mise en équivalence		
Sociétés industrielles et commerciales	55	50
Sociétés de financement ⁽²⁾	43	29
	98	79
Nombre de sociétés à la clôture	436	378

⁽¹⁾ 39 nouvelles sociétés intégrées globalement, dont 34 pour le secteur automobile Opel Vauxhall.

⁽²⁾ 14 nouvelles sociétés mises en équivalence, dont 12 pour les activités de financement Opel Vauxhall.

NOTE 4 - INFORMATION SECTORIELLE

En application d'*IFRS 8 « Secteurs opérationnels »*, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est le Résultat Opérationnel Courant.

La définition des secteurs d'activité est développée dans la Note 3.2.

Pour le reporting interne, le secteur activités de Financement demeure présenté à 100 %. Il correspond à la consolidation par intégration globale de toutes les entités détenues en propre ou en partenariat avant impact IFRS 5. La colonne « réconciliation » effectue le lien avec la présentation dans le compte de résultat consolidé.

4.1. SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante. La colonne "Éliminations et non affecté" regroupe les éliminations internes au Groupe, ainsi que les montants non affectés par secteur permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe. Faurecia et Banque PSA Finance établissant des comptes consolidés publiés, la présentation du résultat de leur secteur va jusqu'au résultat net. Pour les autres secteurs, du fait d'une gestion commune de la trésorerie et de l'impôt dans certains pays, seuls le résultat opérationnel et le résultat net des sociétés mises en équivalence sont présentés pour chaque secteur.

Toutes les relations commerciales interactivités sont établies sur une base de prix de marché.

La colonne 100% du secteur activités de Financement correspond aux données avec intégration globale des sociétés en partenariat avec Santander et BNP Paribas. Ces colonnes additionnées à la colonne « réconciliation » permet de reconstituer la contribution consolidée des activités de financement, avec la quote-part de résultat net mis en équivalence des sociétés en partenariat avec Santander, et BNP Paribas.

2017	Automobile		Équipement automobile	Autres activités	Activités de Financement		Éliminations et non affecté ⁽¹⁾	Total
	Peugeot Citroën DS	Opel Vauxhall			100%	Réconciliation		
<i>(en millions d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires net								
- de l'activité (hors groupe)	40 281	6 864	17 947	2	1 347	(1 231)	-	65 210
- ventes inter-activités (groupe)	454	374	2 235	88	129	-	(3 280)	-
Total ⁽²⁾	40 735	7 238	20 182	90	1 476	(1 231)	(3 280)	65 210
Résultat opérationnel courant	2 965	(179)	1 170	23	632	(618)	(2)	3 991
Produits opérationnels non courants	176	2	4	20	3	-	-	205
Frais de rationalisation des structures	(426)	(440)	(86)	1	(1)	1	-	(951)
Pertes de valeur des UGT, provisions pour contrat onéreux et autres	(96)	-	-	-	-	-	-	(96)
Autres charges opérationnelles non courantes	(11)	(38)	(13)	3	(14)	11	-	(62)
Résultat opérationnel	2 608	(655)	1 075	47	620	(606)	(2)	3 087
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie			12		-	-	30	42
Charges de financement			(114)		-	-	(94)	(208)
Produits à caractère financier			-		5	(1)	121	125
Charges à caractère financier			(31)		(1)	-	(165)	(197)
Résultat financier	-	-	(133)	-	4	(1)	(108)	(238)
Impôts sur les résultats			(262)		(204)	194	(429)	(701)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(55)	-	35	11	17	209	-	217
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net des activités poursuivies			715		437	(204)		2 365
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat	-	-	(7)	-	-	-	-	(7)
Résultat net consolidé			708		437	(204)		2 358
Investissements ⁽³⁾								
<i>(hors ventes avec clause de rachat)</i>	2 717	169	1 217	-	30	(13)		4 120
Dotations aux amortissements	(1 877)	(25)	(722)	-	(19)	7		(2 636)

⁽¹⁾ La colonne "Éliminations et non affecté" comprend notamment les éliminations des ventes inter-activités entre le secteur "Activités de Financement" et les autres secteurs (106 millions d'euros).

⁽²⁾ Dont pour le secteur Automobile Peugeot Citroën DS, chiffre d'affaires de l'activité constructeur : 39 076 millions d'euros.

⁽³⁾ Les investissements des secteurs Peugeot Citroën DS et Opel Vauxhall correspondent aux investissements engagés pour la production des véhicules Peugeot Citroën DS et Opel Vauxhall.

En 2017 en présentation à 100% de son activité, Banque PSA Finance (secteur activités de Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 145 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élève à 64 millions d'euros. En 2017 après application d'IFRS 5, Banque PSA Finance (secteur activités de Financement) a dégagé un produit net bancaire de 46 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élevait à 5 millions d'euros.

2016 <i>(en millions d'euros)</i>	Automobile	Équipement automobile	Autres activités	Activités de Financement		Éliminations et non affecté ⁽¹⁾	Total
				100%	Réconciliation		
Chiffre d'affaires net							
- de l'activité (hors groupe)	37 065	16 819	-	1 263	(1 117)	-	54 030
- ventes inter-activités (groupe)	1	1 891	112	142	-	(2 146)	-
Total ⁽²⁾	37 066	18 710	112	1 405	(1 117)	(2 146)	54 030
Résultat opérationnel courant	2 225	970	39	571	(570)	-	3 235
Produits opérationnels non courants	109	7	1	-	-	-	117
Frais de rationalisation des structures	(456)	(90)	(1)	-	-	-	(547)
Pertes de valeur des UGT, provisions pour contrat onéreux et autres	(143)	-	-	-	-	-	(143)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(23)	(28)	(2)	2	-	(51)
Résultat opérationnel	1 735	864	11	569	(568)	-	2 611
Produits sur prêts, titres de placements et trésorerie		10		-	-	85	95
Charges de financement		(147)		-	-	(188)	(335)
Produits à caractère financier		12		(9)	13	191	207
Charges à caractère financier		(38)		(1)	1	(197)	(235)
Résultat financier	-	(163)	-	(10)	14	(109)	(268)
Impôts sur les résultats		(189)		(206)	187	(309)	(517)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(93)	20	6	15	180	-	128
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Résultat net des activités poursuivies		532		368	(197)		1 944
Résultat net des activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat ⁽¹⁾	-	174	-	-	31	-	205
Résultat net consolidé		706		368	(166)		2 149
Investissements (hors ventes avec clause de rachat)	2 481	1 074	-	39	(20)		3 574
Dotations aux amortissements	(1 895)	(661)	-	(24)	4		(2 576)

⁽¹⁾ La colonne "Éliminations et non affecté" comprend les éliminations des ventes inter-activités entre le secteur "Activités de Financement" et les autres secteurs (127 millions d'euros).

⁽²⁾ Dont pour le secteur Automobile Peugeot Citroën DS, chiffre d'affaires de l'activité constructeur : 35 948 millions d'euros.

En 2016 en présentation à 100% de son activité, Banque PSA Finance (secteur activités de Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 026 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élève à 52 millions d'euros.

En 2016 après application d'IFRS 5, Banque PSA Finance (secteur activités de Financement) a dégagé un produit net bancaire de 161 millions d'euros. Le coût du risque de ce même exercice s'élevait à 5 millions d'euros.

4.2. ZONES GÉOGRAPHIQUES

Les indicateurs donnés par zones géographiques sont le chiffre d'affaires ventilé par zone de commercialisation à la clientèle et les immobilisations corporelles ventilées par zone d'implantation des sociétés consolidées.

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe ⁽¹⁾	Eurasie	Chine et Asie du Sud-Est		Inde Pacifique	Amérique Latine	Moyen Orient & Afrique	Amérique du Nord	Total
2017									
Chiffre d'affaires	47 762	481	3 439	1 287	4 719	2 985	4 537	65 210	
Immobilisations corporelles	11 538	143	478	123	582	73	341	13 278	
2016									
Chiffre d'affaires	38 959	339	3 191	916	3 781	2 323	4 521	54 030	
Immobilisations corporelles	9 686	160	407	118	472	62	388	11 293	
⁽¹⁾ Dont France :									
<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016							
Chiffre d'affaires	14 954	12 992							
Immobilisations corporelles	5 780	5 614							

NOTE 5 - RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le Résultat Opérationnel correspond au résultat⁹ avant prise en compte du résultat financier, des impôts sur les résultats et du résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le Groupe utilise le Résultat Opérationnel Courant comme principal indicateur de performance. Ce résultat opérationnel courant s'entend avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels non courants définis de manière limitative comme correspondant aux éléments d'importance significative, inhabituels, anormaux et peu fréquents, qui n'entrent pas dans la performance récurrente de l'entreprise.

En pratique, les autres produits et charges opérationnels non courants comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, le cas échéant, d'une description spécifique en note annexe (cf. Note 5.4) :

- les frais de rationalisation et les coûts liés aux départs anticipés de personnel,
- les variations de pertes de valeurs d'actifs non courants issues des tests de valeur d'Unité Génératrice de Trésorerie et celles relatives aux contrats onéreux correspondants,
- les plus-values de cession de biens immobiliers et dépréciations de biens immobiliers destinés à être cédés.

▪ **Frais généraux et commerciaux**

Les frais généraux et commerciaux comprennent les frais généraux de structure, les moyens commerciaux indirects et la garantie.

5.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

A. Principes comptables

(1) Activités industrielles et commerciales

(a) Secteurs Automobile Peugeot – Citroën – DS et Automobile Opel – Vauxhall

Le chiffre d'affaires comprend essentiellement les ventes de biens et services, constituées en particulier par les ventes et locations de véhicules.

Conformément à la norme **IAS 18 « Produits des activités ordinaires »**, les ventes de véhicules neufs sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété. Celle-ci correspond généralement à la date de leur mise à disposition à des concessionnaires indépendants ou à celle de la livraison pour les ventes directes à la clientèle finale.

Les refacturations de charges effectuées dans le cadre d'opérations pour lesquelles le Groupe est considéré comme un simple intermédiaire ne sont pas reconnues en chiffre d'affaires. Il en est de même des ventes de matières premières, pièces et organes mécaniques aux sous-traitants et destinés à être rachetés sans marge.

Lorsque les ventes de véhicules neufs sont assorties d'une option de reprise à un prix convenu (contrats de ventes avec clause de rachat), elles ne sont pas enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des véhicules, mais comptabilisées comme des locations, dès lors qu'il est probable que cette option sera exercée. Ce principe s'applique :

- quelle que soit la durée de la garantie de rachat accordée ;
- que ces ventes soient réalisées directement avec la clientèle finale ou financées par Banque PSA Finance et ses filiales.

La différence entre le prix de vente du véhicule neuf et le prix de rachat convenu est reconnue linéairement comme un loyer sur la durée du contrat. Le véhicule objet du contrat est immobilisé pour son coût de revient, et amorti linéairement sur la durée du contrat, sous déduction de sa valeur résiduelle, correspondant à sa valeur de revente estimée comme véhicule d'occasion. L'éventuel bénéfice complémentaire de cession finale est constaté sur la période sur laquelle intervient la vente du véhicule d'occasion. Si la marge nette globale est une perte, elle est provisionnée dès la conclusion du contrat avec clause de rachat.

Programmes d'incitation aux ventes

Les coûts des programmes, décidés ou à venir, sont déduits des résultats sur la période de l'enregistrement des ventes. Ils sont provisionnés sur la base de l'historique des trois derniers mois, pays par pays. Ceux d'entre eux dont le montant variable est lié au chiffre d'affaires sont enregistrés en diminution de celui-ci.

Le Groupe réalise certaines opérations promotionnelles sous forme de bonifications d'intérêts sur des crédits accordés à des conditions inférieures aux conditions habituelles du marché. La charge correspondante est constatée lors de la vente.

⁹ Résultat des activités poursuivies, hors les « autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat »

(b) Secteur Équipement automobile

Dans le secteur Équipement automobile, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client.

Les conditions de reconnaissance des produits des activités ordinaires définies par IAS 18 ne sont pas réunies lorsque les études et les outillages sont payés au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les études et les outillages ne peuvent pas être considérés comme vendus. Les études sont comptabilisées en immobilisations incorporelles (cf. Note 5.3.A) et les outillages en immobilisations corporelles (cf. Note 8.2.A).

En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours. Le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

(2) Activités de Financement

Les sociétés de financement du Groupe et les sociétés de financement en partenariat avec Santander ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et des ventes à la clientèle finale de l'activité automobile Peugeot – Citroën - DS. A compter du 1^{er} novembre 2017, les sociétés de financement en partenariat avec Bnp Paribas ont pour activité le financement des réseaux commerciaux et des ventes à la clientèle finale de l'activité automobile Opel – Vauxhall. Les financements sont réalisés sous la forme de crédits classiques ou d'opérations de crédit-bail, de locations avec option d'achat ou de locations longue durée. Les revenus financiers dégagés sur ces financements des ventes sont comptabilisés dans leurs comptes sur la durée des crédits selon une méthode actuarielle qui permet de constater un taux d'intérêt constant sur la période.

L'essentiel des activités de Financement est géré dans les partenariats avec Santander et Bnp Paribas. Le chiffre d'affaires de ces activités ne fait pas partie du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, ces sociétés étant mise en équivalence (cf. Note 11.4). Le chiffre d'affaires de l'ensemble des activités de Financement à 100% est présenté en Note 4.1

B. Chiffres clefs

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Ventes de biens	63 444	52 526
Prestations de services	1 650	1 358
Activités de Financement	116	146
Total	65 210	54 030

Les ventes de biens sont composées essentiellement de ventes de véhicules, de pièces, d'organes et de composants automobiles.

Les prestations de services incluent principalement les activités d'atelier du réseau de distribution détenu par le Groupe ainsi que les activités de location de véhicules, tels que définies en Note 8.2.C.

Le chiffre d'affaires des activités de Financement est composé principalement des produits d'intérêts bruts, primes d'assurance et autres produits bruts.

5.2. COÛTS OPÉRATIONNELS COURANTS PAR NATURE

Ventilés par nature, les coûts opérationnels courants comprennent notamment les frais de personnel et les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles explicités ci-dessous. Les autres coûts opérationnels courants sont suivis par secteur de façon appropriée à chacune d'elles, ce qui ne permet pas une présentation homogène par nature au niveau Groupe.

Frais de personnel

Les frais de personnel de l'effectif inscrit des sociétés du Groupe comptabilisés dans le Résultat Opérationnel Courant se ventilent comme suit :

(en millions d'euros)	2017	2016
Automobile Peugeot Citroën DS ⁽¹⁾	(4 537)	(4 641)
Automobile Opel Vauxhall	(1 101)	-
Équipement automobile ⁽²⁾	(3 177)	(3 059)
Financement ⁽³⁾	(7)	(9)
Autres activités	(98)	(70)
Total	(8 920)	(7 779)

⁽¹⁾ Dont 4 030 millions d'euros de frais de personnel pour l'activité constructeur Peugeot Citroën DS (4 109 millions d'euros en 2016).

⁽²⁾ en 2016, 225 millions d'euros de frais de personnel ont été déclassés en activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat.

⁽³⁾ en 2016, 17 millions d'euros de frais de personnel ont été déclassés en activités destinées à être cédées ou reprises en partenariat.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), d'un montant de 103 millions d'euros au 31 décembre 2017 (96 millions d'euros au 31 décembre 2016), a été porté en déduction des frais de personnel.

Le détail des charges et avantages au personnel est présenté en Note 7.

Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements inclus dans le résultat opérationnel courant concernent les actifs suivants :

(en millions d'euros)	2017	2016
Frais de développement	(845)	(825)
Autres immobilisations incorporelles	(98)	(100)
Outillages spécifiques	(636)	(650)
Autres immobilisations corporelles	(1 057)	(1 001)
Total	(2 636)	(2 576)
Dont secteur Automobile Opel Vauxhall	(24)	-

5.3. FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

A. Principes comptables

Les frais de recherche et développement comprennent les coûts des activités scientifiques, techniques, de propriété industrielle, d'enseignement et de transmission des connaissances nécessaires pour assurer le développement, la production ou la mise en œuvre, et la commercialisation de matériaux, dispositifs, produits, procédés, systèmes ou services nouveaux ou substantiellement améliorés.

En application de la norme **IAS 38 « Immobilisations incorporelles »**, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

La valeur brute des frais de développement activés inclut les coûts d'emprunt (cf. Note 12.2.A).

Les charges de l'exercice intègrent les frais de recherche, les frais d'études et de développement non activés en application des critères ci-avant, ainsi que la dotation aux amortissements des frais de développement activés.

(1) Secteurs Automobile Peugeot – Citroën – DS et Automobile Opel – Vauxhall

Les frais de développement des véhicules et organes mécaniques (moteurs et boîtes de vitesses), supportés entre le jalon d'engagement du projet (correspondant au choix du style pour les véhicules), et le passage en production de présérie en ligne, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces frais sont amortis en linéaire à partir de l'accord de fabrication en série sur leur durée d'utilité plafonnée à sept ans pour les véhicules et dix ans pour les organes et modules. Les dépenses immobilisées incluent notamment le coût des personnels affectés aux projets, le coût des prototypes et les prestations externes facturées au titre du projet considéré. Ces dépenses excluent tous les

coûts indirects imputables aux activités de recherche et développement notamment les loyers, les amortissements des bâtiments et les coûts d'utilisation des systèmes informatiques. Par ailleurs, les dépenses immobilisées incluent la part des dépenses de développement supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations (l'autre part étant refacturée aux partenaires). En général, les dépenses de développement facturées au Groupe par ses partenaires de coopérations sont aussi immobilisées si elles répondent aux critères d'activation. L'ensemble des coûts de développement organes destinés à répondre aux nouvelles normes antipollution est suivi par projet et immobilisé.

(2) Secteur Équipement automobile

Des études sont engagées pour chaque programme dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Les études sont parfois payées au fur et à mesure des livraisons de pièces, sans garantie du client sur le financement intégral des dépenses réalisées. Dans ce cas, les coûts encourus entre l'acceptation par le client de la proposition commerciale et la mise en production série des pièces ou modules en question, sont enregistrés en immobilisations incorporelles. Ces coûts sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client, avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus sont enregistrés en stocks de travaux en cours.

B. Frais de recherche et développement nets

(en millions d'euros)	Notes	2017	2016
Total des dépenses engagées ⁽¹⁾		(2 932)	(2 361)
Frais de développement activés ⁽²⁾		1 536	1 267
Frais non activés		(1 396)	(1 094)
Amortissement des frais de développement activés	8.1	(842)	(821)
Total		(2 238)	(1 915)

⁽¹⁾ Dont 2 055 millions d'euros pour le secteur Automobile Peugeot Citroën DS (1 924 millions d'euros en 2016), 408 millions d'euros pour le secteur Automobile Opel Vauxhall et 469 millions d'euros pour Faurecia (437 millions d'euros en 2016).

⁽²⁾ En complément à ces frais, sont activés des frais financiers au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" (cf. Note 12.2.A).

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus sont nets des subventions reçues.

5.4. PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Notes	2017	2016
Résultat de cession de biens immobiliers		164	101
Reprise sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de le secteur Automobile Peugeot Citroën DS	8.3.B	12	10
Reprise sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de le secteur Automobile Opel Vauxhall		1	-
Autres produits opérationnels non courants hors division Automobile		28	6
Produits opérationnels non courants		205	117
Perte de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de le secteur Automobile Peugeot Citroën DS	8.3.B	(107)	(143)
Perte de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de le secteur Automobile Opel Vauxhall		(38)	-
Perte de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia	8.3.C	-	-
Frais de rationalisation des structures	5.4.B	(951)	(547)
Autres charges opérationnelles non courantes hors division Automobile		(13)	(51)
Charges opérationnelles non courantes		(1 109)	(741)

A. Test de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres dépréciations

Le détail des tests de valeur, des provisions pour contrats onéreux et autres dépréciations est présenté en Note 8.3.

B. Frais de rationalisation des structures

Les frais de rationalisation concernent pour l'essentiel des coûts de réduction des effectifs.

(en millions d'euros)	2017	2016
Automobile Peugeot Citroën DS	(426)	(456)
Automobile Opel Vauxhall	(440)	-
Équipement automobile	(86)	(90)
Autres activités	1	(1)
Total	(951)	(547)

Secteur Automobile Peugeot Citroën DS

Les frais de rationalisation du secteur Automobile Peugeot Citroën DS s'élèvent à 426 millions d'euros sur l'exercice 2017.

Ils correspondent essentiellement à la reconnaissance des plans de restructuration des sites industriels du Groupe en Europe (DAEC, PREC, PSE et plans seniors) à hauteur de 375 M€, et à la réorganisation commerciale du Groupe en Europe pour 32 M€. Les autres charges de restructuration concernent notamment les filiales du Groupe en Amérique Latine à hauteur de 16 millions d'euros.

Secteur Automobile Opel Vauxhall

Les frais de rationalisation du secteur Automobile Opel Vauxhall s'élèvent à 440 millions d'euros sur l'exercice 2017.

Secteur Équipement automobile (groupe Faurecia)

En 2017, les frais de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 86 millions d'euros, comprenant des coûts de restructuration pour 78 millions d'euros, principalement en Allemagne, France, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas.

NOTE 6 - BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

6.1. STOCKS

Conformément à la norme **IAS 2 « Stocks »**, les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Leur coût est déterminé selon la méthode du "premier entré - premier sorti". Il incorpore l'ensemble des frais variables directs et indirects de production, et les frais fixes dans la limite de la capacité normative de production de chaque site de fabrication.

La valeur nette de réalisation des stocks destinés à être vendus est le prix de vente estimé en tenant compte des conditions de marché et le cas échéant de sources d'information externes, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (moyens commerciaux variables directs, frais de remise en l'état non facturés aux clients pour les véhicules et autres biens d'occasion...).

Au sein du secteur Équipement automobile, dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces ou des modules pour un programme. En cas de paiement garanti contractuellement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours et le chiffre d'affaires est constaté au rythme des étapes techniques validées par le client.

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	1 272	(153)	1 119	807	(140)	667
Produits semi-ouvrés et encours	1 049	(30)	1 019	949	(31)	918
Marchandises et véhicules d'occasion	1 204	(83)	1 121	911	(110)	801
Produits finis et pièces de rechange	4 289	(227)	4 062	2 107	(146)	1 961
Total	7 814	(493)	7 321	4 774	(427)	4 347

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall

2 862

6.2. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances des sociétés industrielles et commerciales font l'objet d'une provision pour dépréciation dans la mesure où le Groupe estime être en risque de ne pas recouvrer ces créances. Les indices de perte de valeur probable qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur.

Conformément à IAS 39, le Groupe décomptabilise les créances dont les droits contractuels aux flux de trésorerie ont été transférés, de même que substantiellement tous les risques et avantages attachés à ces créances. Dans le cadre de l'analyse de transfert des risques, le risque de dilution est ignoré dès lors qu'il est défini et circonscrit (et en particulier correctement distingué du risque de retard de paiement). Les cessions de créances avec recours possible contre le cédant en cas de défaillance de paiement du débiteur ne sont pas décomptabilisées. Les coûts de cession de créances sont enregistrés en résultat financier.

Cette règle s'applique également dans la présentation sectorielle aux créances des secteurs Automobile Peugeot Citroën DS et Opel Vauxhall cédées aux sociétés de l'activité de financement du Groupe et aux sociétés de financement en partenariat.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Clients et effets en portefeuille	2 674	1 726
Provisions pour créances douteuses	(307)	(166)
Position aux bornes des activités industrielles et commerciales	2 367	1 560
Élimination des opérations avec les activités de Financement	(34)	(19)
Total	2 333	1 541
<i>Dont secteur Automobile Opel Vauxhall</i>	724	-

Les opérations de cessions de créances à des institutions financières sont décrites en Note 12.6.E.

6.3. AUTRES DÉBITEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

A. Autres débiteurs

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés ⁽¹⁾	1 198	908
Personnel	41	38
Fournisseurs débiteurs	195	196
Instruments dérivés	274	41
Charges constatées d'avance	444	361
Débiteurs divers	484	219
Total	2 636	1 763
<i>Dont secteur Automobile Opel Vauxhall</i>	434	-

⁽¹⁾ Le Groupe a cédé en 2017 ses créances sur l'Etat au titre du Crédit d'Impôt Recherche France pour 43 millions d'euros, ainsi que celles relatives au Crédit d'impôt pour l'Emploi et la Compétitivité pour 94 millions d'euros (cf. Note 12.6.E).

B. Autres créditeurs

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
États et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 108	660
Personnel	1 207	1 019
Organismes sociaux	358	354
Fournisseurs d'immobilisations	1 625	597
Clients créditeurs	2 004	1 569
Instruments dérivés ⁽¹⁾	203	17
Produits constatés d'avance	943	800
Créditeurs divers	430	350
Total	7 878	5 366

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 2 058 -

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la juste valeur des instruments acquis par le Groupe pour se prémunir contre les risques de change sur ses créances et dettes d'exploitation réalisées ou planifiées. L'échéancier de ces instruments est indiqué dans la Note 12.7.A "Gestion des risques financiers".

6.4. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

A. Détail des flux de trésorerie d'exploitation

(en millions d'euros)	2017	2016
(Augmentation) Diminution des stocks	(167)	(365)
(Augmentation) Diminution des clients	(476)	291
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	1 179	389
Variation des impôts	(124)	4
Autres variations	(404)	152
	8	471
<i>Flux vers les activités de financement</i>	17	(38)
Total	25	433

B. Détail de la variation des postes du besoin en fonds de roulement

(1) Détail par nature

2017	Ouverture	Clôture
(en millions d'euros)		
Stocks ⁽¹⁾	(4 347)	(7 321)
Clients	(1 560)	(2 367)
Fournisseurs ⁽²⁾	9 352	13 362
Impôts	21	(113)
Autres débiteurs	(1 763)	(2 636)
Autres créanciers ⁽³⁾	5 366	7 878
	7 069	8 803
<i>Flux vers les activités de financement</i>	(15)	1
Total	7 054	8 804

Dont pour le secteur Automobile Opel Vauxhall au 31 décembre 2017 :

⁽¹⁾ (2 863) millions d'euros

⁽²⁾ 2 906 millions d'euros

⁽³⁾ 2 099 millions d'euros

(2) Evolution

(en millions d'euros)	2017	2016
À l'ouverture de l'exercice	7 069	6 379
Flux d'exploitation	(41)	484
Flux d'investissement	(144)	400
Changement de périmètre et autre ⁽¹⁾	1 920	1
Écart de conversion	28	(164)
Réévaluation par capitaux propres	(29)	(31)
Total à la clôture	8 803	7 069

⁽¹⁾ dont 1 785 millions d'euros au titre de l'intégration d'Opel Vauxhall en 2017.

La variation des actifs et passifs d'exploitation au tableau de flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2017, +8 millions d'euros, correspond aux flux d'exploitation, -41 millions d'euros, majorés des différences de change de 15 millions d'euros, de la variation de la part inefficace des options de change de 28 millions d'euros et des autres variations de 6 millions d'euros.

(en millions d'euros)	2017	2016
Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales	(41)	484
Différences de change	15	51
Variation de la part inefficace des options de change	28	(45)
Autres variations	6	(19)
Variation des actifs et passifs d'exploitation au Tableau de flux de trésorerie consolidé	8	471

NOTE 7 - CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

7.1. ENGAGEMENT DE RETRAITES

Les salariés du Groupe sont susceptibles de percevoir, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, les cotisations de l'exercice sont enregistrées en charges.

Conformément à la norme **IAS 19 « Avantages au personnel »**, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. L'évaluation de l'engagement intègre principalement des hypothèses de date de départ à la retraite, d'augmentation de salaire et de taux de rotation du personnel, ainsi qu'un taux d'actualisation financière et un taux d'inflation.

Pour les principaux régimes, ces évaluations sont effectuées deux fois par an pour les clôtures semestrielles et annuelles, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffreages à une fréquence plus rapprochée.

Des gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « résultat global consolidé » qui sont non recyclables dans le compte de résultat.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les effets des changements de régimes de retraite sont intégralement comptabilisés en résultat opérationnel de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « coût des services passés ».

Pour chaque plan à prestations définies, le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Lorsque les plans font l'objet d'une couverture de financement minimale pouvant générer des surplus de fonds, ces actifs sont reconnus au bilan en application d'IFRIC 14.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme :

- du coût des services rendus et passés (en Résultat opérationnel)
- et de la charge de désactualisation de l'engagement nette du produit de rendement des actifs de couverture du plan (en Produits ou Charges à caractère financier). Ces deux composantes (désactualisation et rendement des actifs) sont déterminées sur la base du taux d'actualisation des engagements.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes liées à l'ancienneté ;
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux.

A. Description des régimes

Les salariés du Groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités ou d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers, soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement de ses cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice. Pour les régimes à prestations définies, les principaux pays concernés sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En France, les régimes à prestations définies, encore en vigueur, concernent :

- les indemnités de départ en retraite prévues par les conventions collectives,
- le régime de retraites complémentaires des ingénieurs et cadres pour la partie non externalisée en 2002 qui garantit un niveau de retraites, tous régimes confondus égal au maximum à 60 % des derniers salaires (2 500 allocataires),
- le régime de l'ancienne filiale du groupe Chrysler en France (Talbot), régime fermé en 1981 qui couvre 12 000 allocataires à fin 2017 et,
- le régime d'allocation de complément Citroën (ACC), régime fermé, qui couvre 4 100 allocataires à fin 2017.

Au Royaume-Uni, il existe quatre régimes à prestations définies gérés dans le cadre de "trusts". Ces régimes sont fermés aux salariés embauchés postérieurement à mai 2002. Ils couvrent au 31 décembre 2017, 18 200 bénéficiaires dont 500 salariés, 6 700 anciens salariés non encore à la retraite et 11 000 allocataires. Ils garantissent un niveau de retraites qui équivaut au maximum à 66 % des derniers salaires.

En Allemagne, le principal régime à prestations définies concerne Opel Automobile GmbH couvrant les bénéficiaires présents dans ces sociétés au 1^{er} août 2017 à travers :

- les indemnités de départ en retraite prévues par les conventions collectives,
- le régime de retraites complémentaires couvrant 20 000 salariés. Ce régime était intégralement financé au 1^{er} août 2017.

Le dispositif de retraite supplémentaire dont bénéficient les cadres du groupe Faurecia en France est constitué d'un régime additif à prestations définies qui garantit une rente en fonction de la tranche C du salaire. Un régime additif spécifique pour les membres du comité exécutif titulaires d'un contrat de travail avec Faurecia S.A. ou l'une de ses filiales, à prestations définies pour les membres français et à cotisations définies pour les membres étrangers, a été mis en place en 2015. Il garantit un niveau de rente annuelle déterminé sur la base du salaire de référence en fonction du résultat opérationnel du groupe et du budget approuvés par le conseil d'administration.

B. Hypothèses retenues

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2017	1,60 %	2,60 %
2016	1,50 %	2,80 %
Taux d'inflation		
2017	1,80 %	3,20 %
2016	1,80 %	3,25 %
Duration moyenne (en années)		
2017	17	15
2016	12	14

A chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements.

Les obligations d'entreprises de première catégorie sont des obligations qui ont atteint l'un des deux plus hauts degrés de classification d'une agence de notation reconnue (par exemple, AA ou AAA selon Moody's, ou Standard & Poor's).

Les hypothèses de taux d'augmentation des salaires correspondent, pour chaque pays, à la somme des hypothèses d'inflation et de prévisions d'augmentations individuelles. En France, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée d'une augmentation individuelle selon l'âge du salarié. Au Royaume-Uni, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée de 1 %. En Allemagne, l'hypothèse retenue est une augmentation de l'inflation majorée de 0,5 % pour les « *hourly employees* » et de 0,75 % pour les « *salaried employees* ».

Les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'âge de départ à la retraite tiennent compte des conditions propres à chaque pays.

Sensibilité aux hypothèses : une variation de 0,25 point du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la France et le Royaume-Uni entraînerait les variations des engagements suivantes :

	Taux d'actualisation +0,25%	Taux d'inflation +0,25%
France	-2,75%	1,91%
Royaume-Uni	-4,17%	3,70%
Allemagne	-4,94%	1,13%

Une augmentation (diminution) de 1 % du rendement attendu sur les actifs de couverture des retraites aurait conduit à une augmentation (diminution) du produit financier annuel constaté sur l'exercice 2017 de 9 millions d'euros sur la France, 28 millions d'euros sur le Royaume-Uni et 12 millions d'euros sur l'Allemagne.

En 2012, le Groupe a mis en place pour le Royaume-Uni un swap de taux logé dans le fonds de retraite, permettant de faire varier l'actif de couverture en fonction des variations de l'engagement au taux d'actualisation.

C. Informations sur les actifs financiers en couverture des engagements

Les engagements de retraite font l'objet d'une couverture partielle par des fonds dédiés.

L'allocation des fonds est la suivante :

	31/12/2017		31/12/2016	
	Actions	Obligations	Actions	Obligations
France	19 %	81 %	17 %	83 %
Royaume-Uni	12 %	88 %	19 %	81 %
Allemagne	0 %	100 %	-	-

La juste valeur des actions et obligations est de niveau 1 en 2016 et 2017.

Les rendements réels des fonds, gérés par le Groupe en France et en Allemagne, et par les Trusts de retraite au Royaume-Uni sur 2017, ont été de +4 % sur les fonds français, 2,8 % en Allemagne et de +5,6 % sur les fonds du Royaume-Uni. En France, il s'agit, pour les actions, de portefeuilles de gestion indiciaire représentatifs de l'indice MSCI EMU Euro et d'indices internationaux tandis que la gestion obligataire est composée d'obligations gouvernementales de premier plan dans l'Union européenne (minimum *investment grade*), d'une poche d'obligations d'entreprises européennes de rating minimum A et d'une poche d'obligations gouvernementales européennes indexées sur l'inflation.

Au Royaume-Uni, toutes les actions sont investies dans des fonds d'actions mondiales. 69 % de la gestion obligataire sont composés d'une poche d'obligations gouvernementales en livres sterling indexées sur l'inflation. Les 31 % restant couvrent essentiellement des obligations d'entreprises de rating minimum A.

En Allemagne, les investissements obligataires sont réalisés à 80 % dans des obligations d'entreprises de rating moyen A-, à 12 % dans des obligations gouvernementales d'Etats de l'Union européenne (minimum *investment grade*) et à 8 % dans des instruments monétaires à court terme.

En France, le Groupe est libre de décider des contributions qu'il verse dans les fonds. Aucune décision n'a été prise pour les versements qui seraient réalisés en 2018.

Au Royaume Uni, le montant de la contribution patronale annuelle hors Faurecia s'élève à 34 millions de livres sterling (39 millions d'euros) en 2017. Elle est estimée à 33 millions de livres sterling (37 millions d'euros) au titre de 2018, ce montant étant susceptible de modifications compte tenu des négociations prévues sur 2018.

En Allemagne, le montant de la contribution patronale annuelle hors Faurecia s'élève à 12 millions d'euros. Elle est estimée à 4 millions d'euros au titre de 2018.

D. Évolution sur l'exercice

▪ Hors obligation de financement minimum (IFRIC 14)

(en millions d'euros)	2017					2016			
	France	Royaume-Uni	Allemagne	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Engagements pour services rendus									
À l'ouverture de l'exercice : Valeur actuelle	(1 620)	(2 098)	(425)	(270)	(4 413)	(1 564)	(2 096)	(670)	(4 330)
Coût des services rendus	(49)	(62)	(48)	(14)	(173)	(43)	(10)	(16)	(69)
Actualisation de l'année	(24)	(56)	(26)	(7)	(113)	(36)	(71)	(17)	(124)
Prestations servies sur l'exercice	111	114	11	35	271	89	82	46	217
Écarts actuariels :									
• en valeur	86	(187)	(151)	3	(249)	(95)	(316)	(43)	(454)
• en % des engagements à l'ouverture ⁽¹⁾	5,3 %	8,9 %	5,4 %	1,1 %	5,6 %	6,1 %	15,1 %	6,4 %	10,5 %
Écart de conversion	-	75	-	15	90	-	313	1	314
Variations de périmètre et autres	(3)	(60)	(2 385)	(316)	(2 764)	-	-	-	-
Effets des fermetures et modifications de régimes	1	-	-	-	1	29	-	4	33
À la clôture de l'exercice : Valeur actuelle	(1 498)	(2 274)	(3 024)	(554)	(7 350)	(1 620)	(2 098)	(695)	(4 413)
Actifs financiers de couverture									
À l'ouverture de l'exercice : Juste valeur	899	2 777	130	140	3 946	932	2 657	285	3 874
Rendement normatif des fonds	13	75	22	4	114	23	94	7	124
Écarts actuariels :									
• en valeur	20	81	46	(3)	144	18	475	7	500
• en % des engagements à l'ouverture ⁽¹⁾	2,2 %	2,9 %	1,7 %	2,1 %	3,6 %	1,9 %	17,9 %	2,5 %	12,9 %
Écart de conversion	-	(97)	-	(8)	(105)	-	(403)	-	(403)
Dotations employeur	45	42	15	7	109	20	36	12	68
Prestations servies sur l'exercice	(118)	(114)	(11)	(25)	(268)	(94)	(82)	(41)	(217)
Variations de périmètre et autres	-	-	2 502	182	2 684	-	-	-	-
À la clôture de l'exercice : Juste valeur	859	2 764	2 704	297	6 624	899	2 777	270	3 946

⁽¹⁾ Le pourcentage d'écart actuariels est calculé sur les engagements et les actifs financiers de couverture à l'ouverture, qui incluent pour l'Allemagne l'effet de la variation de périmètre dû à l'acquisition d'Opel Vauxhall en 2017.

E. Réconciliation des postes de bilan

(en millions d'euros)	2017					2016			
	France	Royaume-Uni	Allemagne	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des engagements pour services rendus	(1 498)	(2 274)	(3 024)	(554)	(7 350)	(1 620)	(2 098)	(695)	(4 413)
Juste valeur des actifs financiers de couverture	859	2 764	2 704	297	6 624	899	2 777	270	3 946
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan avant obligation de financement minimum (IFRIC 14)	(639)	490	(320)	(257)	(726)	(721)	679	(425)	(467)
Provision pour obligation de financement minimum (IFRIC14)	-	(37)	-	-	(37)	-	(39)	-	(39)
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(639)	453	(320)	(257)	(763)	(721)	640	(425)	(506)
Dont provisions (Note 10)	(663)	(134)	(320)	(276)	(1 393)	(747)	(63)	(425)	(1 235)
Dont actifs	24	587	-	19	630	26	703	-	729
Part des régimes non fondés	0,3 %	0,0 %	0,0 %	15,4 %	1,2 %	0,0 %	0,0 %	9,6 %	1,5 %

F. Charges comptabilisées

Ces charges sont comptabilisées :

- en "Frais généraux et commerciaux" pour le coût des services rendus,
- en "Produits ou en charges opérationnels non courants" pour les effets liés principalement aux restructurations,
- en "Produits ou en charges à caractère financier" pour respectivement le rendement normatif des fonds et l'actualisation des droits acquis.

Les charges de retraite sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

(en millions d'euros)	2017					2016				
	France	Royaume-Uni		Autres pays		France	Royaume-Uni		Autres	Total
		Allemagne								
Coût des services rendus	(49)	(62)	(48)	(14)	(173)	(43)	(10)	(16)	(69)	
Actualisation des droits acquis	(24)	(56)	(26)	(7)	(113)	(36)	(71)	(17)	(124)	
Rendement normatif des fonds	13	75	22	4	114	23	94	7	124	
Effet des fermetures et modifications de régimes	1	-	-	-	1	29	-	4	33	
Total (avant provision pour obligation de financement minimum)	(59)	(43)	(52)	(17)	(171)	(27)	13	(22)	(36)	
Variation de provision pour obligation de financement minimum (IFRIC14)	-	-	-	-	-	-	4	-	4	
Total	(59)	(43)	(52)	(17)	(171)	(27)	17	(22)	(32)	

7.2. PAIEMENT FONDÉ SUR LES ACTIONS

Des options d'achat et de souscription d'actions, ainsi que des actions gratuites, sont accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe dans le cadre de plans dénoués en instruments de capitaux propres. La comptabilisation de ces plans est effectuée conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

A. Options d'achat d'actions par certains salariés

Aucun plan n'a été octroyé de 2009 à 2017. Le dernier plan existant est venu à expiration le 19 août 2016.

B. Actions gratuites

(1) Plan d'attribution d'actions gratuites chez Peugeot S.A.

(a) Plan d'attribution d'actions gratuites 2015

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en œuvre en 2015. A l'issue de la période d'acquisition le 31 mars 2017, 2 019 000 actions propres ont été remises aux bénéficiaires résidents fiscaux français. Au 31 décembre 2017, 379 124 actions sont potentiellement attribuables aux résidents étrangers pour lesquels la période d'acquisition se termine le 31 mars 2019. La charge de personnel associée à ce plan évaluée selon IFRS 2 s'élève à 4,4 millions d'euros pour l'exercice, hors charges sociales.

(b) Plan d'attribution d'actions gratuites 2016

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en œuvre en 2016 (cf. Note 6.2.B.(1).(b) des comptes 2016). Cette attribution est soumise à une condition de présence au sein du Groupe à l'issue de la période d'acquisition. En fonction du niveau d'atteinte des objectifs, les actions seront acquises en deux parts égales sous condition de présence au 3 juin 2019 et au 3 juin 2020. Au 31 décembre 2017, 1 907 491 actions sont potentiellement attribuables aux bénéficiaires du plan. La charge de personnel associée à ce plan évaluée selon IFRS 2 s'élève à 7,1 millions d'euros pour l'exercice, hors charges sociales.

(c) Plan d'attribution d'actions gratuites 2017

▪ Caractéristiques du plan

Faisant suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale extraordinaire le 27 avril 2016 et à celle du Conseil de Surveillance du 27 avril 2016, le Directoire de Peugeot S.A. a adopté un plan d'attribution d'actions gratuites sous condition de performance en date du 10 avril 2017. Ce plan porte sur un nombre maximal de 2 693 000 actions. Cette attribution est soumise à une condition de présence au sein du Groupe à l'issue de la période d'acquisition.

L'acquisition définitive est soumise à deux conditions de performance en termes de pourcentage du résultat opérationnel courant (ROC) moyen du secteur Automobile Peugeot Citroën DS sur la période 2017-2019 et de croissance de chiffre d'affaires du Groupe entre 2016 et 2019 à taux de change constant.

Compte tenu des objectifs, les actions seront acquises en deux parts égales sous condition de présence au 14 avril 2020 et au 14 avril 2021.

▪ **Charges de personnel générées par le plan d'actions gratuites**

Ce plan porte sur un nombre total maximal au 31 décembre 2017 de 2 334 942 actions attribuables qui donneront lieu à la remise d'actions propres.

Pour le calcul de la charge de personnel, la juste valeur moyenne pondérée des actions est évaluée à 15,38 euros.

La charge de personnel associée à ce plan évaluée selon IFRS 2 s'élève à 7,5 millions d'euros pour l'exercice, hors charges sociales.

(2) Plan d'attribution d'actions gratuites chez Faurecia

Faurecia a initié en 2010 une politique d'attribution d'actions gratuites au profit des cadres exerçant des fonctions de direction dans les sociétés du groupe. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à une condition de performance.

Le montant net enregistré en produit sur l'exercice est une charge de 21,1 millions d'euros contre une charge de 17,8 millions d'euros en 2016.

Le détail des plans d'attribution d'actions gratuites au 31 décembre 2017 est présenté dans le tableau suivant :

		Nombre maximum d'actions gratuites attribuables ⁽¹⁾ en cas	
		d'atteinte de l'objectif	dépassement de l'objectif
<i>Conseil d'administration du :</i>	<i>(en nombre d'actions)</i>		
23/07/2015		570 122	741 081
25/07/2016		687 711	894 665
20/07/2017		617 595	802 830

⁽¹⁾ Net des actions gratuites attribuables radiées

A la suite de l'atteinte de la condition de performance du plan attribué par le conseil le 24 juillet 2013, 947 050 titres ont été remis en juillet 2017. Les conditions de performance du plan attribué par le conseil du 28 juillet 2014 ayant été atteintes, 761 865 titres seront remis en juillet 2018.

7.3. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La Direction exécutive du Groupe est assurée par le Directoire. Les membres du Directoire, avec les autres membres de la Direction Générale, constituent le Comité Exécutif. Les membres de ce Comité constituent les organes de direction du Groupe.

Les rémunérations ci-dessous s'entendent hors charges sociales. Les montants des rémunérations allouées aux membres des organes de direction, incluant les parts variables provisionnées, sont provisoires.

En 2017, la rémunération fixe des membres du Directoire est restée constante.

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	2017	2016
Nombre de membres du Comité Exécutif à la clôture		18	18
Rémunérations fixes, variables et autres avantages à court terme (hors retraites)		22,2	17,2
Charge résultant de l'évaluation des attributions gratuites d'actions ⁽¹⁾	7.2	4,8	6,9

⁽¹⁾ Il s'agit de la quote-part de charge IFRS 2 de l'exercice pour les membres du Directoire et les autres membres du Comité Exécutif.

Par ailleurs, la charge constatée en 2017 au titre de l'abondement relatif au nouveau régime de retraites à cotisations définies se monte pour les membres du Directoire et les autres membres du Comité Exécutif à 4,8 millions d'euros et se compose de 2,4 millions d'euros versés à un fonds de retraite et 2,4 millions d'euros versés en numéraire aux bénéficiaires (compte tenu d'un dispositif reposant sur une fiscalisation à l'entrée).

Les actions de performances attribuées en 2015, 2016 et en 2017 aux membres des organes de Direction sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

<i>(en nombre d'actions)</i>	2017	2016
Actions de performance détenues à la clôture	1 670 000	1 585 000

Par ailleurs, les membres des organes de Direction n'ont bénéficié d'aucun avantage à long terme en dehors du régime de retraite supplémentaire et des attributions gratuites d'actions évoqués ci-dessus, ni d'autres formes de paiements directs en action, ni d'indemnités de fin de contrat en tant que dirigeant.

NOTE 8 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées au coût amorti sous déductions des pertes de valeur en application d'IAS 36 (cf. Note 8.3).

8.1. ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

A. Principes comptables

Les principes comptables relatifs aux écarts d'acquisition sont décrits en Note 3.1.A.(2) et ceux relatifs aux frais de recherche et développement en Note 5.3.(A).

▪ Autres immobilisations incorporelles produites ou acquises, hors frais d'études et de développement

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. L'ensemble de ces coûts est amorti linéairement sur la durée d'utilité estimée des logiciels, qui varie de quatre à douze ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

Les autres immobilisations incorporelles (brevets essentiellement) sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilité prévue, sans excéder vingt ans.

B. Évolution de la valeur nette comptable

31/12/2017	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Marques, logiciels et autres actifs incorporels	Immobilisations incorporelles
<i>(en millions d'euros)</i>				
À l'ouverture de l'exercice	1 514	4 860	594	5 454
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	-	1 619	150	1 769
Dotations	-	(845)	(98)	(943)
Pertes de valeur	-	(80)	-	(80)
Sorties	-	(1)	(46)	(47)
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	1 829	8	1 824	1 832
Écart de conversion	(22)	(70)	1	(69)
À la clôture de l'exercice	3 321	5 491	2 425	7 916

⁽¹⁾ dont 88 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" (cf. Note 12.2.A).

⁽²⁾ dont 1 810 millions d'acquisition au titre de l'acquisition d'Opel.

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 40 1 795 1 835

31/12/2016	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Marques, logiciels et autres actifs incorporels	Immobilisations incorporelles
<i>(en millions d'euros)</i>				
À l'ouverture de l'exercice	1 382	4 352	417	4 769
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	-	1 365	102	1 467
Dotations	-	(825)	(100)	(925)
Pertes de valeur	-	(47)	2	(45)
Sorties	-	(19)	(2)	(21)
Changement de périmètre et autres	127	13	176	189
Écart de conversion	5	21	(1)	20
À la clôture de l'exercice	1 514	4 860	594	5 454

⁽¹⁾ dont 92 millions d'euros de frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts".

C. Détail des écarts d'acquisition à la clôture de l'exercice

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur nette		
UGT Opel Vauxhall	1 810	-
UGT au sein de Faurecia	1 216	1 218
UGT Faurecia	172	172
UGT Automobile Peugeot Citroën DS	122	124
UGT Activité de financement Peugeot Citroën DS	1	-
Total	3 321	1 514

Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition affectés aux UGT du secteur Équipement automobile sont commentés en Note 8.3.

8.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. Principes comptables

(1) Valeur brute

Conformément à la norme **IAS 16 « Immobilisations corporelles »**, la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les dépenses immobilisées incluent la part d'outillages spécifiques supportée par le Groupe dans le cadre des coopérations nette des refacturations aux partenaires.

Le coût des emprunts est inclus dans le coût des immobilisations nécessitant un minimum de 12 mois de préparation avant leur mise en service (cf. Note 12.2.A).

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

Les immobilisations données en location comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat, retraités selon les principes énoncés en Note 5.1.A.(1)(a).

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme **IAS 17 « Contrats de location »**, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements fermes ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

(2) Amortissement

(a) Cas général

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, notamment celui des véhicules donnés en location par le Groupe, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

	(en années)
Constructions	20 - 30
Matériels et outillages	4 - 16
Matériels informatiques	3 - 4
Matériels de transport et de manutention	4 - 7
Agencements et installations	10 - 20

(b) Outillages spécifiques

Dans les secteurs Automobile Peugeot Citroën DS et Opel Vauxhall, les outillages spécifiques sont amortis sur la durée de vie estimée des modèles correspondants, qui est généralement plus courte que la durée de vie technique des matériels concernés, en raison de la cadence de remplacement des modèles.

Dans le secteur Équipement automobile, ils sont amortis au rythme des livraisons de pièces au client avec un minimum cumulé chaque année correspondant à un amortissement linéaire sur cinq ans.

Les durées d'utilité sont revues périodiquement, notamment dans le cas de décisions d'arrêt de fabrication d'un véhicule ou d'un organe mécanique.

B. Détail des immobilisations corporelles

L'évolution de la valeur nette comptable est la suivante :

31/12/2017	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
<i>(en millions d'euros)</i>							
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	2 116	5 122	2 475	22	305	1 253	11 293
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	121	1 052	-	8	23	1 202	2 406
Dotations aux amortissements	(253)	(1 343)	(12)	(4)	(81)	-	(1 693)
Pertes de valeur	28	8	-	-	-	7	43
Sorties	(107)	(38)	-	(2)	(5)	-	(152)
Transferts et reclassements	24	205	-	1	31	(261)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	408	805	850	-	44	(551)	1 556
Écart de conversion	(28)	(97)	(14)	1	(3)	(34)	(175)
À la clôture de l'exercice	2 309	5 714	3 299	26	314	1 616	13 278
<i>Dont valeur brute</i>	<i>6 766</i>	<i>31 978</i>	<i>3 537</i>	<i>82</i>	<i>958</i>	<i>1 647</i>	<i>44 968</i>
<i>Dont amortissements et pertes de valeur</i>	<i>(4 457)</i>	<i>(26 264)</i>	<i>(238)</i>	<i>(56)</i>	<i>(644)</i>	<i>(31)</i>	<i>(31 690)</i>
<i>Dont secteur Automobile Opel Vauxhall (valeur nette)</i>	<i>345</i>	<i>317</i>	<i>629</i>	<i>-</i>	<i>14</i>	<i>143</i>	<i>1 448</i>

⁽¹⁾ Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement pour un montant de 14 millions d'euros. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" s'élèvent à 31 millions d'euros (cf. Note 12.2.A).

⁽²⁾ Le mouvement "Changement de périmètre et autres" du poste "Véhicules donnés en location" comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

31/12/2016	Terrains et constructions	Matériel et outillages	Véhicules donnés en location ⁽²⁾	Matériel de transport et de manutention	Agencements, installations et autres	Encours	Total
<i>(en millions d'euros)</i>							
Valeur nette							
À l'ouverture de l'exercice	2 174	4 712	2 570	21	269	1 148	10 894
Acquisitions et augmentations ⁽¹⁾	127	787	-	8	22	1 190	2 134
Dotations aux amortissements	(218)	(1 352)	(6)	(4)	(71)	-	(1 651)
Pertes de valeur	(4)	120	-	-	-	4	120
Sorties	(55)	(44)	-	(3)	(9)	-	(111)
Transferts et reclassements	18	521	-	-	56	(595)	-
Changement de périmètre et autres ⁽²⁾	70	357	(8)	-	38	(497)	(40)
Écart de conversion	4	21	(81)	-	-	3	(53)
À la clôture de l'exercice	2 116	5 122	2 475	22	305	1 253	11 293
<i>Dont valeur brute</i>	<i>6 897</i>	<i>31 285</i>	<i>2 799</i>	<i>81</i>	<i>905</i>	<i>1 296</i>	<i>43 263</i>
<i>Dont amortissements et pertes de valeur</i>	<i>(4 781)</i>	<i>(26 163)</i>	<i>(324)</i>	<i>(59)</i>	<i>(600)</i>	<i>(43)</i>	<i>(31 970)</i>

⁽¹⁾ Y compris immobilisations corporelles acquises en location financement pour un montant de 21 millions d'euros. Les frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts" s'élèvent à 35 millions d'euros (cf. Note 12.2.A).

⁽²⁾ Le mouvement "Changement de périmètre et autres" du poste "Véhicules donnés en location" comprend les variations nettes de l'exercice (acquisitions diminuées des sorties).

C. Véhicules donnés en location

Les véhicules donnés en location pour un montant de 3 299 millions d'euros au 31 décembre 2017, comprennent les véhicules loués à des particuliers par les sociétés du Groupe et les véhicules vendus avec clause de rachat retraités selon les principes énoncés en Note 5.1.A.(1)(a).

8.3. PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

A. Principes comptables

Selon la norme *IAS 36 « Dépréciation d'actifs »*, la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, qui sont essentiellement les écarts d'acquisition et les marques. Les indices de perte de valeur sont notamment une baisse significative de volumes, une dégradation de la rentabilité, une évolution des technologies ou de la réglementation qui impacte défavorablement l'activité. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. Le test de dépréciation consiste le plus souvent à estimer la valeur d'utilité, cette valeur étant déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets actualisés.

Dans le cadre du test de perte de valeur, la valeur recouvrable est déterminée pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle appartiennent les actifs, sauf si la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement peut être déterminée. Les UGT sont des ensembles d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif pris individuellement est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est enregistrée en résultat de l'exercice. Lorsqu'il s'agit d'une UGT, la perte de valeur est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Les deux secteurs d'activité Automobile Peugeot Citroën DS et Automobile Opel Vauxhall sont respectivement composés d'UGT Véhicules qui correspondent chacune à un modèle de véhicule. Chacune de ces UGT Véhicules regroupe les outillages et autres moyens industriels spécifiques servant exclusivement à la fabrication d'un modèle et les frais de développement immobilisés liés à ce modèle (cf. Note 5.3.A.(1)). Les actifs des UGT Véhicules ainsi que tous les autres actifs immobilisés sont ensuite regroupés et testés au niveau de deux UGT plus grandes que sont respectivement l'UGT Automobile Peugeot Citroën DS et l'UGT Automobile Opel Vauxhall. L'écart d'acquisition déterminé pour Opel Vauxhall ainsi que les deux marques sont affectés à l'UGT Automobile Opel Vauxhall.

Concernant les actifs pris individuellement, en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur, le Groupe procède à des tests de perte de valeur sur les usines (incluant actifs corporels et actifs incorporels) des zones Amérique latine et Russie. Par ailleurs, le Groupe peut être amené à réaliser des tests de perte de valeur sur des actifs dédiés à des contrats spécifiques (notamment contrats de coopération ou contrats avec des joint-ventures) ou des actifs dédiés à une technologie.

Dans le secteur Équipement automobile, une UGT correspond à un programme. Chaque UGT Programme inclut les immobilisations incorporelles et corporelles affectables à un contrat client. Les UGT ainsi définies sont regroupées en activités (*Automotive Seating, Interior Systems, and Clean Mobility*) auxquelles sont attribués les actifs de support et les écarts d'acquisition qui les concernent. L'UGT secteur Équipement automobile inclut les actifs des UGT des trois activités ci-dessus, ainsi que l'écart d'acquisition Faurecia reconnu dans les comptes consolidés du Groupe.

B. Test de valeur des UGT et des actifs pris individuellement des secteurs Automobile Peugeot Citroën DS et Automobile Opel Vauxhall

Les données prévisionnelles utilisées pour déterminer les flux de trésorerie futurs dans le cadre des tests de perte de valeur des UGT et des actifs pris individuellement du secteur Automobile Peugeot Citroën DS ont été mises à jour en décembre 2017. Ces données sont issues du dernier plan moyen terme arrêté par le Directoire et présenté au Conseil de Surveillance, qui couvre les années 2018-2022 (PMT) et qui intègre les principaux risques attachés à ce plan. Les prévisions des marchés automobiles retenues correspondent aux dernières estimations du groupe qui s'appuient sur des prévisions externes.

UGT Véhicules

Les tests des UGT Véhicules sont issus des projections de flux de trésorerie sur chaque modèle de véhicule présentant un indice de perte de valeur. Ces flux sont projetés sur la durée estimée de commercialisation du modèle de véhicule et des pièces de rechange correspondantes. Les flux sont actualisés avec un taux après impôt de 9,5%.

Au 31 décembre 2017, les tests sur les actifs dédiés aux UGT Véhicules du secteur Automobile Peugeot Citroën DS et du secteur Automobile Opel Vauxhall ne génèrent pas de dépréciation.

Actifs pris individuellement

Les tests spécifiques réalisés sur les usines d'Amérique latine et sur l'usine de Russie ont été actualisés sur la base du PMT 2018-2022. Les taux d'actualisation appliqués sont de 16,5 % pour les usines d'Amérique latine et de 13 % pour l'usine de Russie. Ces tests ont conduit à constater sur l'exercice une perte de valeur complémentaire de 17 millions d'euros au titre de l'investissement de l'exercice réalisé en Russie. Elle est enregistrée en résultat opérationnel non courant. Au 31 décembre 2017, compte-tenu des dépréciations antérieurement constatées, le total des dépréciations des usines d'Amérique latine et de Russie s'élève à un montant de 378 millions d'euros.

Les actifs individuels de R&D, détenus par les sociétés intégrées du secteur Automobile Peugeot Citroën DS, dédiés à la Chine ont été dépréciés de 78 millions d'euros.

UGT secteurs Automobile Peugeot Citroën DS et Automobile Opel Vauxhall

La rentabilité retenue pour la détermination de la valeur terminale est cohérente avec la performance historique des activités Automobile Peugeot Citroën DS.

Les flux ont été actualisés avec un taux après impôt de 9,5 % pour les années 2018-2022 et de 10,5 % pour la valeur terminale qui tient compte d'une croissance à l'infini de 1 %. Ces taux sont inchangés par rapport à ceux retenus au 31 décembre 2016 pour le test des actifs de l'UGT Automobile Peugeot Citroën DS.

Au 31 décembre 2017, compte tenu des dépréciations antérieurement constatées, le total des dépréciations pour perte de valeur de l'UGT Automobile Peugeot Citroën DS s'élève à un montant net de 604 millions d'euros.

Après dépréciation de l'UGT Automobile Peugeot Citroën DS et des actifs pris individuellement qui sont rattachés à cette UGT, la valeur nette comptable de l'ensemble des actifs corporels et incorporels rattachés à cette UGT s'élève à 11 516 millions d'euros.

Les sensibilités aux principales variations d'hypothèses sont les suivantes : la juste valeur des actifs serait inférieure à celle résultant du test de base de 275 millions d'euros avec un taux d'actualisation majoré de 0,5 %, de 231 millions d'euros avec un taux de croissance à l'infini limité à 0,5 %, de 1 106 millions d'euros avec un taux de marge opérationnelle réduit de 0,5 % sur l'année de référence de la valeur terminale et de 1 461 millions d'euros si les trois facteurs étaient combinés.

En l'absence d'indicateurs de pertes de valeur et compte tenu du caractère provisoire de l'allocation du prix d'acquisition, il n'y a pas été effectué de test de pertes de valeur sur l'UGT Automobile Opel Vauxhall.

C. Test de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia

UGT au sein de Faurecia

La valeur comptable des UGT poursuivies a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions, pour chacune des UGT (Plan à Moyen Terme établi pour la période 2018–2020, établi en milieu d'année 2017).

La principale hypothèse affectant la valeur d'utilité est le niveau de résultat opérationnel courant, notamment dans la valeur terminale. L'extrapolation des prévisions de la dernière année du Plan à Moyen Terme (2020), projetée à l'infini, est déterminée en appliquant un taux de croissance de 1,4 % (1,4 % en 2016). Les flux futurs ont été actualisés au taux après impôt de 9,0 % (9,0 % en 2016), déterminé par un expert indépendant.

Le test réalisé fin 2017 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition affectés aux UGT ci-dessous dont la valeur au bilan consolidé est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
• Automotive Seating	794	794
• Clean Mobility	355	376
• Interior Systems	67	48
Total	1 216	1 218

Les résultats des tests sont largement positifs et la sensibilité combinée à des variations d'hypothèses (+0,5 % du taux d'actualisation des flux de trésorerie, -0,5 % du taux de croissance à l'infini et -0,5 % du taux de résultat opérationnel courant de la valeur terminale) ne remettrait pas en cause la valorisation au bilan des écarts d'acquisition.

UGT Faurecia au sein du Groupe PSA

La valorisation boursière des titres Faurecia détenus par Peugeot S.A. s'élève au 31 décembre 2017 à 4 166 millions d'euros sur la base d'un cours de 65,13 euros, représentative des transactions entre minoritaires sans prise de contrôle. L'actif net de Faurecia dans les comptes du Groupe est valorisé à 1 624 millions d'euros (y compris l'écart d'acquisition de 172 millions d'euros enregistré par Peugeot S.A.). Aucune dépréciation n'est à constater.

D. Perte de valeur des titres mis en équivalence des activités automobile

Les sociétés mises en équivalence des activités Automobiles comprennent les sociétés en partenariat avec Dong Feng Motor Company Group et la société en partenariat avec le groupe Changan, situées en Chine.

Les tests de dépréciation sur les actifs immobilisés de ces sociétés sont réalisés selon les mêmes principes que ceux applicables aux activités Automobiles du Groupe PSA (cf. Note 8.3). Lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié, les actifs spécifiques aux modèles de véhicules sont testés par UGT Véhicules et l'ensemble des actifs (y compris ceux qui ne sont pas spécifiques aux modèles) sont testés au niveau global de chaque partenariat.

Au 31 décembre 2017, la réalisation de tests de perte de valeur a conduit les sociétés en coopération avec le groupe Dong Feng Motor à constater une dépréciation de 1 515 millions de RMB (758 millions de RMB en quote-part PSA soit 97 millions d'euros).

Au 31 décembre 2017, la réalisation de tests de perte de valeur par la société Changan PSA Automobile Co, Ltd en coopération avec le groupe Changan, n'a pas conduit à constater de dépréciation complémentaire. Au 31 décembre 2016 cette société avait constaté une perte de valeur de 263 millions d'euros en quote-part PSA. Ainsi, le Groupe PSA maintient une dépréciation des titres mis en équivalence de 51 millions d'euros et une provision pour risques de 190 millions d'euros après prise en compte d'une perte de 24 millions d'euros sur l'exercice 2017. Les deux partenaires ont pris l'engagement de procéder à une augmentation de capital à hauteur d'environ 230 millions d'euros chacun au cours du 1^{er} semestre 2018.

Par ailleurs, le Groupe PSA réalise à son niveau un test de perte de valeur complémentaire sur les titres mis en équivalence lorsqu'il existe un indicateur de perte de valeur, comme par exemple une baisse significative des volumes ou une dégradation de la rentabilité. La valeur recouvrable est déterminée en retenant la valeur d'utilité basée sur des prévisions de flux de trésorerie. Ces prévisions sont issues du dernier plan moyen terme sur la période 2018-2022 approuvé par les partenaires de chacune de ces deux coopérations respectives. La valeur terminale est déterminée par référence aux données issues des dernières années du plan et en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 3,0%. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés au taux après impôt de 12,5% pour les années 2018-2022 et de 13,5% pour la valeur terminale.

Au 31 décembre 2017, le test de dépréciation des titres mis en équivalence des activités automobiles ne fait pas ressortir de dépréciation complémentaire par rapport à celles constatées sur les actifs de ces sociétés.

8.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés	1 284	854
Commandes d'études et assimilés	22	33
Engagements de réservation de capacités et assimilés	173	53
Engagements de location non résiliables	1 867	1 473
Total	3 346	2 413

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 475

A. Engagements de réservation de capacités et assimilés

Pour accélérer son développement et réduire ses coûts, le Groupe a mis en œuvre des coopérations avec d'autres constructeurs portant sur le développement et/ou la production en commun d'organes mécaniques ou de véhicules. Ces accords permettent le partage des dépenses projet, apportant des économies d'échelles bénéfiques en termes de compétitivité.

Au titre de ces accords, le Groupe a pris des engagements de financement d'investissements en recherche et développement et outillages spécifiques ainsi que des engagements d'achats de volumes minimum issus des productions concernées. En cas de non enlèvement de ces volumes minimum contractuels, une quote-part des frais communs engagés par le partenaire au titre de la coopération restera à la charge du Groupe.

Le cas échéant, les conséquences défavorables de ces engagements sont traduites dans les comptes consolidés dès que la mise en jeu de telles clauses apparaît probable, sous forme de dépréciation d'actifs et, si nécessaire, de provisions pour charges.

Pour les contrats dont les productions sont réalisées par le partenaire du Groupe, les engagements de réservation de capacités et assimilés représentent les engagements pris sous déduction des provisions éventuellement constatées.

B. Commandes fermes pour l'acquisition d'actifs immobilisés

Ce poste inclut principalement les commandes d'achat d'immobilisations. Il inclut également l'engagement du Groupe vis à vis des deux Fonds d'Avenir Automobile (FAA - rang 1 et rang 2) destinés à soutenir les acteurs du secteur de l'équipement automobile. Le Groupe s'est engagé à porter sa contribution au FAA à hauteur d'une enveloppe globale de 204 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, le Groupe a déjà versé 145 millions d'euros dans ces deux fonds.

C. Engagements de location non résiliables

Échéancier		
(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
2017	-	263
2018	446	209
2019	272	172
2020	242	148
2021	175	130
2022	129	107
2023	112	-
Années ultérieures	491	444
Total des engagements de location non résiliables	1 867	1 473

Les contrats de locations simples sont contractés dans le cadre de l'activité courante du Groupe et consistent essentiellement en des locations de locaux commerciaux et de matériels de transports. Les termes de ces contrats reflètent les pratiques locales de chaque pays.

NOTE 9 - AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS

9.1. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Excédents versés sur engagements de retraite	7.1.E	630	729
Titres de participation et parts du Fonds d'Avenir Automobile (FAA)		462	254
Instruments dérivés ⁽¹⁾		6	28
Dépôts de garantie et autres		607	364
Total		1 705	1 375

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 118 -

⁽¹⁾ Ce poste correspond à la part non courante des instruments dérivés sur risque matières.

Le Groupe détient une participation dans les fonds communs de placement à risques dénommés "Fonds d'Avenir Automobile" (FAA - rang 1 et rang 2). Le Groupe est engagé à hauteur de 204 millions d'euros dans ces deux fonds, dont 145 millions d'euros versés à ce jour. Ces parts, classées en "actifs disponibles à la vente" en application d'IAS 39, sont évaluées à leur juste valeur (cf. Note 12.8.C.(3)). Elles sont comptabilisées en "Autres actifs non courants" compte tenu de l'indisponibilité long terme de ces fonds.

9.2. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes sur véhicules sous clause de rachat	5.1.A.(1).(a)	4 180	3 126
Autres dettes à long terme		100	162
Total		4 280	3 288

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 863 -

NOTE 10 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

PRINCIPES COMPTABLES

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

En application de l'interprétation IFRIC 21 « Prélèvements opérés par les autorités publiques », les taxes prélevées par les autorités publiques sont comptabilisées en date de leur fait générateur fiscal.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs, sur la base d'un taux sans risque.

Garantie

Une provision est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des véhicules et des pièces de rechange au moment de leur vente aux réseaux indépendants ou à la clientèle finale. Les produits résultant de la vente aux clients de contrats d'extension de garantie ou d'entretien sont reconnus sur la durée de la prestation fournie.

(en millions d'euros)	31/12/2016	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Evaluation directe par capitaux propres	Variation de périmètres et autres	31/12/2017
Retraites (Note 7.1.E)	1 235	172	(112)	(1)	104	(5)	1 393
Personnel hors retraites et Autres	194	36	(30)	-	-	3	203
Total des provisions non courantes	1 429	208	(142)	(1)	104	(2)	1 596
Garantie	924	679	(548)	(82)	-	473	1 446
Litiges commerciaux et fiscaux	648	130	(104)	(54)	-	97	717
Restructuration ⁽¹⁾	996	788	(512)	(7)	-	56	1 321
Pertes futures sur contrats opérationnels	442	313	(331)	(15)	-	52	461
Autres	364	104	(54)	(152)	-	570	832
Total des provisions courantes	3 374	2 014	(1 549)	(310)	-	1 248	4 777
						1 384	1 857

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall

⁽¹⁾ Les principales dotations aux provisions pour restructuration de l'exercice 2017 sont détaillées en Note 5.4.B.

La provision pour garantie concerne notamment les ventes de véhicules neufs, dont la durée contractuelle est généralement de deux ans.

Elle correspond à l'ensemble des coûts de garantie estimés pour les véhicules et pièces de rechange vendus. Le remboursement facturé au titre des recours fournisseurs est comptabilisé à l'actif en "débiteurs divers" (cf. Note 6.3.A).

Les provisions pour litiges fiscaux concernent un ensemble de litiges principalement hors de France, et notamment au Brésil.

NOTE 11 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend la quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés concernées, et le cas échéant, la dépréciation des titres des sociétés mises en équivalence.

Les plus-values de cessions de titres de sociétés mises en équivalence sont enregistrées en Résultat Opérationnel.

Les sociétés mises en équivalence comprennent :

- les sociétés en partenariat dans les activités automobiles avec Dong Feng Motor Group (cf. Note 11.4.A) et Changan (cf. Note 11.4.B), situées en Chine,
- les sociétés financières en partenariat avec :
 - Santander Consumer Finance, couvrant les activités de financement des marques Peugeot, Citroën et DS dans les pays suivants : France, Royaume-Uni, Malte, Espagne, Suisse, Italie, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Autriche, Brésil et Pologne (cf. Note 11.4.C) ;
 - BNP Paribas couvrant les activités de financement des marques Opel et Vauxhall dans les pays suivants : Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse (cf. Note 11.4.D) ;
 - ainsi que la société commune avec Dongfeng Motor Group en Chine,
- les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, essentiellement Gefco et depuis 2015 Peugeot Scooters.

11.1. ÉVOLUTION DE LA VALEUR D'ÉQUIVALENCE

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
À l'ouverture de l'exercice	3 014	2 637
Dividendes et transferts de résultat ⁽¹⁾	(369)	(381)
Quote-part du résultat net	217	128
Entrées en mise en équivalence ⁽²⁾	555	484
Augmentation / (Diminution) de capital ⁽³⁾	57	42
Variations de périmètre et autres	108	188
Écart de conversion	(110)	(84)
À la clôture de l'exercice	3 472	3 014
Dont écart d'acquisition Dong Feng Peugeot Citroën Automobile	75	82
Dont écart d'acquisition Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	2	3
Dont écart d'acquisition Saïpa Citroën Company	90	-
Dont écart d'acquisition Gefco	57	57

⁽¹⁾ Les dividendes et transferts de résultat 2017 comprennent 200 millions d'euros de dividendes nets distribués par les sociétés en coopération avec DPCA, part du Groupe, dont 10 millions d'euros de retenue à la source.

⁽²⁾ Concerne essentiellement les entreprises en partenariat avec BNP Paribas

⁽³⁾ Concerne essentiellement les entreprises en partenariat avec Santander

11.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2017	31/12/2016
Coopération avec Dong Feng Motor Company :		897	1 192
• Dong Feng Peugeot Citroën Automobile ⁽¹⁾	50 %	868	1 043
• Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Sales Co	50 %	17	143
• Dong Feng Peugeot Citroën International Co	50 %	12	6
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobiles Co., Ltd	50 %	(190)	(177)
Autres		151	10
Automobile		858	1 025
Équipement automobile		136	115
Gefco ⁽¹⁾	25 %	156	153
Peugeot Scooters	49 %	-	1
Autres activités		156	154
Activités industrielles et commerciales		1 150	1 294
Sociétés financières en partenariat avec Santander Consumer Finance	50 %	1 535	1 450
Sociétés financières en partenariat avec BNP Paribas	50 %	493	-
Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd ⁽¹⁾	25 %	88	77
Activités de financement		2 116	1 527
Total		3 266	2 821

⁽¹⁾ Y compris écart d'acquisition (cf. note 11.1)

La quote-part des capitaux des sociétés mises en équivalence se décompose en 3 472 millions d'euros de quotes-parts de capitaux propres positives (3 014 millions au 31 décembre 2016) classées en "Titres mis en équivalence" et 206 millions d'euros de quotes-parts négatives (193 millions au 31 décembre 2016).

11.3. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	31/12/2017	31/12/2016
Coopération avec Dong Feng Motor Company :		(30)	242
• Dong Feng Peugeot Citroën Automobile ⁽¹⁾	50 %	(14)	129
• Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Sales Co	50 %	(16)	113
• Dong Feng Peugeot Citroën International Co	50 %	-	-
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobiles Co., Ltd	50 %	(24)	(292)
Autres		(1)	(43)
Automobile		(55)	(93)
Équipement automobile		35	20
Gefco ⁽¹⁾	25 %	17	14
Peugeot Scooters	49 %	(6)	(8)
Autres activités		11	6
Activités industrielles et commerciales		(9)	(67)
Sociétés financières en partenariat avec Santander Consumer Finance	50 %	201	181
Sociétés financières en partenariat avec BNP Paribas	50 %	8	-
Dong Feng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd ⁽¹⁾	25 %	17	14
Activités de financement		226	195
Total		217	128

⁽¹⁾ Y compris écart d'acquisition (cf. note 11.1)

11.4. ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les informations détaillées pour les principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes.

A. Partenariat avec Dongfeng Motor Group dans les activités automobiles

Le Groupe PSA et Dongfeng Motor Group détiennent trois sociétés communes :

- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) basée à Wuhan faisant l'objet d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production de véhicules des marques Dongfeng Peugeot, Dongfeng Citroën en Chine et Fengshen.
- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Sales Co (DPCS) basée à Wuhan sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Elle a pour objet la commercialisation en Chine des véhicules produits par DPCA,
- Dongfeng Peugeot Citroën Automobile International Co (DPCI) basée à Singapour sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Elle a pour objet la commercialisation hors Chine dans la zone ASEAN des véhicules produits par DPCA.

Une autre société qui sera chargée des activités communes de recherche et développement sous contrôle conjoint est en cours de création.

Les montants présentés ci-dessous constituent les comptes combinés de DPCA et de DPCS.

Éléments de résultat à 100 %

	En millions d'euros		En millions RMB	
	2017	2016	2017	2016
Chiffre d'affaires	5 404	7 455	41 355	54 795
Résultat opérationnel courant	59	524	498	3 858
Résultat opérationnel	(138)	568	(1 060)	4 181
<i>Dont amortissements et dépréciations</i>	<i>(548)</i>	<i>(299)</i>	<i>(4 172)</i>	<i>(2 202)</i>
Résultat financier	51	55	384	402
Impôt	26	(138)	211	(1 015)
Résultat net des activités poursuivies	(61)	485	(465)	3 568
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-
Résultat net	(61)	485	(465)	3 568
Quote part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	(30)	242		
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-		
Autres informations				
Dividende net reçu par le Groupe	200	260		

Le montant des amortissements et dépréciations comptabilisés en 2017 pour 4 172 millions de yuans comprend notamment la dépréciation globale des actifs telle qu'identifiée par les deux partenaires pour 1 515 millions de yuans.

Éléments de bilan à 100 %

	En millions d'euros		En millions RMB	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Actif				
Actifs non courants	2 954	3 380	23 057	24 746
Actifs courants	2 668	2 826	20 806	20 700
<i>Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	1 691	1 224	13 196	8 957
Passif				
Passifs non courants (hors capitaux propres)	269	287	2 100	2 103
<i>Dont passifs financiers non courants</i>	269	287	2 100	2 103
Passifs courants	3 731	3 711	29 106	27 166
<i>Dont passifs financiers courants</i>	511	22	3 985	164
Capitaux Propres	1 622	2 208	12 657	16 177

Tableau de passage

Capitaux Propres	1 622	2 208
% de participation	50%	50%
Quote part de capitaux propres	811	1 104
Écart d'acquisition	75	82
Titres mis en équivalence	886	1 186

B. Partenariat avec Changan

Le Groupe PSA et Changan détiennent depuis 2011 une société commune Changan PSA Automobile (CAPSA) basée à Shenzhen faisant l'objet d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production et la commercialisation de véhicules de la marque DS en Chine. L'usine nouvellement créée a commencé sa production courant 2013.

Éléments de résultat à 100 %

	En millions d'euros		En millions RMB	
	2017	2016	2017	2016
Chiffre d'affaires	133	368	1 014	2 702
Résultat opérationnel courant	(11)	(22)	(83)	(161)
Résultat opérationnel	(14)	(488)	(104)	(3 561)
<i>Dont amortissements et dépréciations</i>	(8)	(464)	(63)	(3 383)
Résultat financier	(28)	(24)	(213)	(177)
Impôt	(6)	(72)	(44)	(529)
Résultat net des activités poursuivies	(48)	(584)	(361)	(4 267)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-
Résultat net	(48)	(584)	(361)	(4 267)
Quote part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	(24)	(292)		

Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-
---	---	---

Autres informations

Dividende net reçu par le Groupe	-	-
----------------------------------	---	---

Éléments de bilan à 100 %

	En millions d'euros		En millions RMB	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Actif				
Actifs non courants	442	388	3 442	2 847
Actifs courants	141	192	1 100	1 408
<i>Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	62	91	480	665
Passif				
Passifs non courants (hors capitaux propres)	272	408	2 120	2 990
<i>Dont passifs financiers non courants</i>	272	408	2 120	2 990
Passifs courants	691	525	5 390	3 845
<i>Dont passifs financiers courants</i>	379	250	2 954	1 832
Capitaux Propres	(380)	(353)	(2 968)	(2 580)

Tableau de passage

Capitaux Propres	(380)	(353)
% de participation	50%	50%
Quote part de capitaux propres	(190)	(177)

C. Partenariat dans les activités de financement avec Santander

Les comptes combinés de toutes les sociétés en partenariat avec Santander sont présentés de manière résumée dans les tableaux ci-dessous.

Au 31 décembre 2017, le périmètre couvert par le partenariat avec Santander couvre onze pays européens ainsi que le Brésil.

Éléments de résultat à 100 %

<i>En millions d'euros</i>	2017	2016
Produit Net Bancaire	1 041	895
Charges générales d'exploitation et assimilées	(380)	(330)
Résultat brut d'exploitation	661	565
Coût du risque	(58)	(28)
Résultat d'exploitation	603	537
Éléments hors exploitation	(12)	-
Impôt	(190)	(176)
Résultat net	401	361
Quote part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	201	181
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(3)	(3)
Autres informations		
Dividende net reçu par le Groupe	136	(92)

Éléments de bilan à 100 %

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances sur la clientèle	24 605	22 450
Autre postes de l'actif	2 639	2 481
Total de l'actif	27 244	24 931
Dettes de financement	18 978	17 635
Autres postes du passif	5 199	4 396
Capitaux propres	3 067	2 900
Total du passif	27 244	24 931

D. Partenariat dans les activités de financement avec BNP Paribas

Les comptes combinés de toutes les sociétés en partenariat avec BNP Paribas sont présentés de manière résumée dans les tableaux ci-dessous.

Au 31 décembre 2017, le périmètre couvert par le partenariat avec BNP Paribas couvre six pays européens.

Éléments de résultat à 100 %

<i>En millions d'euros</i>	2017
Produit Net Bancaire	66
Charges générales d'exploitation et assimilées	(43)
Résultat brut d'exploitation	23
Coût du risque	(1)
Résultat d'exploitation	22
Éléments hors exploitation	-
Impôt	(6)
Résultat net	16
Quote part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	8
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-
Autres informations	
Dividende net reçu par le Groupe	-

Éléments de bilan à 100 %

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2017
Prêts et créances sur la clientèle	9 157
Autre postes de l'actif	1 020
Total de l'actif	10 177
Dettes de financement	7 133
Autres postes du passif	2 057
Capitaux propres	987
Total du passif	10 177

11.5. TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les transactions avec ces entreprises se font sur une base de prix de marché.

Les transactions de ventes et d'achats réalisées par le Groupe avec les sociétés mises en équivalence sont les suivantes pour les activités industrielles et commerciales :

(en millions d'euros)	2017	2016
Ventes aux sociétés industrielles et commerciales ⁽¹⁾	675	857
Ventes et cessions aux sociétés en partenariat avec Santander	5 171	5 172
Achats ⁽²⁾	(2 257)	(2 043)

⁽¹⁾ dont ventes aux sociétés en coopération avec DPCA pour 546 millions d'euros (735 millions d'euros en 2016) et à CAPSA pour 23 millions d'euros (33 millions d'euros en 2016).

⁽²⁾ dont achats à GEFCO pour 1 856 millions d'euros (1 684 millions d'euros en 2016).

Les dettes et créances vis-à-vis des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts à long terme	48	51
Prêts - part à moins d'un an	116	27
Créances d'exploitation	318	315
Dettes d'exploitation	(364)	(325)

La nature des relations entre le Groupe PSA et les sociétés de financement demeure pour l'essentiel inchangée à la suite de l'entrée de Santander au capital des sociétés mises en partenariat.

NOTE 12 - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS – ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

12.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes d'évaluation des actifs et passifs financiers au sens des normes IAS 32 et IAS 39 sont décrits en Note 12.8.

12.2. RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	2017	2016
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie ⁽¹⁾	42	95
Charges de financement	(208)	(335)
Autres produits à caractère financier	121	203
Autres charges à caractère financier	(196)	(235)
Résultat financier	(241)	(272)

⁽¹⁾ Dont 30 millions d'euros pour la division Automobile et les autres activités (85 millions d'euros en 2016).

En 2016, les charges de financement comprennent une charge exceptionnelle de 65 millions d'euros au titre des rachats anticipés d'émissions obligataires par Peugeot S.A.

A. Charges de financement

Les charges de financement correspondent aux charges engagées sous déduction de la part activée au titre des immobilisations en cours de développement.

(en millions d'euros)	2017	2016
Frais financiers	(337)	(447)
Résultat de change sur opérations financières et autres	2	(15)
Charges de financement engagées	(335)	(462)
<i>dont division Automobile et Autres activités</i>	(216)	(311)
Part activée des frais financiers sur emprunts	127	127
Total	(208)	(335)

▪ Part activée des frais financiers sur emprunts

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de ces actifs dits « qualifiés ». Les stocks du Groupe ne répondant pas à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme **IAS 23 « Coûts d'emprunt »**, leur valeur brute n'est pas ajustée à ce titre.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés.

Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période du secteur d'activité auquel est rattaché l'actif.

Charges de financement engagées, nettes des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie

(en millions d'euros)	2017	2016
Charges de financement engagées	(335)	(462)
<i>dont division Automobile et Autres activités</i>	(216)	(311)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	42	95
<i>dont division Automobile et Autres activités</i>	31	85
Total	(293)	(367)
<i>dont division Automobile et Autres activités</i>	(186)	(226)

B. Autres produits et charges à caractère financier

(en millions d'euros)	2017	2016
Produits nets des actifs financiers sur engagements de retraite	21	26
Autres produits financiers	100	177
Produits à caractère financier	121	203
Charges nettes sur engagements de retraite	(20)	(27)
Variation de la part inefficace des instruments financiers	(28)	(45)
Autres frais financiers	(148)	(163)
Charges à caractère financier	(196)	(235)

12.3. POSITION FINANCIÈRE NETTE (ENDETTEMENT NET) DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

L'endettement net des activités industrielles et commerciales est un indicateur financier non défini par les normes IFRS. Selon la définition du Groupe, il correspond aux passifs financiers, nets des actifs financiers qui sont donnés en garantie ou qui pourront être mobilisés pour le remboursement de ces passifs ainsi que ceux qui sont affectés à des dépenses spécifiques des sociétés industrielles et commerciales. Cette définition est inchangée depuis la première application des normes IFRS dans le Groupe. La part de ces actifs financiers non mobilisables rapidement n'est pas prise en compte dans la sécurité financière (cf. Note 12.4).

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêt : inférieure ou supérieure à un an.

A. Composition de la position financière nette (endettement net)

(en millions d'euros)	31/12/2016	Variation de la trésorerie	Variation de périmètre	Réévaluation sur situation nette	Variations de change	Autres variations	31/12/2017
Passifs financiers non courants	(4 526)	(960)	(82)	-	23	767	(4 778)
Passifs financiers courants	(1 661)	604	(812)	(1)	91	(752)	(2 531)
Autres actifs financiers non courants	685	(19)	(157)	(10)	(11)	(1)	487
Actifs financiers courants	629	344	301	1	(17)	11	1 269
Placements financiers	110	55	-	-	-	-	165
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 576	6	-	-	-	-	11 582
(Endettement net) Position financière nette ⁽¹⁾	6 813	30	(750)	(10)	86	25	6 194
Dont position hors groupe	6 804						6 186
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	9						8
<i>⁽¹⁾ dont secteurs Automobile Peugeot Citroën DS, Opel Vauxhall et autres activités</i>	7 288						6 840

B. Variation de la position financière nette (endettement net)

Le Groupe a poursuivi sa gestion du risque de liquidité telle que décrite dans la Note 12.7.A visant à une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie.

Les sociétés industrielles et commerciales ont légèrement diminué leur position financière nette sur l'exercice.

Les flux d'exploitation de l'année ont représenté une ressource de trésorerie de 5 213 millions d'euros, résultant d'une marge brute d'autofinancement positive de 5 205 millions d'euros et d'une légère augmentation des actifs et passifs d'exploitation de 8 millions d'euros. Cette augmentation est analysée en Note 6.4.A.

Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 4 020 millions d'euros. Les autres besoins nets d'investissement et de financement de l'année s'élèvent à 1 253 millions d'euros. Ce montant comprend notamment le versement de 431 millions de dividendes aux actionnaires de Peugeot S.A., de 129 millions d'euros aux actionnaires minoritaires des filiales du Groupe PSA, ainsi que 774 millions d'euros d'augmentation de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation.

Les autres ressources financières de l'exercice ont été constituées par les augmentations de capital consécutives notamment à la conversion de Bons de Souscription en Actions, pour un montant de 288 millions d'euros.

L'ensemble de ces flux ont conduit à une diminution maîtrisée de la position financière nette de 619 millions d'euros qui se décompose de la manière suivante :

- une augmentation de la trésorerie de 153 millions d'euros ;
- une hausse de l'endettement net hors trésorerie de 43 millions d'euros détaillée ci-dessous :

(en millions d'euros)	2017	2016
Augmentation des emprunts	1 046	1 262
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(731)	(2 921)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	169	(70)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	(548)	160
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	107	21
	43	(1 548)
<i>Flux vers les activités de financement</i>	<i>(1)</i>	<i>(443)</i>
Total	42	(1 991)

L'augmentation des emprunts pour 1 046 millions d'euros comprennent notamment l'émission le 23 mars 2017 de deux emprunts obligataires de 600 millions d'euros et 100 millions d'euros par Peugeot S.A., et l'emprunt de 250 millions d'euros souscrit le 2 février 2017 par PSA Automobiles S.A. auprès de la Banque Européenne d'Investissement (cf. Note 12.6.A).

Les remboursements d'emprunts pour 731 millions d'euros comprennent notamment (cf. Note 12.6.A) le remboursement à l'échéance de juillet 2017 par Peugeot S.A. de l'emprunt obligataire 2012 de 304 millions d'euros.

Par ailleurs, les variations non cash ont représenté une hausse de l'endettement net du Groupe de 729 millions d'euros.

12.4. SECURITÉ FINANCIÈRE

La sécurité financière correspond à la trésorerie disponible, aux actifs financiers mobilisables rapidement et aux lignes de crédit non tirées.

Les actifs financiers courants et non courants pris en compte dans la sécurité financière s'élèvent respectivement à 1 241 millions d'euros (585 millions d'euros au 31 décembre 2016) et à 334 millions d'euros (503 millions d'euros au 31 décembre 2016), soit un total de 1 575 millions d'euros (1 088 millions d'euros au 31 décembre 2016).

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Trésorerie ⁽¹⁾	12.5.C	11 582	11 576
Placements financiers	12.5.B	165	110
Actifs financiers courants et non courants		1 575	1 088
Total		13 322	12 774
Lignes de crédit (non tirées) - hors Faurecia		3 000	3 000
Lignes de crédit (non tirées) - Faurecia		1 200	1 200
Total sécurité financière		17 522	16 974
dont Faurecia		2 849	2 840

⁽¹⁾ dont 43 millions d'euros sur l'Argentine (12 millions d'euros au 31 décembre 2016).

▪ LIGNES DE CRÉDIT SYNDIQUÉES NON TIRÉES

Les sociétés industrielles et commerciales bénéficient, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2021, de possibilités d'emprunts complémentaires dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	3 000	3 000
Faurecia	1 200	1 200
Lignes de crédits confirmées non tirées	4 200	4 200

La ligne de crédit de Peugeot S.A. et du GIE PSA Trésorerie est composée de deux tranches d'un montant respectif de 2 000 millions d'euros et 1 000 millions d'euros, toutes deux à échéance novembre 2020.

Aucun tirage n'est effectué sur cette ligne au 31 décembre 2017.

Le tirage de cette ligne est conditionné au respect :

- d'un niveau d'endettement net des sociétés industrielles et commerciales n'excédant pas 6 milliards d'euros,
- d'un ratio dettes nettes des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 12.3. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « Total des capitaux propres » du passif.

Ces deux covenants étaient respectés au 31 décembre 2017.

Les possibilités d'emprunts complémentaires de Faurecia, indépendantes de celles de Peugeot S.A., résultent d'une ligne de crédit syndiqué signée le 15 décembre 2014, d'une seule tranche de 1 200 millions d'euros à échéance décembre 2019. A la suite de la signature d'un avenant le 24 juin 2016, l'échéance a été portée au 24 juin 2021. Au 31 décembre 2017, cette facilité de crédit n'était pas tirée.

12.5. DÉTAIL DES ACTIFS FINANCIERS

A. Autres actifs financiers non courants et courants

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts et créances	255	1 261	285	627
Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"	223	-	380	-
Instruments dérivés	9	8	20	2
Total des autres actifs financiers (valeurs nettes)	487	1 269	685	629

B. Placements financiers

Les placements financiers sont les excédents de trésorerie dont la maturité résiduelle et l'intention de gestion sont inférieures à douze mois, pour un montant de 165 millions d'euros (110 millions d'euros au 31 décembre 2016).

C. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie correspond principalement aux liquidités sur compte courant bancaire et exclut les découverts bancaires. Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement les placements de trésorerie et les titres de créances négociables qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu, soumis à un risque négligeable de changement de valeur et détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme de moins de trois mois conformément à IAS 7.

Le poste "Trésorerie et équivalents de trésorerie" comprend les éléments suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	8 719	8 389
Comptes courants bancaires et caisses	2 863	3 187
Total activités industrielles et commerciales	11 582	11 576
Part déposée auprès des activités de Financement	(8)	(8)
Total	11 574	11 568

La trésorerie intègre les fonds en provenance notamment des passifs financiers contractés pour assurer les besoins de financement futurs (cf. Note 12.3.A).

Au 31 décembre 2017, les équivalents de trésorerie sont composés principalement d'OPCVM monétaires pour 4 610 millions d'euros, de dépôts bancaires et bons monétaires au jour le jour pour 1 489 millions d'euros et de billets de trésorerie pour 104 millions d'euros.

Ils constituent des "Fonds monétaires Court Terme" conformément à la définition du *Committee of European Securities Regulators* (CESR).

12.6. DÉTAIL DES PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017		Valeur au bilan au 31/12/2016	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires	3 835	651	3 706	393
Emprunts sur locations financement	147	27	143	23
Autres emprunts d'origine long terme	795	452	674	251
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 399	-	981
Instruments dérivés et autres	1	2	3	13
Total des passifs financiers	4 778	2 531	4 526	1 661

A. Principales opérations de financement de l'exercice

La politique de gestion des risques financiers est décrite en Note 12.7.A.

Les principales opérations de l'exercice sont les suivantes :

▪ Emissions obligataires et autres emprunts émis par les sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)

Le 23 mars 2017, Peugeot S.A. a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires de 600 millions d'euros et 100 millions d'euros à échéance mars 2024, assorti d'un coupon annuel de 2%.

Le 2 février 2017, PSA Automobiles S.A. a souscrit auprès de la Banque Européenne d'Investissement un emprunt de 250 millions d'euros à échéance février 2024 assorti d'un coupon annuel de 1,5%.

En juillet 2017, Peugeot S.A. a procédé au remboursement à l'échéance de l'emprunt obligataire de 304 millions d'euros.

B. Caractéristiques des emprunts obligataires et autres emprunts

(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2017		Monnaie d'émission	Échéance
	Non courants	Courants		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia)				
Emprunt obligataire 2003 - 600 M€	825	10	EUR	T3/2033
Emprunt obligataire 2013 - 559 M€	-	592	EUR	T1/2018
Emprunt obligataire 2013 - 430 M€	429	27	EUR	T1/2019
Emprunt obligataire 2016 - 500 M€	497	9	EUR	T2/2023
Emprunt obligataire 2017 - 596 M€	596	9	EUR	T1/2024
Emprunt obligataire 2017 - 100 M€	101	2	EUR	T1/2024
Faurecia				
Emprunt obligataire 2015 - 700 M€	694	1	EUR	T2/2022
Emprunt obligataire 2016 - 700 M€	693	1	EUR	T2/2023
Total emprunts obligataires	3 835	651		
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) - emprunts en euros				
Emprunts BEI ⁽¹⁾ - 65 M€ (125 M€)	-	-	EUR	T4/2017
Emprunts BEI - 250 M€	241	-	EUR	T1/2024
Emprunts BEI - 300 M€	-	59	EUR	2014 à 2018
Emprunts FDES ⁽¹⁾ - Zéro coupon	24	-	EUR	T1/2020
Emprunts divers - Maroc	13	-	EUR	2021 à 2025
Emprunts divers - Iran	-	5	EUR	10/07/1905
Emprunts divers - Espagne	119	19	EUR	2017 à 2026
Emprunts divers - Russie	13	12	EUR	2017 à 2019
Emprunts divers - France	56	-	EUR	
Emprunts divers ⁽²⁾	22	193	EUR	
Sociétés industrielles et commerciales (hors Faurecia) - emprunts en devises				
Emprunts divers - Brésil	103	48	BRL	2018 à 2024
Emprunts divers - Russie	2	5	RUB	T2/2019
Autres emprunts	6	62	nc	nc
Faurecia				
Autres emprunts	196	49	EUR	2017 à 2019
Total autres emprunts d'origine Long Terme	795	452		

⁽¹⁾ BEI : Banque Européenne d'Investissement ; FDES : Fonds de Développement Économique et Social.

⁽²⁾ Concerne la division Automobile Opel Vauxhall

C. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en millions d'euros)	Monnaie d'émission	Solde au bilan 31/12/2017	Solde au bilan 31/12/2016
Billets de trésorerie	EUR	80	-
Crédits à court terme	N/A	464	363
Banques créditrices	N/A	332	356
Paiements émis ⁽¹⁾	N/A	93	112
Dettes d'affacturage sur cessions non déconsolidantes	N/A	430	150
Total		1 399	981

⁽¹⁾ Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque, leur échéance correspondant aux jours bancaires non ouvrés.

D. Emprunts sur locations capitalisées

La valeur actualisée des loyers futurs des contrats de location financement, est la suivante par échéance :

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Inférieur à 1 an	31	45
1 à 5 ans	76	49
Années ultérieures	77	79
	184	173
Moins frais financiers inclus	(10)	(7)
Valeur actualisée des loyers futurs	174	166
Dont courant	27	23
Dont non courant	147	143

E. Financement par cessions de créances

Les secteurs Automobile et le groupe Faurecia assurent une partie de leur financement par des contrats de cessions de créances commerciales à des établissements financiers. Le financement des créances sur les réseaux de distribution des secteurs Automobile auprès des sociétés financières en partenariat avec Santander et BNP Paribas s'élevé à 6 982 millions d'euros (4 619 millions d'euros en 2016).

Les créances cédées sont décomptabilisées lorsqu'elles répondent aux critères décrits en Note 6.2.

Les autres financements par cessions de créances sont les suivants :

(en millions d'euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Dont part cédée et maintenue à l'actif du groupe	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Dont part cédée et maintenue à l'actif du groupe
Part financée par des établissements financiers tiers				
<i>Part financée⁽¹⁾</i>	3 094	456	2 266	83
<i>- dont groupe Faurecia</i>	833	68	864	27

⁽¹⁾ La part financée des créances correspond à celle qui a donné lieu à réception de trésorerie.

Peugeot S.A. a cédé et décomptabilisé sur l'exercice sa créance détenue sur l'État français au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), pour un total de 80 millions d'euros. La trésorerie reçue au 31 décembre 2017 s'élevé à 80 millions d'euros.

Par ailleurs, Faurecia a cédé et décomptabilisé sur l'exercice sa créance détenue sur l'État français au titre du crédit d'impôt recherche (CIR) et du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour un total de 57 millions d'euros. La trésorerie reçue au 31 décembre 2017 s'élevé à 57 millions d'euros.

Les opérations de cession de créances constituent des financements courants.

En dehors des opérations courantes de cession de créances, aucune opération ponctuelle n'a été réalisée en décembre 2017.

12.7. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

A. Politique de gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à des risques de liquidité, ainsi qu'à des risques de taux, de contrepartie, de change et à d'autres risques de marché liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions. La politique de gestion des risques financiers du Groupe s'appliquera pleinement en 2018 aux opérations des entités Opel Vauxhall.

(1) Risque de liquidité

Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment de financer son activité et ses projets de développement, le Groupe a poursuivi une politique de financement proactive et diversifiée, et de gestion prudente des liquidités. La stratégie de financement est définie par le Directoire, et mise en œuvre sous l'impulsion du Directeur financier du Groupe avec la Direction du Corporate Finance et de la Trésorerie, puis présentée au Comité Financier et d'Audit du Conseil de Surveillance. Le comité mensuel de Trésorerie et de Change présidé par le Directeur financier du Groupe suit les prévisions de trésorerie et les besoins de financement du Groupe, les charges et produits financiers, ainsi que le niveau de sécurité financière. Le plan de financement est mis en œuvre par la Direction du Corporate Finance et de la Trésorerie.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe :

- engage une gestion active de sa dette par des émissions ou rachats d'emprunts obligataires,
- a recours à des emprunts bancaires en France et à l'étranger,
- réalise des cessions de créances,
- met en place des lignes de crédit confirmées de sécurité financière,
- et le cas échéant, procède à l'émission d'emprunts obligataires convertibles.

Par ailleurs, le Groupe pourrait se financer par augmentation de capital.

Cette politique de financement lui permet de saisir des opportunités de marché pour se financer par anticipation et optimiser ainsi sa sécurité financière.

Au 31 décembre 2017, la position financière nette des sociétés industrielles et commerciales est de 6 194 millions d'euros contre une position financière nette de 6 813 millions d'euros au 31 décembre 2016. Le détail de la position financière nette est présenté en Note 12.3.A, et son évolution en Note 12.3.B. Les échéances de remboursement des passifs financiers sont présentées dans le tableau ci-après. En juin 2010, Peugeot S.A. a mis en place un programme EMTN d'une enveloppe de 5 milliards d'euros dont 2,2 milliards d'euros ont été tirés à fin décembre 2017.

Au 31 décembre 2017, les sociétés industrielles et commerciales disposent d'une sécurité financière de 17 522 millions d'euros (cf. Note 12.4) contre 16 974 millions d'euros à fin décembre 2016.

Elle couvre l'ensemble des besoins de financement des douze prochains mois prévus à ce jour des activités industrielles et commerciales.

Échéancier contractuel des passifs financiers des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers et instruments dérivés. Ces flux comprennent les montants nominaux ainsi que les flux futurs d'intérêts contractuels. Les flux en devises et les flux variables ou indexés sont fixés sur la base des données de marchés à la clôture.

31/12/2017 (en millions d'euros)	Valeur actif	Valeur passif	Échéancier contractuel non actualisé					
			2018	2019	2020	2021	2022	> 5 ans
Passifs financiers								
Emprunts obligataires - hors intérêts								
Hors Faurecia		(3 006)	(776)	(430)	-	-	-	(1 800)
Faurecia		(1 436)	(36)	-	-	-	(700)	(700)
Autres emprunts à long terme - hors intérêts								
Hors Faurecia		(1 002)	(384)	(72)	(75)	(110)	(42)	(319)
Faurecia		(196)	(40)	(7)	(132)	(7)	(5)	(5)
Total des emprunts obligataires et autres emprunts								
Hors Faurecia		(4 008)	(1 160)	(502)	(75)	(110)	(42)	(2 119)
Faurecia		(1 632)	(76)	(7)	(132)	(7)	(705)	(705)
Total des intérêts sur emprunts obligataires et autres emprunts								
Hors Faurecia		(91)	(91)	-	-	-	-	-
Faurecia		(2)	(2)	-	-	-	-	-
Emprunts sur locations financement		(147)	(147)	-	-	-	-	-
Fonds de participation des salariés		(1)	(1)	-	-	-	-	-
Instruments dérivés								
Total des instruments dérivés	297	(210)	87	-	-	-	-	-
TOTAL	297	(6 091)	(1 390)	(509)	(207)	(117)	(747)	(2 824)

Covenants

Les emprunts portés par les sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia ne comportent pas de clauses spécifiques d'exigibilité anticipée liées à des notations de crédit minimales. Dans certains cas, les emprunts des sociétés industrielles et commerciales comportent des clauses imposant à la société emprunteuse de donner aux organismes prêteurs certaines garanties classiques dans le secteur Automobile. Il s'agit notamment :

- de clauses de "negative pledge" par lesquelles la société emprunteuse s'engage à ne pas conférer de sûretés réelles à des tiers. Ces clauses comportent néanmoins certaines exceptions,
- de clauses de "material adverse changes" en cas de changement négatif majeur dans les conditions économiques,
- de clauses de "pari passu" prévoyant que le prêteur bénéficie d'un traitement au moins égal à celui des autres créanciers,
- de clauses de "défauts croisés" qui stipulent qu'un cas de défaut avéré sur un emprunt impliquerait également l'exigibilité d'autres emprunts,
- d'obligations d'informations périodiques,
- de respect de la législation en vigueur,
- d'absence de changement de contrôle.

Par ailleurs, les emprunts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) sont conditionnés à la réalisation des projets qu'ils financent et impliquent, pour certains d'entre eux, le nantissement minimum d'actifs financiers.

Toutes les clauses sont respectées en 2017.

Le tirage de ligne de crédit syndiqué signée en avril 2014 pour un montant de 3 milliards d'euros et amendée en novembre 2015 (cf. Note 12.4) est conditionné au respect :

- d'un niveau de dette nette des sociétés industrielles et commerciales inférieur à 6 milliards d'euros,
- d'un ratio dette nette des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 12.3. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « total des Capitaux Propres » du Passif.

La ligne de crédit syndiqué signée le 15 décembre 2014 par Faurecia et amendée en juin 2016, d'une seule tranche de 1 200 millions d'euros à échéance juin 2021 (cf. Note 12.4) ne contient qu'une seule clause restrictive en matière de ratios financiers.

Dette Nette* / EBITDA**	maximum	2,50
-------------------------	---------	------

* Endettement net consolidé

** Résultat Opérationnel Courant de Faurecia, majoré des dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles, correspondant aux 12 derniers mois.

Le respect de ce ratio conditionne la disponibilité du crédit. Au 31 décembre 2017, cette condition était respectée.

(2) Risque de taux

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêts.

Les excédents et besoins de trésorerie des activités industrielles et commerciales, hors Équipement automobile, sont pour l'essentiel centralisés auprès du GIE PSA Trésorerie qui place les excédents nets sur les marchés financiers. Ces placements sont indexés sur des taux variables, ou sur des taux fixes.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales, hors Équipement automobile, correspond principalement à des ressources longues à taux fixe. La part à taux variable est de 2 %, calculé sur la base du nominal des emprunts.

Faurecia gère de façon autonome et centralisée la couverture du risque de taux. Cette gestion est mise en œuvre par la direction du financement et de la trésorerie de Faurecia, sous la responsabilité de sa Direction Générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Une partie significative de dette brute (crédit syndiqué lorsqu'il est tiré, emprunts à court terme, contrats de cession de créances, billets de trésorerie le cas échéant) étant à taux variable ou renouvelable, la politique de couverture mise en œuvre a pour objectif de limiter l'effet de la variation des taux courts sur le résultat du Groupe. Cette couverture se fait essentiellement au moyen de swaps de taux, en euros. Afin de tirer parti de taux historiquement bas, des couvertures de taux à 2 et 3 ans ont été mises en place pour couvrir contre une hausse des taux une part des intérêts d'emprunts à taux variable payables au cours de 2018 et du premier trimestre de 2019.

Depuis 2008, une partie des instruments dérivés de Faurecia sont qualifiés de couverture selon les règles définies par la norme IAS 39. Les autres instruments dérivés achetés par Faurecia, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture du risque de taux sur l'endettement financier, ne sont pas qualifiés de couverture au sens de la norme IAS 39.

La couverture de flux de trésorerie sur le risque de taux concerne exclusivement Faurecia.

La position nette de risque de taux pour les activités industrielles et commerciales est la suivante :

31/12/2017 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 2 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total	
Total actifs	Tx Fixe	1 484	90	241	1 815
	Tx Variable	11 565	-	-	11 565
Total passifs	Tx Fixe	(2 405)	(1 403)	(3 015)	(6 823)
	Tx Variable	-	(213)	-	(213)
Position nette avant gestion	Tx Fixe	(921)	(1 313)	(2 774)	(5 008)
	Tx Variable	11 565	(213)	-	11 352
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(415)	383	-	(32)
	Tx Variable	415	(383)	-	32
Position nette après gestion	Tx Fixe	(1 336)	(930)	(2 774)	(5 040)
	Tx Variable	11 980	(596)	-	11 384

31/12/2016 (en millions d'euros)	Du jour le jour à 1 an	De 2 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total	
Total actifs	Tx Fixe	824	109	386	1 319
	Tx Variable	11 490	-	50	11 540
Total passifs	Tx Fixe	(736)	(1 351)	(2 806)	(4 893)
	Tx Variable	(1 077)	(36)	-	(1 113)
Position nette avant gestion	Tx Fixe	88	(1 242)	(2 420)	(3 574)
	Tx Variable	10 413	(36)	50	10 427
Instruments financiers dérivés	Tx Fixe	(79)	(436)	-	(515)
	Tx Variable	79	436	-	515
Position nette après gestion	Tx Fixe	9	(1 678)	(2 420)	(4 089)
	Tx Variable	10 492	400	50	10 942

(3) Risque de contrepartie et risque de crédit

Pour la division Automobile, la solvabilité des clients fait l'objet d'une attention particulière. Les relations avec les réseaux de distribution des marques Peugeot et Citroën sont gérées dans le cadre des relations avec Banque PSA Finance décrite ci-dessous. Les paiements des autres clients font l'objet de mécanismes de sécurisation avec des contreparties de premier plan validées en Comité de Trésorerie.

Pour Faurecia, le risque de contrepartie porte essentiellement sur des grands constructeurs automobiles dont la solvabilité fait l'objet d'un suivi individualisé.

Les autres risques de contrepartie portent sur les placements de trésorerie et les opérations de produits dérivés de change, de taux ou de matières. Pour ces deux types d'opérations, ne sont retenus que des partenaires de premier plan validés en Comité de Trésorerie. Les risques sont encadrés par un dispositif de limites : leur montant et leur maturité sont plafonnés selon des critères intégrant notamment le résultat d'une analyse financière propre, la notation des agences et le montant des capitaux propres.

Les placements de trésorerie sont soit engagés directement sur des titres de créances de contreparties validées, soit dans des OPCVM ou des dépôts. Les placements en titres de créances négociables portent essentiellement sur des titres émis par des établissements financiers de premier plan, et dans une moindre mesure par des entreprises non financières. Le choix des OPCVM est limité par des minima de rating et des maxima de maturité des sous-jacents, et le montant des placements est plafonné en fonction de l'encours sous gestion.

Les opérations de produits dérivés sont négociées dans des accords-cadres de l' "International Swaps and Derivatives Association" (ISDA) ou de la Fédération Bancaire Française (FBF), et font, pour les contreparties les plus actives, l'objet de procédures d'appels de marge ajustés toutes les semaines.

(4) Risque de change

Les sociétés industrielles et commerciales gèrent leurs positions de change sur les transactions en devises, avec pour objectif de couvrir les risques de fluctuation des parités monétaires. La gestion du risque de change de la division Automobile est centralisée pour l'essentiel au sein de PSA International S.A. (PSAI) sous la responsabilité de la Direction Générale. Dans le cadre de sa gestion, PSAI ne souscrit que des produits standards régis par les conventions internationales de l' "International Swaps and Derivatives Association" (ISDA).

Cette gestion consiste à minimiser les écarts de change comptables pour la division Automobile, avec une couverture systématique dès l'enregistrement des factures libellées en devises.

La gestion du risque de change est basée sur un principe de facturation des entités de production aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières (sauf cas exceptionnel ou contrainte réglementaire). Ces facturations inter-sociétés font également l'objet de couvertures de change à terme. Sauf exception, les prêts intragroupe en devise des sociétés de la division Automobile font également l'objet de couverture.

La politique de change intègre la couverture des flux futurs pour la division Automobile. Elle consiste à couvrir les principales expositions nettes des devises G10. Des règles de gouvernance et un processus décisionnel strict encadre ces couvertures. Elles sont qualifiées de **Cash Flow Hedge** au sens des normes comptables IAS 39. L'horizon maximum de ces couvertures est de 2 ans. Les ratios de couverture dépendent de la maturité.

Au 31 décembre 2017, la division Automobile détient des couvertures de flux futurs sur les devises suivantes : GBP, CHF, PLN, CNY, KRW et JPY.

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

Dans le cadre de son activité propre, PSAI effectuée dans des limites strictes et contrôlées, des transactions hors couverture sur des produits de change. Ces opérations, qui sont les seules de cette nature réalisées par les sociétés du Groupe ont des effets peu significatifs sur le résultat consolidé du Groupe.

La méthode utilisée pour détecter et gérer les risques de marché est celle de la Value at Risk (VAR) historique. Les données utilisées par la VAR historique sont les volatilités et les cours des différentes devises depuis début 2011. La VAR représente la perte potentielle maximale de notre portefeuille selon un niveau de confiance. Les niveaux de confiance mesurés sont de 95 % et de 99 %. Pour les deux niveaux de confiance, les résultats de la VAR historique sur le portefeuille existant au 31 décembre 2017 ont conclu à un impact non significatif sur le résultat du Groupe. Cette méthode suppose que la VAR future se comporte comme la VAR passée. Elle ne serait pas représentative de pertes dans le cas d'événements extrêmes.

Faurecia couvre de façon autonome et centralisée le risque de change de ses filiales, lié à leurs opérations commerciales, au moyen principalement d'opérations à terme ou optionnelles ainsi que de financement en devises. Cette gestion est mise en œuvre par la direction du financement et de la trésorerie de Faurecia, sous la responsabilité de sa Direction Générale. Les décisions de gestion sont prises au sein d'un comité de gestion des risques de marché qui se réunit mensuellement. Les transactions futures sont couvertes sur la base des flux prévisionnels établis lors de la préparation des budgets et validés par la direction. Les instruments dérivés contractés au titre de ces transactions futures sont qualifiés de **Cash Flow Hedge**, lorsqu'il existe une relation de couverture au sens de la norme IAS 39. Les filiales hors de la zone euro bénéficient de prêts intragroupe dans leur monnaie de fonctionnement. Ces prêts étant refinancés en euros, le risque de change est couvert au moyen de swaps

Exposition nette au risque de change des activités industrielles et commerciales pour les devises sur lesquelles des positions sont ouvertes au 31 décembre

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport à l'euro est la suivante:

31/12/2017 (en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	RUB	CZK	Autres	Total
Total actifs	225	81	859	29	260	62	140	469	2 125
Total passifs	(84)	(39)	(38)	(7)	(3)	(23)	(215)	(36)	(445)
Transactions futures	1 775	(241)	30	5	388	13	(53)	(448)	1 469
Exposition sur engagements de couverture de frais fixes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	1 916	(199)	851	27	645	52	(128)	(15)	3 149
Instruments financiers dérivés	(1 882)	197	(773)	(30)	(645)	(35)	67	(73)	(3 174)
Position nette après gestion	34	(2)	78	(3)	-	17	(61)	(88)	(25)

31/12/2016 (en millions d'euros)	GBP	JPY	USD	PLN	CHF	RUB	CZK	Autres	Total
Total actifs	233	50	534	19	284	50	117	218	1 505
Total passifs	(70)	(12)	(7)	(19)	(1)	(53)	(193)	(15)	(370)
Transactions futures	(34)	(105)	89	(60)	289	13	(50)	(104)	38
Exposition sur engagements de couverture de frais fixes	-	(55)	-	-	-	-	-	-	(55)
Position nette avant gestion	129	(122)	616	(60)	572	10	(126)	99	1 118
Instruments financiers dérivés	(148)	67	(588)	55	(572)	6	43	(112)	(1 249)
Position nette après gestion	(19)	(55)	28	(5)	-	16	(83)	(13)	(131)

Dans l'hypothèse d'une variation de 5 % du cours de clôture de chacune des principales devises sur lesquelles les activités industrielles et commerciales ont une exposition au risque de change ouverte au 31 décembre 2017 (voir tableau ci-dessus), les incidences sur le résultat avant impôt et les incidences directes sur les capitaux propres seraient, respectivement, les suivantes :

(en millions d'euros)	JPY / EUR	PLN / EUR	CNY / EUR	USD / CAD	CZK / EUR	USD / DZD	CNY / USD	Autres
Hypothèses de variation du couple devises	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0 %	5,0%
Impact sur le résultat avant impôt	-	1	-	-	3	3	-	1
Impact sur les capitaux propres	5	3	-	-	3	-	-	-

La position nette des activités industrielles et commerciales dans les principales devises étrangères par rapport aux autres devises est la suivante :

31/12/2017 (en millions d'euros)	UAH / USD	USD / CAD	USD / BRL	USD / ARS	USD / DZD	CNY / USD
Total actifs	-	-	72	18	-	5
Total passifs	(11)	-	(58)	(197)	-	-
Position nette avant gestion	(11)	-	14	(179)	-	5
Instruments financiers dérivés	-	-	(19)	180	-	-
Position nette après gestion	(11)	-	(5)	1	-	5

31/12/2016 (en millions d'euros)	UAH / USD	USD / CAD	USD / BRL	USD / ARS	USD / DZD	CNY / USD
Total actifs	-	-	91	23	-	25
Total passifs	(4)	-	(36)	(174)	(83)	-
Position nette avant gestion	(4)	-	55	(151)	(83)	25
Instruments financiers dérivés	-	-	(54)	153	-	-
Position nette après gestion	(4)	-	1	2	(83)	25

(5) Risque matières premières

Les risques matières encourus sont suivis pour la division Automobile conjointement par la direction des achats et PSA International S.A. (PSAI) en charge des couvertures des risques de change et matières, et de façon autonome pour Faurecia. Pour la division Automobile, ils font l'objet d'une revue trimestrielle dans le cadre d'un Comité Métal présidé par le Directeur financier du Groupe. Le Comité Métal suit les résultats des couvertures en place, fait le point sur chacune des matières premières cotées pouvant avoir un impact significatif sur le résultat opérationnel et arrête des niveaux cibles de couverture en volume et en prix, sur un horizon pouvant aller jusqu'à trois ans. Les ratios de couverture dépendent de la maturité. La réalisation d'une opération de couverture de flux futurs est subordonnée à sa qualification à la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, sauf dans certains cas validés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance.

Les coûts de production de la division Automobile et de Faurecia sont exposés aux variations de prix de certaines matières premières, soit par leurs achats directs, soit indirectement par l'impact de ces variations sur les coûts de leurs fournisseurs. Ces matières premières sont, soit des produits industriels négociés de gré à gré, tels que l'acier ou les matières plastiques, soit des produits cotés directement sur des marchés organisés, tels que l'aluminium, le cuivre, le plomb ou les métaux précieux, auquel cas les prix de transaction des matières ou des composants achetés sont fixés par référence directe aux cours cotés sur ces marchés.

Le Groupe couvre une partie du risque matières premières cotées de la division Automobile à l'aide d'instruments financiers dérivés négociés sur des marchés réglementés. Ces couvertures visent à minimiser les impacts de variation des prix des matières des opérations physiques d'achat pour les besoins de la production.

Sur l'exercice 2017, les couvertures ont concerné l'aluminium, le cuivre, le plomb, le platine et le palladium.

Pour la division Automobile, si les prix des métaux de base (Aluminium, Cuivre et Plomb) augmentaient (baisseraient) de 23 % et les prix des métaux précieux (Platine et Palladium) augmentaient (baisseraient) de 24 %, l'impact des instruments de couverture détenus à la clôture 2017 aurait été une hausse (baisse) de 59 millions d'euros sur les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 (contre 75 millions d'euros à fin 2016). Les instruments de couvertures de risque matières étant qualifiés de couverture de flux de trésorerie au sens IAS 39, le résultat du Groupe n'aurait pas été différent en cas de variation des prix des matières couvertes.

Les hypothèses de variation des prix des matières premières ont été fixées en fonction des volatilités historiques et implicites moyennes constatées sur les marchés des matières couvertes sur l'exercice écoulé.

Dans la mesure où les contrats de ventes de Faurecia avec ses clients ne prévoient pas de clauses d'indexation sur le cours des matières premières, Faurecia réduit le risque d'évolution défavorable du prix des matières premières grâce à une politique commerciale permanente de négociation avec ses clients et une gestion stricte des stocks. Faurecia n'a pas recours à des instruments dérivés pour la couverture de ses achats de matières premières et énergétiques.

B. Instruments de couverture

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. Ils peuvent être désignés comme instruments de couverture si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Le Groupe utilise deux relations de couverture :

- **Couverture de juste valeur :**

La variation de juste valeur du dérivé est enregistrée en compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure de leur efficacité.

- **Couverture de flux futurs de trésorerie :**

La partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en « résultat global ». La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en produits (ou en charges) à caractère financier. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des éléments couverts, lorsque ces derniers impactent le compte de résultat. La part efficace des variations de juste valeur des couvertures d'achats de matières premières n'impactent pas le coût d'entrée des stocks de matières premières.

Par ailleurs, le Groupe prend des couvertures de change pour se prémunir des variations de valeur des dettes et créances en devises. La variation de juste valeur de ces dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, venant compenser la variation en résultat des dettes et créances libellées en devises. Dans les cas où le Groupe a documenté la relation de couverture, la part inefficace est enregistrée en résultat financier.

Les instruments dérivés de couverture du risque de taux et de change sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor, ...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale Européenne. Les dérivés de couverture du risque matières font l'objet d'une évaluation externe.

(1) Information sur les notionnels couverts et sur la valeur des instruments de couverture

31/12/2017 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de devises, options de change et contrats de change à terme	53	(26)	278	278	-	-
• Cross-currency swaps	9	-	-	-	-	-
Couverture de flux futurs :						
• Options de change et contrats de change à terme	194	-	601	495	106	-
• Cross-currency swaps	-	-	13	-	13	-
Trading ⁽¹⁾	-	-	6 184	5 530	654	-
Total risque de change	256	(26)	7 076	6 303	773	-
Risque de taux						
Couverture de flux futurs :						
• Swaps de taux et options de taux	-	(176)	2	-	2	-
Total risque de taux	-	(176)	2	-	2	-
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
• Swaps	41	(8)	254	173	81	-
Total risque matières	41	(8)	254	173	81	-
TOTAL	297	(210)	7 332	6 476	856	-
dont :						
Total couvertures de juste valeur	62	(26)	278	278	-	-
Total couvertures de flux futurs	235	(184)	870	668	202	-

⁽¹⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21, les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

Les instruments de couverture ne faisant pas l'objet de clauses de compensation en cas de défaut d'une des parties représentent une valeur non significative sur les secteurs Automobile.

31/12/2016 (en millions d'euros)	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		< 1 an	ans	> 5 ans
Risque de change						
Couverture de juste valeur :						
• Swaps de devises, options de change et contrats de change à terme	65	(41)	820	820	-	-
Couverture de flux futurs :						
• Options de change et contrats de change à terme	3	(7)	561	445	116	-
• Cross-currency swaps	-	-	22	-	22	-
Trading ⁽¹⁾	-	-	2 048	2 040	8	-
Total risque de change	68	(48)	3 451	3 305	146	-
Risque de Taux						
Couverture de flux futurs :						
• Options de taux	1	(2)	7	-	7	-
Total risque de taux	1	(2)	7	-	7	-
Risque matières						
Couverture de flux futurs :						
• Swaps	22	(3)	324	210	114	-
Total risque matières	22	(3)	324	210	114	-
TOTAL	91	(53)	3 782	3 515	267	-
dont :						
Total couvertures de juste valeur	65	(41)	820	820	-	-
Total couvertures de flux futurs	26	(12)	914	655	259	-

⁽¹⁾ Trading : instruments dérivés non qualifiés de couverture au sens d'IAS 39. Conformément à IAS 21 les dettes et créances libellées en devises devant être systématiquement réévaluées au taux de clôture avec effet en résultat, le Groupe a choisi de ne pas mettre en place de documentation de couverture qui aboutirait au même résultat.

(2) Information sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

(a) Impact des couvertures de flux futurs

(en millions d'euros)	2017	2016
Variation de part efficace en capitaux propres	39	(10)
Variation de part inefficace en résultat	(5)	(8)
Recyclage de part efficace en coût des biens et services vendus	(13)	(27)
Recyclage de part efficace en charges de financement	(9)	(36)

(b) Impact des couvertures de juste valeur

(en millions d'euros)	2017	2016
Variation de part inefficace en résultat	(23)	(37)
Impact net sur résultat	(23)	(37)

Le résultat des couvertures sur emprunts présenté en Note 12.2.A enregistre également le résultat des couvertures non traitées en comptabilité de couverture selon les règles définies par IAS 39.

12.8. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. Actifs et passifs financiers - définitions

Les actifs et passifs financiers au sens d'IAS 39 comprennent les postes listés dans le tableau en Note 12.8.E.

Le fait générateur de la comptabilisation au bilan est la date de transaction (i.e. d'engagement) et non la date de règlement.

B. Opérations en devises

En application d'IAS 21, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés :

- en Résultat Opérationnel Courant pour les transactions commerciales de toutes les sociétés et pour les opérations de financement du groupe Banque PSA Finance
- en produit sur prêts et placements ou en charges de financement pour les transactions financières réalisées par les sociétés industrielles et commerciales.

C. Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

La norme IAS 39 prévoit différentes méthodes d'évaluation en fonction de la nature des actifs financiers.

(1) Actifs financiers classés en « Juste valeur par résultat »

Les actifs financiers en « juste valeur par résultat » sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et toute variation de celle-ci est comptabilisée en résultat de la période.

(2) Actifs financiers classés en « Prêts et Créances »

Les actifs financiers classés en « prêts et créances » sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque leurs échéances de paiement sont très courtes, leur juste valeur est assimilée à leur valeur au bilan, y compris les éventuelles dépréciations.

(3) Actifs financiers classés en « Actifs disponibles à la vente »

Les actifs financiers classés en « actifs disponibles à la vente » sont des actifs pouvant être conservés durablement ou cessibles à court terme. Ils sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et les variations de celle-ci sont enregistrées directement en « résultat global ». Seules les pertes de valeurs jugées durables ou significatives sont enregistrées au compte de résultat de la période. Une perte de valeur est comptabilisée systématiquement en résultat en cas de diminution de valeur de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition ou sur au moins trois ans. Par ailleurs, une analyse spécifique est menée ligne à ligne en cas de diminution de valeur de plus de 30 % par rapport au coût d'acquisition ou sur au moins un an.

Les « titres de participation » sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, sauf en cas de dépréciation.

Les « autres actifs non courants » correspondent aux parts que le Groupe détient dans le Fonds d'Avenir Automobile (FAA), un fonds Commun de Placement à Risques créé sous l'impulsion de l'Etat dans le cadre du Pacte Automobile signé le 9 février 2009. La juste valeur correspond à la valeur liquidative en date de clôture.

D. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont généralement évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Lorsque le Groupe obtient des emprunts à taux bonifiés, le coût amorti de l'emprunt est calculé à l'aide d'un TIE reflétant un taux de marché, tandis que la subvention est comptabilisée selon sa finalité, comme une subvention d'investissement ou d'exploitation (en application d'IAS 20).

E. Instruments financiers inscrits au bilan

	31/12/2017		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Autres actifs financiers non courants	487	487	223	-	255	-	9
Autres actifs non courants ⁽¹⁾	972	972	-	460	506	-	6
Clients des activités industrielles et commerciales	2 367	2 367	-	-	2 367	-	-
Autres débiteurs	2 636	2 636	-	-	2 362	-	274
Actifs financiers courants	1 269	1 269	-	-	1 261	-	8
Placements financiers	165	165	165	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 582	11 582	11 582	-	-	-	-
Actifs	19 478	19 478	11 970	460	6 751	-	297
Passifs financiers non courants	4 778	4 906	-	-	-	4 778	-
Autres passifs non courants ⁽²⁾	100	100	-	-	95	-	5
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	13 362	13 362	-	-	13 362	-	-
Autres créanciers	7 878	7 878	-	-	7 675	-	203
Passifs financiers courants	2 531	2 505	-	-	-	2 529	2
Passifs	28 649	28 751	-	-	21 132	7 307	210

⁽¹⁾ Les autres actifs non courants excluent le montant des excédents d'actifs de retraites (cf. Note 9.1) qui ne sont pas des actifs financiers au sens de la norme IAS 39.

⁽²⁾ Hors dette relative aux véhicules vendus avec clauses de rachat.

	31/12/2016		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en millions d'euros)</i>							
Autres actifs financiers non courants	685	685	380	-	285	-	20
Autres actifs non courants ⁽¹⁾	639	639	-	249	362	-	28
Clients des activités industrielles et commerciales	1 560	1 560	-	-	1 560	-	-
Autres débiteurs	1 763	1 763	-	-	1 722	-	41
Actifs financiers courants	629	629	-	-	627	-	2
Placements financiers	110	110	110	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 576	11 576	11 576	-	-	-	-
Actifs	16 962	16 962	12 066	249	4 556	-	91
Passifs financiers non courants	4 526	4 528	-	-	-	4 524	2
Autres passifs non courants ⁽²⁾	162	162	-	-	140	-	22
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 352	9 352	-	-	9 352	-	-
Autres créanciers	5 366	5 366	-	-	5 349	-	17
Passifs financiers courants	1 661	1 667	-	-	-	1 649	12
Passifs	21 067	21 075	-	-	14 841	6 173	53

⁽¹⁾ Les autres actifs non courants excluent le montant des excédents d'actifs de retraites (cf. Note 9.1) qui ne sont pas des actifs financiers au sens de la norme IAS 39.

⁽²⁾ Hors dette relative aux véhicules vendus avec clauses de rachat.

Une évaluation de la juste valeur des instruments financiers du Groupe est effectuée dans la mesure où les données des marchés financiers permettent une estimation pertinente de leur valeur vénale dans une optique non liquidative. La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est donc basée sur les prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par le Groupe sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

F. Information sur les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif						
Autres actifs financiers non courants	-	223	-	-	380	-
Placements financiers	-	165	-	-	110	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	11 582	-	-	11 576	-
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché						
Autres actifs financiers non courants	9	-	-	20	-	-
Autres actifs non courants	6	-	-	28	-	-
Autres débiteurs	274	-	-	41	-	-
Actifs financiers courants	8	-	-	2	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché						
Autres actifs financiers non courants	-	-	391	-	-	185
Autres actifs non courants	-	-	69	-	-	64
Total actifs financiers comptabilisés en juste valeur	297	11 970	460	91	12 066	249

La variation de la juste valeur de niveau 3 ne comporte pas d'éléments significatifs.

(en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes	Instruments dérivés	Juste valeur par résultat	Autres dettes
Juste valeur de niveau 1 : prix cotés sur un marché actif						
Juste valeur de niveau 2 : évaluation basée sur des données observables sur le marché						
Passifs financiers non courants	-	-	-	(2)	-	-
Autres passifs non courants	(5)	-	-	(22)	-	-
Autres créanciers	(203)	-	-	(17)	-	-
Passifs financiers courants	(2)	-	-	(12)	-	-
Juste valeur de niveau 3 : évaluation basée sur des données non observables sur le marché						
Total passifs financiers comptabilisés en juste valeur	(210)	-	-	(53)	-	-

G. Information sur les actifs et passifs financiers non comptabilisés en juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2017		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs					
Passifs financiers non courants	4 778	4 906	3 881	1 025	-
Passifs financiers courants	2 529	2 503	625	1 878	-

(en millions d'euros)	31/12/2016		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs					
Passifs financiers non courants	4 524	4 526	3 702	824	-
Passifs financiers courants	1 649	1 655	395	1 260	-

H. Effet en résultat des instruments financiers

	2017	Ventilation par classe d'instruments				
		Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	10	-	-	10	-	-
Total charge d'intérêts	(210)	-	-	-	(210)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	(3)	32	-	(14)	18	(39)
Résultat de cession et dividendes	14	-	15	(1)	-	-
Dépréciation nette	(123)	-	(6)	(117)	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(312)	32	9	(122)	(192)	(39)

⁽¹⁾ Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

	2016	Ventilation par classe d'instruments				
		Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti
<i>(en millions d'euros)</i>						
Activités industrielles et commerciales						
Total produit d'intérêts	11	-	-	11	-	-
Total charge d'intérêts	(320)	-	-	-	(320)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	81	84	-	1	1	(5)
Résultat de cession et dividendes	(138)	-	35	(173)	-	-
Dépréciation nette	-	-	(4)	4	-	-
Total activités industrielles et commerciales	(366)	84	31	(157)	(319)	(5)

⁽¹⁾ Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

12.9. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Avals, cautions et garanties donnés	406	325
Actifs nantis, gagés ou hypothéqués	478	538
	884	863

Dont secteur Automobile Opel Vauxhall 128

▪ **Actifs nantis, gagés ou hypothéqués**

Ce poste inclut notamment les OAT nanties en faveur de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Lorsque les échéances des OAT sont décalées par rapport à l'échéancier des prêts, la couverture s'effectue en cash.

L'échéancier des actifs nantis, gagés ou hypothéqués est présenté dans le tableau suivant :

Échéancier		
<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
2017	-	435
2018	391	16
2019	6	44
2020	38	-
2021	-	-
Années ultérieures	43	43
Total actifs nantis, gagés ou hypothéqués	478	538
Total du bilan	57 505	45 153
Pourcentage	0,8%	1,2%

NOTE 13 - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS – ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

13.1. PRINCIPES COMPTABLES

A. Actifs et passifs financiers - définitions

Les actifs et passifs financiers des activités de financement comprennent essentiellement des prêts et créances, des titres de placement et des dettes.

B. Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

(1) Actifs financiers classés en « Juste valeur par résultat »

Les titres de placement sont comptabilisés en juste valeur par résultat s'ils font l'objet d'une couverture de taux. Les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en résultat de la période et corrigées par les variations de juste valeur des **swaps** couvrant économiquement ces titres.

(2) Actifs financiers classés en « Prêts et Créances »

Ils correspondent aux encours de crédit nets accordés par Banque PSA Finance à sa clientèle. Ils comprennent hors effet de l'application de la comptabilité de couverture :

- le capital restant dû ;
- les intérêts courus non échus ;
- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits, restant à étaler, qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques, restant à étaler, qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les frais de dossiers restant à étaler qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer l'encours financé.

Les intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel retiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

De manière générale, les encours de crédit font l'objet de couverture du risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture entraîne la réévaluation à la juste valeur de la partie couverte des encours. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat, où elle est compensée par la variation symétrique de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité (cf. Note 12.7.B).

Les encours de crédit font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'un indicateur révélateur de risque, c'est à dire dès le premier impayé. La perte de valeur est évaluée par comparaison de la valeur nette comptable de la créance avec les flux de recouvrement estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du crédit.

Pour les encours de crédits à la clientèle finale :

- une perte de valeur est constatée sur les encours sains dès le premier jour d'impayé. Elle est appréciée en fonction de la probabilité de passage de l'encours restant dû en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées,
- la perte de valeur sur les encours douteux est évaluée en fonction d'un taux de pertes moyennes actualisées au taux d'intérêt effectif du crédit, sur la base duquel est calculée la dépréciation minorant les créances douteuses.

Pour les autres encours de crédits (essentiellement aux réseaux de distribution), dès l'apparition du premier impayé ou au plus tard lors de leur déclassement en créances douteuses du fait de leur âge (plus de 91 jours sauf statut immunisant représentatif de l'absence de risque de contrepartie, dans la limite de 451 jours), les pertes de valeur sont calculées au cas par cas. En cas de risque aggravé, un déclassement peut être fait avant le délai de 91 jours.

C. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Se reporter à la Note 12.8.D.

13.2. ACTIFS FINANCIERS COURANTS

A. Prêts et créances des activités de financement

(1) Analyse des créances

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Total encours net "Retail et Corporate & assimilés"	270	286
Total encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	61	60
Total	331	346

Les créances sur la clientèle finale (Retail et Corporate & assimilés) représentent les crédits accordés aux clients des marques Peugeot et Citroën, par les sociétés de Financement, pour l'acquisition de véhicules automobiles.

Les crédits aux réseaux de distribution (Corporate réseaux) comprennent les créances des sociétés des marques Peugeot, Citroën et DS sur leurs réseaux de concessionnaires et certains importateurs européens, cédées aux sociétés de Financement du Groupe, et les crédits accordés par ces dernières aux réseaux, pour financer leur besoin en fonds de roulement.

(2) Échéanciers des prêts et créances des activités poursuivies

31/12/2017 (en millions d'euros)	Encours net "Retail et Corporate & assimilés"	Encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	Total
Non réparti	9	(25)	(16)
Moins d'un an	181	62	243
2 à 5 ans	117	-	117
+ 5 ans	-	-	-
Total créances brutes	307	37	344
Dépôts de garantie	(1)	-	(1)
Dépréciations	(7)	(5)	(12)
Total créances nettes	299	32	331

(3) Provisions pour dépréciation des créances

	31/12/2017		31/12/2016	
	Retail et Corporate & assimilés	Financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	Retail et Corporate & assimilés	Financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"
<i>(en millions d'euros)</i>				
Créances saines sans impayés	288	64	290	63
Créances saines avec impayés et créances douteuses	17	2	23	8
Total encours brut	305	66	313	71
Éléments intégrés au coût amorti et dépôts de garantie	(28)	-	(20)	-
Dépréciations de créances	(7)	(5)	(7)	(11)
Total encours net	270	61	286	60

B. Titres de placement des activités de financement

Les placements sont constitués principalement de certificats de dépôts à court terme détenus par les fonds de titrisation.

C. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se montent à 320 millions d'euros au 31 décembre 2017 (530 millions au 31 décembre 2016). Ils comprennent des créances à terme, des dépôts sur les comptes de banques centrales, des Obligations Assimilables du Trésor, et des OPCVM.

13.3. DETTES DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Autres dettes constituées par un titre et autres emprunts obligataires	257	301
Dettes envers les établissements de crédit	150	125
	407	426
Dettes envers la clientèle	8	4
	415	430
<i>Dettes envers les activités industrielles et commerciales</i>	(8)	(9)
Total	407	421

A. Échéancier

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
• Moins d'un an	150	165
• 2 à 5 ans	257	261
• + 5 ans	-	-
Total	407	426

B. Devises de remboursement

Les emprunts obligataires sont en euros. Les autres dettes s'analysent comme suit par devise de remboursement :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
EUR	2	21
USD	209	237
ARS	142	108
Autres devises	54	60
Total	407	426

C. Lignes de crédit

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Lignes de crédits confirmées non tirées	301	365

Au 31 décembre 2017, les lignes de crédit d'un montant total de 301 millions d'euros étaient les suivantes :

- 280 millions d'euros non tirés sur des lignes de crédit bilatérales revolving,
- 21 millions d'euros non tirés sur les autres lignes de crédit bancaire.

13.4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

A. Politique de gestion des risques financiers

L'essentiel des activités de financement des réseaux et de la clientèle des marques du Groupe PSA est désormais assuré par les entités conjointes avec Santander et BNP Paribas qui en assurent le financement et leur applique leurs politiques de gestion des risques.

La gestion des risques décrite ci-dessous se rapporte à l'activité propre de Banque PSA Finance.

(1) Risque de liquidité

La stratégie de financement de Banque PSA Finance est définie sous l'impulsion des organes de gouvernance de Banque PSA Finance.

Banque PSA Finance s'appuie sur une structure de capital et un ratio de fonds propres conforme aux exigences réglementaires, confortés par la qualité des actifs de la banque.

Son financement est assuré avec la plus large diversification des sources de liquidité possible, une adéquation entre les échéances des ressources de financement et celles de ses encours de crédit. La mise en œuvre de cette politique est suivie par le Comité ALM et le Comité Management des Risques de Banque PSA Finance avec notamment le suivi et la prévision des ratios de liquidité réglementaires et le suivi de plans de financement construit par zone géographique cohérente.

Depuis la mise en place des partenariats locaux avec Santander, les financements de ces entités ne sont plus sous la responsabilité de Banque PSA Finance.

Stratégie de financement mise en œuvre en 2017

Au 31 décembre 2017, seul la source de financement obligataire subsiste au bilan de Banque PSA Finance.

Par ailleurs la banque dispose également de réserves de liquidité de 572 millions d'euros.

Renouvellement des lignes de financement bancaire

Le détail des lignes de financement bancaire est présenté en Note 13.3.C.

Covenants

Les contrats de lignes de crédit revolving bilatérales (pour un encours total de 301 millions d'euros) signés par Banque PSA Finance au 1er semestre 2016, comportent des clauses d'exigibilité anticipée classiques pour ce type de contrat.

Au-delà de ces covenants correspondants aux pratiques de marché, lesdits contrats maintiennent la conservation du statut de banque, et le respect d'un ratio de fonds propre "Common Equity Tier One" de 11 % minimum.

(2) Risque de taux

La politique de Banque PSA Finance vise à mesurer, encadrer par des limites dans le cadre de stress scenario et réduire si nécessaire l'effet de variation des taux d'intérêts par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer l'adéquation de la structure de taux à l'actif et au passif.

La mise en œuvre de cette politique est suivie par le Comité ALM et le Comité Management des Risques de Banque PSA Finance.

(3) Risque de contrepartie et risque de crédit

Le risque de crédit de Banque PSA Finance correspond au risque de perte sur une créance liée à un défaut de paiement d'un débiteur ou à un manquement de ce débiteur à ses autres obligations contractuelles. Banque PSA Finance est exposée au risque de crédit sur ses créances vis à vis des réseaux de distribution des marques Peugeot, Citroën et DS, d'entreprises et de clients individuels. En cas de défaut, Banque PSA Finance a en général la possibilité de récupérer le véhicule financé pour le revendre comme véhicule d'occasion. La possibilité que la valeur de revente

du véhicule d'occasion ne couvre pas le montant de la créance est prise en compte dans la détermination des pertes de valeurs comptabilisées (cf. Note 13.1.B).

Pour l'activité de financement des flottes et réseaux de distribution, les décisions de financements sont prises après examen approfondi du risque selon des règles de délégation précises soit, par des Comités de crédit locaux soit par le Comité de crédit groupe. Le niveau des lignes de crédit dépend du bien financé, de la cotation du risque client, et enfin de l'appréciation générale du niveau de risque portée par le Comité de crédit appelé à statuer. Pour ses sociétés opérées en commun avec un partenaire, Banque PSA Finance s'assure par des mécanismes contractuels une bonne intégration dans le processus de décision et de suivi du risque.

Pour l'activité clientèle finale, la sélection de la clientèle s'opère à partir d'un outil décisionnel local paramétré selon les caractéristiques propres à chacun des pays afin d'en optimiser l'efficacité. Pour les filiales en partenariat, la sélection de la clientèle revient au partenaire qui utilise les outils décisionnels qu'il a développés. Dans les deux cas, les équipes de la structure centrale de Banque PSA Finance assurent un suivi précis et constant du niveau de risque de la demande et de l'octroi ainsi que des caractéristiques des dossiers en impayés.

Les arriérés de paiement non dépréciés ne concernent que les encours de créances Corporate.

Les encours Corporate, lorsqu'ils présentent des impayés supérieurs à 90 jours, voire 270 jours pour les collectivités territoriales, ne sont pas déclassés en créances douteuses lorsque les impayés résultent d'incidents ou de litiges non liés à des problèmes de solvabilité des débiteurs.

En matière de concentration des risques, Banque PSA Finance veille en permanence à maintenir dans des limites appropriées ses expositions les plus importantes au risque de crédit et se situe en deçà des seuils réglementaires.

Les risques des contreparties financières se limitent aux opérations de placement des fonds de la réserve de liquidité, aux autres excédents de trésorerie résiduelle, ainsi qu'à l'ensemble des dérivés (swaps et options) conclus dans le cadre des politiques de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

Les placements sont réalisés soit sous forme de Titres de Créances Négociables émis par des banques de premier plan, soit dans des dépôts auprès de banques de premier plan, soit dans des OPCVM monétaires.

(4) Risque de change

La politique suivie n'autorise pas de position de change opérationnelle. Entité par entité, les passifs sont adossés sur les actifs dans les mêmes devises en utilisant le cas échéant, des instruments financiers appropriés. Les couvertures sont réalisées à l'aide d'instruments fermes de change (*cross currency swap, swap de devises, change à terme*).

Le Groupe n'a pas de couverture d'investissement net à l'étranger.

Compte tenu de la politique de couverture de la position de change opérationnelle, le résultat et les capitaux propres du Groupe ne seraient pas impactés de manière significative par une variation de devises sur les activités de financement.

B. Instruments de couverture des activités de financement

Les différents types de couverture et leur comptabilisation sont décrits dans la Note 12.7.B.

▪ Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments de couverture

Impact des couvertures de juste valeur

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Réévaluation en résultat des encours clientèle	-	1
Réévaluation en résultat des couvertures d'encours clientèle	-	(2)
Impact net sur résultat	-	(1)
Réévaluation en résultat des passifs financiers	6	10
Réévaluation en résultat des couvertures de passifs financiers	(12)	(10)
Impact net sur résultat	(6)	-

Les couvertures n'ont pas d'effet en capitaux propres (autres éléments du résultat global).

13.5. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. Instruments financiers inscrits au bilan

(en millions d'euros)	31/12/2017		Ventilation par classe d'instruments				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	23	23	23	-	-	-	-
Autres actifs non courants	103	103	101	2	-	-	-
Prêts et créances des activités de financement	331	331	-	-	331	-	-
Titres de placement des activités de financement	114	114	114	-	-	-	-
Autres débiteurs	85	85	-	-	83	-	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320	320	320	-	-	-	-
Actifs	976	976	558	2	414	-	2
Dettes des activités de financement	415	415	-	-	-	415	-
Autres créanciers	81	81	-	-	80	-	1
Passifs	496	496	-	-	80	415	1

B. Information sur les actifs et passifs financiers comptabilisés en juste valeur

Les justes valeurs des titres de placements des activités de financement sont de niveau 2.

C. Information sur les actifs et passifs financiers non comptabilisés en juste valeur

(en millions d'euros)	31/12/2017		Niveau de juste valeur		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs					
Prêts et créances des activités de financement	331	331	-	-	331
Passifs					
Dettes des activités de financement	406	406	256	-	150

D. Effet en résultat des instruments financiers

(en millions d'euros)	2017	Ventilation par classe d'instruments				
		Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti
Activités de financement						
Total produit d'intérêts	72	-	-	72	-	-
Total charge d'intérêts	(47)	-	-	-	(47)	-
Réévaluation ⁽¹⁾	3	9	-	6	-	(12)
Dépréciation nette	(5)	-	-	(5)	-	-
Total activités de financement	23	9	-	73	(47)	(12)

⁽¹⁾ Pour les instruments classés en juste valeur par résultat, la réévaluation inclut les intérêts et dividendes reçus.

Pour les activités de financement, l'ensemble des résultats dégagés par les actifs et passifs financiers définis par IAS 39 est comptabilisé en résultat opérationnel courant.

13.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement en faveur de la clientèle	12	10

NOTE 14 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Conformément à la norme **IAS 12 « Impôts sur le résultat »**, des impôts différés sont évalués sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés; les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que s'ils ont une chance raisonnable de se réaliser.

Pour ce qui est des participations dans les filiales ou les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporelle entre la valeur comptable des titres et leur valeur fiscale sauf :

- si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera ;
- et qu'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

En application de ce principe :

- pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt est reconnu seulement à hauteur des impôts de distribution sur les dividendes que le Groupe a prévu de faire verser par ses filiales l'année suivante;
- pour les sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt de distribution est reconnu sur toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres ;
- les gains d'impôts courants générés par des provisions ou cessions internes ne sont pas annulés par des passifs d'impôts différés, sauf si la différence est temporaire, notamment dans le cas où la cession de la filiale concernée est envisagée.

14.1. CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

(en millions d'euros)	2017	2016
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	(565)	(596)
Impôts différés		
Impôts différés de l'exercice	(136)	79
Total	(701)	(517)

A. Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

En France, la société Peugeot S.A. a maintenu son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code général des impôts pour elle-même et les filiales françaises contrôlées au moins à 95 %.

Par ailleurs, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale.

Lorsque les retenues à la source sur redevances sont utilisées par les bénéficiaires pour payer l'impôt, un produit est constaté à due concurrence en impôts courants.

B. Taux d'imposition en France

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 34,43 %, compte tenu de la contribution additionnelle.

La loi de finances rectificative du 29 décembre 2013 portant ce taux d'imposition à 38 % était applicable jusqu'au 31 décembre 2015. La limitation de l'utilisation des déficits reportables sur bénéfices taxables de l'exercice est maintenue à 50 % en 2017.

La loi de finances 2017 a porté le taux d'impôt en France à 28,92 % à compter de l'exercice 2020, y compris la contribution additionnelle. A compter de l'exercice 2022, ce taux sera ramené à 25,83 %.

Les impôts différés passifs et actifs sont réévalués pour tenir compte des nouveaux taux.

C. Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée ci-dessus. Les impôts différés ont fait l'objet d'un test de perte de valeur sur la base des prévisions fiscales sur 4 ans cohérentes avec les tests de pertes de valeur sur l'UGT de la division Automobile.

Les actifs sur déficits de l'intégration fiscale en France qui pourront être imputés sur les impôts différés passifs nets (dans la limite de 50 %) sont reconnus au bilan.

14.2. RÉCONCILIATION ENTRE L'IMPÔT AU TAUX LÉGAL EN FRANCE ET L'IMPÔT DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Cette réconciliation porte sur l'ensemble des résultats des sociétés intégrées quel que soit leur classement au compte de résultat.

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Résultat avant impôts des activités poursuivies	2 849	2 343
Charges avant impôts liées au fonctionnement des activités destinées à être reprises en partenariat	-	(16)
Résultat avant impôts des activités destinées à être reprises en partenariat	-	248
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	2 849	2 575
<i>Taux d'impôt légal en France pour l'exercice</i>	34,4%	34,4%
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(981)	(887)
Effet impôt des éléments suivants :		
• Différences permanentes et déficits reportables de la période non activés ⁽¹⁾	(102)	114
• Résultat taxable à taux réduit	80	70
• Crédits d'impôts	27	27
• Différences de taux à l'étranger et autres	133	83
Impôts sur les résultats avant perte de valeur sur l'intégration fiscale France	(843)	(593)
• Actifs sur déficits de l'intégration fiscale France de Peugeot S.A. générés sur l'exercice non reconnus ou dépréciés	134	76
• Autres pertes de valeur	8	(37)
Impôts sur l'ensemble des résultats	(701)	(554)
• dont charge d'impôt des activités poursuivies	(701)	(517)
• dont charge d'impôt des charges liées au fonctionnement des activités destinées à être reprises en partenariat	-	6
• dont charge d'impôt des activités destinées à être reprises en partenariat	-	(43)

⁽¹⁾ dont -219 millions d'euros sur 2017 au titre des déficits reportables d'Opel Vauxhall.

Les crédits d'impôts comprennent des crédits d'impôt recherche n'ayant pas le caractère de subvention.

14.3. ÉVOLUTION DES POSTES D'IMPÔT AU BILAN

A. Détail par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Impôts courants		
Actif	353	164
Passif	(234)	(172)
	119	(8)
Impôts différés		
<i>Actifs avant compensation du déficit de l'intégration fiscale France</i>	1 421	1 170
<i>Compensation du déficit de l'intégration fiscale France</i>	(617)	(577)
Actifs nets	804	593
Passif	(897)	(895)
	(93)	(302)

B. Evolutions

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôts courants		
A l'ouverture de l'exercice	(8)	(45)
Charge	(565)	(596)
Règlement	687	599
Conversion et autres	5	34
Total à la clôture	119	(8)
Impôts différés		
A l'ouverture de l'exercice	(302)	(388)
Charge	(136)	79
Capitaux propres	21	(20)
Conversion et autres	324	27
Total à la clôture	(93)	(302)

14.4. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Crédits d'impôts	13	-
Valeur brute ⁽¹⁾	5 007	5 190
Impôts différés actifs sur déficits		
Dépréciations d'actifs reconnus à l'origine	(2 649)	(1 719)
Actifs sur déficits non reconnus à l'origine ⁽²⁾	(1 741)	(2 894)
Actifs sur déficits du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽³⁾	(534)	(453)
Autres actifs sur déficits compensés	(31)	(9)
Total impôts différés actifs sur déficits	52	115
Autres impôts différés actifs	739	478
Impôts différés actifs	804	593
Impôts différés passifs avant compensation du groupe d'intégration fiscale France ⁽⁴⁾	(1 431)	(1 348)
Passifs d'impôts différés du groupe d'intégration fiscale France compensés ⁽³⁾	534	453
Impôts différés passifs	(897)	(895)

⁽¹⁾ La valeur brute des impôts différés actifs sur déficits correspond à l'intégralité des impôts différés sur déficits reportables qu'ils soient reconnus ou non dans le bilan au 31 décembre 2017.

⁽²⁾ Les actifs sur déficits non reconnus dépréciés concernent notamment Faurecia à hauteur de 671 millions d'euros (722 millions d'euros au 31 décembre 2016), et l'intégration fiscale France à hauteur de 781 millions d'euros (1 883 millions d'euros au 31 décembre 2016).

⁽³⁾ La compensation consiste à présenter au bilan une position nette d'impôt différé au sein du groupe d'intégration fiscale France, les impôts différés actifs étant couverts par les impôts différés passifs, en tenant compte de la limitation légale d'imputation des déficits fiscaux reportables (cf. Note 14.1).

⁽⁴⁾ La capitalisation des frais de recherche et de développement et la divergence de durée ou de mode d'amortissement des immobilisations constituent les principales natures de différences temporelles à l'origine des impôts différés passifs.

Les déficits reportables de l'intégration fiscale France s'établissent à 11 788 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le test IAS12 a conduit à déprécier l'impôt différé actif sur déficit d'Opel et ses filiales à hauteur de 1 031 million d'euros et l'impôt différé actif sur différences temporaires pour 1 062 million d'euros ainsi que des crédits d'impôts pour un montant de 48 million d'euros.

NOTE 15 - CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

15.1. CAPITAUX PROPRES

A. Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres concerne les capitaux propres tels que définis par les normes IFRS. Elle vise à sécuriser les ressources permanentes du Groupe et à optimiser le coût du capital. Elle consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel ou futur ainsi que de la distribution de dividendes.

Les capitaux propres se décomposent en part des minoritaires et part du groupe.

Les capitaux propres part du Groupe comprennent le capital social de Peugeot SA, diminué des actions propres détenues, ainsi que les réserves et résultats accumulés par les différents secteurs d'activité du Groupe.

La part des minoritaires est principalement constituée de la part des actionnaires hors-groupe de Faurecia. Elle varie essentiellement en fonction des évolutions du capital et des réserves du groupe Faurecia (résultat net et réserves de conversion, notamment) et de manière exceptionnelle en cas d'achats, de cessions ou de toute autre opération volontaire en capital de Peugeot S.A. sur Faurecia.

Les dettes ne sont soumises au respect d'aucun ratio financier sur les capitaux propres. Le tirage des lignes de crédit confirmées de Peugeot S.A. et du GIE PSA Trésorerie est soumis au respect d'un ratio financier basé sur les capitaux propres (cf. Note 12.4).

Par ailleurs, Banque PSA Finance se conforme aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en sa qualité d'établissement de crédit, notamment en matière de ratios prudentiels.

Peugeot S.A. détient un certain nombre de ses propres titres avec la faculté :

- de remettre des actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, d'attribuer des actions à des salariés, dirigeants ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés lors de l'exercice d'options d'achat d'actions ou d'attributions d'actions gratuites,
- de réduire le capital de la société.

B. Composition du capital

Augmentations de capital

▪ Augmentation de capital consécutive à l'exercice des Bons de Souscription d'Actions

Dans le cadre des augmentations de capital du 1er semestre 2014, des BSA avaient été remis aux anciens actionnaires, exerçables à partir de la deuxième année. Sur l'exercice 2017, 128 295 194 bons ont été exercés sur un total de 342 060 365 bons émis. Cet exercice a donné lieu à la remise de 44 903 318 actions nouvelles et à une entrée de trésorerie de 288 millions d'euros. Les BSA étaient exerçables jusqu'au 29 avril 2017.

▪ Plan d'actionnariat réservé aux salariés

Au dernier trimestre 2017, le Groupe a initialisé une augmentation de capital réservée aux salariés. Plus de 11 000 collaborateurs ont participé à l'offre « Accelerate ». Elle s'est traduite par la remise de 1 508 515 actions propres.

▪ Attributions gratuites d'actions chez Peugeot S.A.

Les plans d'attributions gratuites d'actions sous conditions de performance mis en place en 2015, 2016 et 2017 sont décrits en Note 7.2.B.

Composition du capital

(en euros)	2017	2016
Capital en début d'exercice	859 924 895	808 597 336
BSA convertis en actions	44 903 318	51 327 559
Capital en fin d'exercice	904 828 213	859 924 895

Emission de Bons de Souscription d'Actions

Dans le cadre du rachat de la majorité des activités automobiles Opel Vauxhall, 39 727 324 Bons de Souscription d'Actions (BSA) ont été émis au bénéfice d'Adam Opel GmbH, filiale du Groupe General Motors, pour montant total en juste valeur de 541 millions d'euros.

Les BSA donnent droit à la souscription d'un maximum de 39 727 324 actions de la société Peugeot S.A. d'une valeur nominale de 1 euro chacune, à raison d'1 action pour 1 BSA.

Le prix d'exercice de chaque BSA sera de 1 euro, et ceux-ci ne seront exerçables qu'entre la 5ème et la 9ème année suivant la date de leur émission. L'émission de ces BSA est donc sans effet immédiat sur les capitaux propres du Groupe.

Le montant maximal de l'augmentation des capitaux propres susceptible de résulter de cette émission s'élève à 39 727 324 d'euros pour 39 727 324 actions nouvelles. Par ailleurs, General Motors et ses sociétés affiliées ne disposent d'aucun droit de gouvernance ou de vote au titre de ces bons, et sont obligées de vendre les actions PSA reçues dans un délai de 35 jours à compter de l'exercice des BSA.

Situation au 31 décembre 2017

Le capital au 31 décembre 2017 est fixé à 904 828 213 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. A la suite des augmentations de capital du premier semestre 2017, Lions Participation (BPI France) est entré dans le capital le 19 juin 2017, Dongfeng Motor Group et le groupe familial Peugeot (FFP et Etablissements Peugeot Frères) détiennent chacun 110 622 220 actions, soit une participation pour chacun de 12,23 % (12,86 % au 31 décembre 2016) correspondant à un droit de vote effectif de 19,94 % pour Dongfeng Motor Group, de 17,63 % pour le groupe familial Peugeot, de 9,97 % pour Lions Participation, et un droit de vote théorique de 19,74 % pour Dongfeng Motor Group, de 17,45 % pour le groupe familial Peugeot, de 9,87 % pour Lions Participation.

Le cours de bourse au 31 décembre 2017 est de 16,96 euros.

C. Actions propres

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. peuvent être rachetées par le Groupe.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

(1) Nombre d'actions détenues

	Notes	2017	2016
		Réalisations	Réalisations
<i>(en nombre d'actions)</i>			
Détentions à l'ouverture		9 113 263	9 113 263
Achats d'actions propres		5 729 987	-
Actions remises au titre du plan d'attribution d'actions gratuites 2015		(2 019 000)	-
Actions remises à l'occasion du plan d'actionnariat réservé aux salariés		(1 508 515)	-
Détentions à la clôture		11 315 735	9 113 263
Affectation			
• Couverture des plans d'attribution et d'options futurs		6 033 735	4 448 263
• Couverture du plan d'attribution d'actions gratuites 2015	7.2.B	389 000	2 465 000
• Couverture du plan d'attribution d'actions gratuites 2016	7.2.B	2 200 000	2 200 000
• Couverture du plan d'attribution d'actions gratuites 2017	7.2.B	2 693 000	-
		11 315 735	9 113 263

Aucune annulation d'actions n'a été opérée sur 2016 et 2017, et aucun achat sur 2016.

(2) Évolution en valeur d'acquisition

	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>		
À l'ouverture de l'exercice	(238)	(238)
Acquisitions de l'exercice	(116)	-
Actions remises au titre du plan d'attribution d'actions gratuites 2015	53	-
Actions remises à l'occasion du plan d'actionnariat réservé aux salariés	31	-
À la clôture de l'exercice	(270)	(238)
Valeur moyenne par action en euros	19,58	

La valeur d'acquisition des actions propres est déduite des capitaux propres.

Le cours de bourse au 31 décembre 2017 est de 16,96 euros.

D. Réserves et résultats nets consolidés – part du groupe

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants:

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Réserve légale de Peugeot S.A.	86	80
Autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A.	13 631	13 650
Autres réserves et résultats consolidés	197	(1 695)
Total	13 914	12 035

Les autres réserves et résultats sociaux de Peugeot S.A. comprennent :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Réserves distribuables :		
libres d'impôt sur les sociétés	12 562	12 582
après déduction d'un complément d'impôt ⁽¹⁾	1 069	1 068
Total	13 631	13 650
Impôt dû sur distribution	149	198

⁽¹⁾ Il s'agit de la part de la réserve des plus-values à long terme qui reste soumise à l'imposition complémentaire.

E. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent essentiellement aux intérêts des autres actionnaires de Faurecia.

15.2. RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action part du groupe et le résultat net dilué par action part du groupe figurent en bas de page des comptes de résultats consolidés. Ils se déterminent de la manière suivante :

A. Résultat net par action – part du groupe

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé compte tenu des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	2017	2016
Résultat net consolidé des activités poursuivies - part du groupe <i>(en millions d'euros)</i>	1 936	1 525
Résultat net consolidé - part du groupe <i>(en millions d'euros)</i>	1 929	1 730
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	886 113 459	802 566 768
<i>Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)</i>	<i>2,18</i>	<i>1,90</i>
<i>Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)</i>	<i>2,18</i>	<i>2,16</i>

B. Résultat net dilué par action – part du groupe

Le résultat net par action après effet dilutif, est calculé suivant la méthode du "rachat d'actions". Il est calculé en prenant en compte la levée des options d'achat d'actions et les actions gratuites accordées aux salariés, ainsi que l'exercice des Bons de Souscription d'Actions.

Les attributions gratuites d'actions (cf. Note 7.2.B) et les Bons de Souscription d'Actions (cf. Note 15.1.B) ont un effet de dilution potentielle au 31 décembre 2017.

Les effets du calcul sont les suivants :

(1) Effet sur le nombre moyen d'actions

	Notes	2017	2016
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation		886 113 459	802 566 768
Effet dilutif suivant la méthode du "rachat d'actions" des :			
• Bons de souscription d'actions (<i>augmentations de capital de 2014</i>)	15.1.B	10 763 952	91 404 878
• Bons de souscription d'actions remis à General Motor Group	15.1.B	39 727 324	-
• Plans d'attribution d'actions gratuites	7.2.B	4 350 427	4 115 300
Nombre moyen d'actions après dilution		940 955 162	898 086 946

(2) Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé des activités poursuivies - part du groupe

(en millions d'euros)	2017	2016
Résultat net consolidé des activités poursuivies - part du groupe	1 936	1 525
Effet de la dilution chez Faurecia (plans d'options d'achats d'actions, plans d'attribution d'actions gratuites)	-	-
Résultat net consolidé des activités poursuivies (après effet de la dilution de Faurecia)	1 936	1 525
<i>Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - dilué par action (en euros)</i>	<i>2,06</i>	<i>1,70</i>

(3) Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé - part du groupe

(en millions d'euros)	2017	2016
Résultat net consolidé - part du groupe	1 929	1 730
Effet de la dilution chez Faurecia (plans d'options d'achats d'actions, plans d'attribution d'actions gratuites)	-	-
Résultat net consolidé (après effet de la dilution de Faurecia)	1 929	1 730
<i>Résultat net - part du groupe - dilué par action (en euros)</i>	<i>2,05</i>	<i>1,93</i>

Les plans d'attribution d'actions gratuites émis par Faurecia ont un effet potentiel sur le nombre total d'actions Faurecia en circulation sans impacter le nombre d'actions détenues par le Groupe PSA. Ainsi, la part du Groupe PSA dans le résultat net serait potentiellement diluée.

Compte tenu des caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions de Faurecia, ces derniers n'ont pas d'impact dilutif significatif en 2016 et 2017.

NOTE 16 - NOTES ANNEXES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORÉRIE CONSOLIDÉS

Les opérations réalisées sont présentées en fonction de leur nature entre les flux liés à l'exploitation, les flux liés aux investissements et les flux liés aux opérations financières.

Les principaux classements ayant fait l'objet d'un choix de présentation de la part du Groupe sont les suivants :

- Les flux liés aux intérêts financiers maintenus en flux liés à l'exploitation.
- Les paiements reçus dans le cadre de subventions sont affectés par destination en flux d'investissements ou d'exploitation en fonction de la nature de la subvention.
- Les composantes options de conversion ou de remboursement des obligations convertibles ou remboursables en actions sont présentées sur la ligne augmentation de capital en flux liés aux opérations de financement.
- Les contributions volontaires versées à des fonds de pensions sont enregistrées en flux liés à l'exploitation.
- Les paiements effectués au titre de la partie différée d'un achat d'immobilisation sont présentés en flux liés aux investissements de la période (« Variation des fournisseurs d'immobilisations »).
- Les paiements d'impôts sont classés en flux liés à l'exploitation.
- Les rachats d'emprunts sont classés en flux de financement.

16.1. TRÉSORERIE NETTE PRÉSENTÉE AUX TABLEAUX DE FLUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Trésorerie	12.5.C	11 582	11 576
Paievements émis	12.6.C	(93)	(112)
Autres		2	-
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales		11 491	11 464
Trésorerie nette des activités de financement	13.2.C	320	530
<i>Élimination des opérations réciproques</i>		(8)	(8)
Total		11 803	11 986

16.2. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR AUX TABLEAUX DE FLUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	2017	2016
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5.2	(2 636)	(2 576)
Pertes de valeur sur :			
• frais de développement activés	8.1.B	(80)	(47)
• immobilisations incorporelles	8.1.B	-	2
• immobilisations corporelles	8.2.B	43	120
Autres		(7)	4
Total		(2 680)	(2 497)

16.3. AUGMENTATION DE CAPITAL ET ACQUISITIONS DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES ET DE TITRES DE PARTICIPATION

Les augmentations de capital et acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation réalisées au cours de l'exercice pour un montant de 1 095 millions d'euros couvrent principalement les opérations suivantes :

- L'acquisition d'Opel Automobile GmbH pour un effet net en trésorerie de 26 millions d'euros (cf. Note 2.1),
- L'acquisition de 50 % d'Opel Bank SA par Banque PSA Finance, société de financement en partenariat avec BNP Paribas pour 489 millions d'euros (cf. Note 2.2),
- L'acquisition de Coagent par Faurecia pour 192 millions d'euros,
- L'augmentation du capital de Saipa Citroën Automobiles Company par Automobiles Citroën et PSA Automobiles pour 148 millions d'euros.

16.4. INTERÊTS ENCAISSÉS ET DECAISSÉS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Les intérêts encaissés et décaissés des activités industrielles et commerciales sont inclus dans la Marge Brute d'Autofinancement et se décomposent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2017	2016
Intérêts reçus	32	86
Intérêts versés	(287)	(377)
Encaissements (décaissements) nets d'intérêts	(255)	(291)

16.5. DETAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS REPRIS EN PARTENARIAT

(en millions d'euros)	2017	2016
Autres charges liées au financement non transféré des activités destinées à être reprises en partenariat	-	(11)
Variation des passifs liés au financement des activités destinées à être reprises en partenariat	-	(2 299)
Flux liés aux dettes non transférées des activités de financement reprises en partenariat	-	(2 310)
Résultat net des activités destinées à être reprises en partenariat	(7)	204
Variation des actifs et passifs des activités destinées à être reprises en partenariat	-	759
Dividendes nets versés par les activités destinées à être reprises en partenariat	-	(120)
Flux liés aux actifs et passifs transférés des activités destinées à être reprises en partenariat	(7)	843

16.6. FREE CASH FLOW DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

Le Free Cash Flow opérationnel comprend les flux de trésorerie générés par l'exploitation nets des investissements hors éléments exceptionnels. Il est déterminé de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2017	2016
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	5 213	4 937
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(4 713)	(2 673)
Dividendes reçus de Banque PSA Finance	-	434
Free Cash Flow	500	2 698
A déduire, flux opérationnels exceptionnels	(1 054)	164
Free Cash Flow opérationnel des activités industrielles et commerciales	1 554	2 534

Les flux de trésorerie opérationnels exceptionnels concernent principalement les flux liés aux opérations de rationalisation des structures et aux mouvements de titres.

NOTE 17 - ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

A la clôture de l'exercice, le Groupe est engagé pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Activités industrielles et commerciales			
■ Engagements donnés liés au financement	12.9	884	863
■ Engagements donnés liés aux activités opérationnelles	8.4	3 346	2 413
	(1)	4 230	3 276
Activités de financement			
	13.6	12	10

(1) dont secteur Automobile Opel Vauxhall

475

17.1. PASSIFS ÉVENTUELS

▪ Equipement automobile

Le 25 mars 2014, la Commission Européenne et le Department of Justice des États-Unis d'Amérique et, le 27 novembre 2014, la Commission de la concurrence en Afrique du Sud, ont initié une enquête auprès de certains fournisseurs de systèmes de contrôle des émissions sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles dans ce segment. Faurecia est une des entreprises visées par ces enquêtes. Le 28 avril 2017, la Commission européenne a décidé de clôturer l'enquête initiée le 25 mars 2014. Les autres enquêtes sont en cours.

Le 19 mai 2017, l'autorité de concurrence brésilienne (CADE) a initié une enquête auprès de Faurecia Emissions Control Technologies do Brazil et certains de ses anciens employés, alléguant des pratiques anticoncurrentielles dans le marché des systèmes de contrôle des émissions au Brésil.

Faurecia a conclu des accords avec les plaignants des trois actions de groupe en cours qui avaient été introduites devant le tribunal de première instance du District Est de l'État du Michigan (United States District Court for the Eastern District of Michigan) contre plusieurs fournisseurs de systèmes de contrôle des émissions, dont certaines sociétés du groupe Faurecia, pour des allégations de pratiques anticoncurrentielles concernant les systèmes d'échappement. Ces accords, pour des montants non matériels, de l'ordre des frais de défense de la procédure, mettent un terme à ces actions de groupe.

Deux actions de groupe pour des allégations similaires ont par ailleurs été introduites au Canada mais sont à un stade très préliminaire.

Les sanctions envisageables en cas de pratiques anticoncurrentielles avérées incluent des amendes ou des sanctions civiles ou pénales. Faurecia n'est pas à ce stade en mesure de prédire les conséquences de ces enquêtes et actions de groupe et notamment le niveau des amendes ou les sanctions qui pourraient lui être signifiées : en conséquence, il n'a été constitué aucune provision à ce sujet au 31 décembre 2017.

▪ Activités automobiles

L'accord douanier relatif à l'industrie automobile entre le Brésil et l'Argentine prévoit le paiement de pénalités par le secteur automobile argentin au cas où le ratio moyen des importations sur exportations avec le Brésil serait supérieur à un certain seuil sur la période 2015–2020. Des pénalités pourraient être dues par le groupe si l'ensemble du secteur automobile et le groupe n'atteignaient pas le ratio exigé. Aucune provision n'est constatée du fait des incertitudes sur l'évolution du marché automobile en Argentine et au Brésil d'ici 2020 et des actions que le groupe pourrait mettre en œuvre.

17.2. ENGAGEMENTS LIÉS AU GROUPE GEFCO

La cession du groupe Gefco par le Groupe PSA à JSC Russian Railways (RZD) le 20 décembre 2012 est assortie de clauses de garantie de passifs en faveur de l'acquéreur. Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas identifié de risques significatifs liés à ces garanties données.

Dans le cadre des accords de prestations de logistique et de transport conclus entre le Groupe PSA et le groupe GEFCO, le Groupe a donné des garanties de bonne exécution des contrats logistiques et une clause d'exclusivité pour cinq ans. Un avenant conclu en novembre 2016 est venu compléter ces accords de prestations de logistique et de transport. Cet avenant applicable au 1er janvier 2017 prolonge la durée de la clause d'exclusivité jusqu'à fin 2021 et confirme les garanties de bonne exécution des contrats logistiques données par le Groupe PSA. Au 31 décembre 2017, le Groupe n'a pas identifié de risques significatifs liés à ces garanties données.

NOTE 18 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les entreprises sous influence notable consolidées par mise en équivalence, les membres des organes de Direction et les actionnaires détenant plus de 10 % du capital de Peugeot S.A.

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont détaillées en Note 11.5. En dehors de ces transactions, il n'existe pas d'opération significative avec les autres parties liées.

NOTE 19 - EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'est survenu, depuis le 31 décembre 2017 et jusqu'au 28 février 2018, date d'examen des comptes par le Conseil de Surveillance, aucun événement susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers consolidés.

NOTE 20 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en millions d'euros)	Mazars		EY		PWC	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
• Émetteur	0,7	0,2	0,7	0,3	-	-
• Filiales intégrées globalement	2,1	2,3	7,6	7,7	4,4	4,5
<i>dont France</i>	1,3	1,4	2,5	2,8	1,1	1,2
<i>dont Étranger</i>	0,8	0,9	5,1	4,9	3,3	3,3
Sous total	2,8	2,5	8,3	8,0	4,4	4,5
Dont Faurecia	-	-	4,1	4,1	4,4	4,5
Hors Faurecia	2,8	2,5	4,2	3,9	-	-
	97%	100%	89%	94%	83%	82%
Services autres que la certification des comptes						
• Émetteur	-	-	-	-	-	-
• Filiales intégrées globalement	0,1	-	1,0	0,5	0,9	1,0
<i>dont France</i>	0,1	-	0,8	0,5	0,9	1,0
<i>dont Étranger</i>	-	-	0,2	-	-	-
Sous total	0,1	-	1,0	0,5	0,9	1,0
Dont Faurecia	-	-	0,5	0,5	0,9	0,8
Hors Faurecia	0,1	-	0,5	-	-	0,2
	3%		11%	6%	17%	18%
TOTAL	2,9	2,5	9,3	8,5	5,3	5,5
Dont Faurecia	-	-	4,6	4,6	5,3	5,3
Hors Faurecia	2,9	2,5	4,7	3,9	-	0,2

Le groupe Faurecia dispose de ses propres auditeurs, qui sont EY et PWC.

NOTE 21 - LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Les sociétés référencées ci-dessous sont consolidées par intégration globale, à l'exception de celles identifiées par un astérisque* consolidées par mise en équivalence et deux astérisques** consolidées en tant qu'opération conjointe pour la quote-part revenant au Groupe.

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
Holding et autres activités			Automobile Peugeot Citroën DS		
Peugeot S.A.	France	100	Société Mécanique Automobile de l'Est	France	100
Financière Pergolèse	France	100	PSA Retail France SAS	France	100
PSA Ventures	France	100	Peugeot Citroën Poissy S.N.C.	France	100
Grande Armée Participations	France	100	Véhicules d'occasion Citroën et DS France	France	100
GIE PSA Trésorerie	France	100	Société Industrielle Automobile de Provence	France	100
SARAL	Luxembourg	100	Aramis SAS	France	70
PSA International S.A.	Suisse	100	Celor	France	70
Groupe PMTC - Peugeot Motocycles	France	49 *	Technoboost	France	60
Groupe GEFCO	France	25 *	PSA Services SRL	Italie	100
Automobile Peugeot Citroën DS			Citroën Italia S.p.A.	Italie	100
PSA Automobiles S.A.	France	100	Peugeot Automobili Italia S.p.A.	Italie	100
Peugeot Algérie	Algérie	100	Peugeot Citroën Retail Italia S.p.A.	Italie	100
Peugeot Citroën Deutschland GmbH	Allemagne	100	Peugeot Citroën Tokyo, Co Ltd	Japon	100
Peugeot Deutschland GmbH	Allemagne	100	Peugeot Citroën Japon Co. Ltd.	Japon	100
PSA Retail GmbH	Allemagne	100	Peugeot Citroën DS Maroc	Maroc	100
Citroën Deutschland GmbH	Allemagne	100	Peugeot Citroën Automobiles Maroc	Maroc	95
Peugeot Citroën Argentine S.A.	Argentine	100	Peugeot Mexico S.A. de C.V.	Mexique	100
Circulo de Inversores S.A.U. de Ahorro parafines de determinados - CISA	Argentine	100	Servicios Automotores Franco-Mexicana S de RL de CV	Mexique	100
PCA Asesores de Seguros S.A.	Argentine	98	PSA Retail Nederland BV	Pays-Bas	100
Citroën Österreich GmbH	Autriche	100	Citroën Nederland B.V.	Pays-Bas	100
Peugeot Austria GmbH	Autriche	100	Peugeot Nederland N.V.	Pays-Bas	100
Peugeot Autohaus GmbH	Autriche	100	PCMA Holding B.V.	Pays-Bas	70
Citroën Bèlux	Belgique	100	Citroën Polska Sp.ZO.O.	Pologne	100
Peugeot Belgique Luxembourg	Belgique	100	Peugeot Polska Sp. Zo. O.	Pologne	100
Peugeot Distribution Service	Belgique	100	Peugeot Portugal Automoveis Distribuição	Portugal	100
PSA ventures serviços de mobilidade urbana Ltda	Brésil	100	Peugeot Portugal Automoveis S.A.	Portugal	100
Peugeot Citroën do Brasil Automoveis Ltda	Brésil	100	Automoveis Citroën S.A.	Portugal	100
PCI do Brasil Ltda	Brésil	100	Peugeot Citroën Automoveis Portugal S.A.	Portugal	99
Peugeot Chile	Chili	100	PCA Logistika cz	République tchèque	100
Automores Franco Chilena SA	Chili	100	Citroën UK Ltd	Royaume-Uni	100
Peugeot Citroën (CHINA) Automotiv Trade Co	Chine	100	Peugeot Motor Company PLC	Royaume-Uni	100
PSA (Shanghai) Management Co. Limited	Chine	100	Rootes Ltd	Royaume-Uni	100
PSA (Wuhan) Management Co. Limited	Chine	100	Peugeot Citroën Automobile UK Ltd	Royaume-Uni	100
Placas de Piezas y Componentes de Recambios, S.A.	Espagne	100	Melvin Motors Ltd	Royaume-Uni	100
Peugeot Citroën Automóviles España, S.A.	Espagne	100	Peugeot Citroën Retail UK Ltd	Royaume-Uni	100
PSAG Automóviles comercial España, S.A.	Espagne	100	Robins and Day Ltd	Royaume-Uni	100
Plataforma Comercial de Retail, S.A.U.	Espagne	97	Warwick Wright Motors Chiswick Ltd	Royaume-Uni	100
Car On Way	France	100	Peugeot Citroën Russie	Russie	100
Citroën Argenteuil	France	100	PCA Slovakia s.r.o.	Slovaquie	100
Citroën Dunkerque	France	100	Psa Services Centre Europe s.r.o.	Slovaquie	100
Conception d'Équipements Peugeot Citroën	France	100	PCR Retail Suisse SA	Suisse	100
DJ 56	France	100	Peugeot Citroën Gestion International SA	Suisse	100
Française de Mécanique	France	100	Citroën Suisse S.A.	Suisse	100
GEIE Sevelind	France	100	Peugeot Suisse S.A.	Suisse	100
Mécanique et environnement SAS	France	100	Peugeot Otomotiv Pazarlama A.S.	Turquie	100
Mister Auto	France	100	Peugeot Citroën Ukraine LLC	Ukraine	100
Peugeot Citroën Pièces de Rechange	France	100	Peugeot Citroën South Africa Ltd	Afrique du Sud	49
Peugeot Média Production	France	100	Changan PSA Automobile Limited	Chine	50
Peugeot Saint-Denis Automobiles	France	100	Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Ltd	Chine	50
Prince Garage des Petits Ponts	France	100	Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles International PTE	Chine	50
PSA ID	France	100	Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Sales Company Ltd	Chine	50
Sabrié	France	100	Wuhan Shenlong Hongtai Automotive Co. Ltd	Chine	10
Société Commerciale Distribution Pièces de Rechange et Services	France	100	Iran Khodro Automobiles Peugeot	Iran	50
Société Européenne de Véhicules Légers du Nord - SEVELNORD	France	100	Saipa Citroën Company	Iran	50
Société de Pièces et Services Automobile de l'Ouest	France	100	Société Tunisienne Automobile Financière Immobilière et Maritime - STAFIM	Tunisie	34
Société Lilloise de Services et de Distribution de Pièces de Rechange	France	100	STAFIM-GROS	Tunisie	34
Société Lyonnaise de Pièces et Services Automobile	France	100	Societa Europea Veicoli Leggeri S.p.a.	Italie	50
Société Nouvelle Armand Escalier	France	100	Toyota Peugeot Citroën Automobiles Czech s.r.o.	République tchèque	50
Pièces et Entretien Automobile Bordelais	France	100	PCMA Automotiv Rus	Russie	70
Automobiles Citroën	France	100	Automobile Opel -Vauxhall		
Automobiles Peugeot	France	100	Opel Automobile GmbH	Allemagne	100
Peugeot Citroën Mécanique de l'Est S.N.C.	France	100	Opel Group Warehousing GmbH	Allemagne	100
Peugeot Citroën Mécanique du Nord-Ouest S.N.C.	France	100	Opel Austria GmbH	Autriche	100
Peugeot-Citroën Mulhouse SNC	France	100	Opel Wien GmbH	Autriche	100
Peugeot-Citroën Rennes SNC	France	100	Opel Automotive Services Belgium N.V.	Belgique	100
Peugeot-Citroën Sochaux SNC	France	100	Opel Belgium N.V.	Belgique	100

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
Automobile Opel -Vauxhall			Equipement automobile		
Opel Danmark A/S	Danemark	100	Faurecia Emiss. Ctrl Tech. Develop. (Shanghai) Cy Ltd	Chine	46
Opel España , SLU	Espagne	100	Faurecia Emissions Ctrl Technologies (Chengdu) Co	Chine	46
Opel Europe Holdings, SLU	Espagne	100	Faurecia Exhaust Systems Changchun Company Ltd	Chine	46
Opel Finland Oy	Finlande	100	Faurecia Exhaust Systems Qingpu Co. Ltd	Chine	46
Opel France S.A.S.	France	100	Faurecia Honghu Exhaust Systems Shangai Company Ltd	Chine	46
Opel Hellas S.A.	Grèce	100	Faurecia NHK (Xiangyang) Automotive seating Co Ltd	Chine	46
GBS Hungary Kft	Hongrie	100	Faurecia Tongda Exhaust System (Wuhan) Company Ltd	Chine	46
Opel Southeast Europe LLC	Hongrie	100	Faurecia-GSK Automotive seating co Ltd	Chine	46
Opel Szentgotthard Automotive Manufacturing Ltd	Hongrie	100	Foshan Faurecia Xuyang Interior Syst. Cny Limited	Chine	46
Opel Automobile Ireland Limited	Irlande	100	Nanchang	Chine	46
Opel Italia S.r.l.	Italie	100	Ningbo	Chine	46
Opel Norge AS	Norvège	100	PowerGreen Emissions Control Technologies Co. Ltd	Chine	46
Opel Nederland B.V.	Pays-Bas	100	Shanghai Faurecia Automotive Seating Co Ltd	Chine	46
Opel Manufacturing Poland Sp.z o.o.	Pologne	100	Tianjin Faurecia Xuyang Automotive Seat Co. Ltd	Chine	46
Opel Poland Sp.z o.o.	Pologne	100	Faurecia Yinlun Emissions Control Technology (Weifang) Co.	Chine	24
Opel Portugal, Lda	Portugal	100	Faurecia (Tianjin) Automotive Systems Co. Ltd	Chine	24
Opel Sibiu SRL	Roumanie	100	CSM Faurecia Automotive Parts Co. Ltd	Chine	23
Automotive UK No. 1	Royaume-Uni	100	Dongfeng Faurecia Emissions Control Technologies Co., Ltd	Chine	23
Holdings UK No.3 Limited	Royaume-Uni	100	Faurecia Liuzhou Automotive Seating Co., Ltd	Chine	23
IBC Vehicles LTD	Royaume-Uni	100	Faurecia Emissions Control Systems Korea	Corée	46
Vauxhall Motors Limited	Royaume-Uni	100	Asientos de Castilla Leon	Espagne	46
VHC Sub-Holdings (UK)	Royaume-Uni	100	Asientos de Galicia S.L.	Espagne	46
Go Motor Retailing Ltd	Royaume-Uni	95	Asientos del Norte	Espagne	46
Baylis (Gloucester) Ltd	Royaume-Uni	93	Emcon Technologies Spain SL	Espagne	46
Opel CIS LLC	Russie	100	Faurecia Asientos para Automovil Espana	Espagne	46
Opel Sverige AB	Suède	100	Faurecia Automotive Espana	Espagne	46
Opel Suisse S.A.	Suisse	100	Faurecia Holding Espana S.L.	Espagne	46
Opel Türkiye Otomotiv Ltd. Sirketi	Turquie	100	Faurecia Interior Systems Espana	Espagne	46
Equipement automobile			Faurecia Interior Systems Salc Espana S.L.	Espagne	46
Faurecia	France	46	Faurecia Sistemas de Escape Espana	Espagne	46
E.C.T. South Africa (Cape Town) (Pty) Ltd	Afrique du Sud	46	Incalplas S.L.	Espagne	46
Faurecia Exhaust Systems South Africa Ltd	Afrique du Sud	46	Tecnoconfort	Espagne	46
Faurecia Interior Syst. Pretoria (Proprietary) Ltd	Afrique du Sud	46	Valencia Modulos de Puerta SL	Espagne	46
Faurecia Interior Systems South Africa (PTY) Ltd	Afrique du Sud	46	Faurecia Automotiv Seating Inc	Etats-Unis	46
Faurecia Abgastechnik GmbH	Allemagne	46	Faurecia E.C.T. USA LLC	Etats-Unis	46
Faurecia Angell - Demmel GmbH	Allemagne	46	Faurecia Exhaust Systems INC	Etats-Unis	46
Faurecia Automotive GmbH	Allemagne	46	Faurecia Interior Louisville LLC	Etats-Unis	46
Faurecia Autositze GmbH	Allemagne	46	Faurecia Interior Systems Holdings LLC	Etats-Unis	46
Faurecia Emissions Control Technologies Germany GmbH	Allemagne	46	Faurecia Interior Systems INC	Etats-Unis	46
Faurecia Innenraum Systeme GmbH	Allemagne	46	Faurecia Interior Systems Saline LLC	Etats-Unis	46
Faurecia Argentina SA	Argentine	46	Faurecia Madison Automotive Seating Inc	Etats-Unis	46
Faurecia Sistemas de Escape Argentina	Argentine	46	FAURECIA North America Holdings LLC	Etats-Unis	46
Faurecia Automotive Belgium	Belgique	46	FAURECIA USA Holdings, Inc	Etats-Unis	46
Faurecia Industrie N.V.	Belgique	46	Fnk North America	Etats-Unis	46
Faurecia Automotive do Brasil	Brésil	46	Etud. et Constr. sièges pr l'Automobile	France	46
Faurecia Emissions Control Technologies do Brasil	Brésil	46	Faurecia ADP Holding	France	46
FMM Pernambuco Componentes Automotivos Ltda	Brésil	24	Faurecia automotive Holdings Inc	France	46
Faurecia Emissions Ctrl Techn. Canada Ltd	Canada	46	Faurecia Automotive Industrie	France	46
Changchun Faurecia Xuyang Automotive Seat CO	Chine	46	Faurecia Automotives Composites	France	46
Changsha Faurecia Emissions Control Technologies Co. Ltd	Chine	46	Faurecia Exhaust International	France	46
Chengdu Faurecia Limin Automotive Systems Company	Chine	46	Faurecia Exteriors International	France	46
Chongqing Faurecia Changpeng Automotive Parts Co. Ltd	Chine	46	Faurecia Industrie	France	46
Cummings Beijing	Chine	46	Faurecia Intérieur Industrie	France	46
Dongfeng Faurecia Automotive Interior Systems Co. Ltd	Chine	46	Faurecia Intérieurs Mornac	France	46
Emcon Emmi Tech. Chongqing Co Limited	Chine	46	Faurecia Intérieurs Saint Quentin	France	46
Emcon Env Tech. Yantai Co Limited	Chine	46	Faurecia investissement	France	46
Emissions Control Technologies (Shanghai) Co Limited	Chine	46	Faurecia Metalloproduckia Holding	France	46
Emissions Control Technologies Foshan Company Limited	Chine	46	Faurecia Seating Flers	France	46
Emissions Control Technologies Ningbo Hangzhou Bay New District	Chine	46	Faurecia Services Groupe	France	46
Faurecia (changchun) Automotive Systems	Chine	46	Faurecia Sièges d'Automobiles SAS	France	46
Faurecia (Changshu) Automotive Systems Co.,Ltd	Chine	46	Faurecia Systèmes d'Echappements	France	46
Faurecia (China) Holding Co. Ltd	Chine	46	Faurecia Ventures	France	46
Faurecia (Guangzhou) Automotive Systems Co	Chine	46	Hambach Automotive Exteriors SAS	France	46
Faurecia (Jimo) Emissions Control Technologies Co. Ltd	Chine	46	Hennape Six	France	46
Faurecia (Nanjing) Automotive Systems Co	Chine	46	SIEBRET	France	46
Faurecia (Qingdao) Exhaust Systems Co Ltd	Chine	46	SIEDOUBS	France	46
Faurecia (Shanghai) Automotive Systems	Chine	46	SIELEST	France	46
Faurecia (Shenyang) Automotive Systems Co Ltd	Chine	46	SIEMAR	France	46
Faurecia (Tianjin) Clean Mobility Co. Ltd	Chine	46	TRECIA SAS	France	46
Faurecia (Wuhan) Automotive Components Systems Co	Chine	46	Emcon Technologies KFT	Hongrie	46
Faurecia (Wuxi) Seating Components Co Ltd	Chine	46	Emcon Technologies India PVT Limited	Inde	46
Faurecia (Yancheng) Automotive Systems Company Limited	Chine	46	Faurecia Automotiv Seating India Private	Inde	46
Faurecia Changchung Xuyang Interiors Systems Co	Chine	46	Faurecia Emissions Control Tec	Inde	46
			Faurecia Technology Center India Pty Ltd	Inde	46
			PPF Acoustic and Soft Trims India Private Limited	Inde	46

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
Equipement automobile			Equipement automobile		
Faurecia Azin Pars Company	Iran	46	COPO Iberica	Espagne	23 *
Faurecia Emissions Control Technologies Italy SRL	Italie	46	Industrias Cousin Frères S.L.	Espagne	23 *
Faurecia Japan K.K.	Japon	46	SAS Autosystemtechnik SA	Espagne	23 *
Howa Interior's - Japon	Japon	46	SAS Automotive USA Inc	Etats-Unis	23 *
Faurecia AST Luxembourg SA	Luxembourg	46	FAURECIA DMS Leverage Lender LLC	Etats-Unis	21 *
Faurecia Automotive Luxembourg	Luxembourg	46	Faurecia JV in Detroit	Etats-Unis	21 *
Faurecia Hicom Emissions Control Technologies (M) Sdn Bhd	Malaisie	46	Automotive Performance Materials (APM)	France	23 *
Faurecia Automotive Industries Morocco	Maroc	46	Cockpit Automotive Systems DOUAI	France	23 *
Faurecia Automotive Systems Technologies	Maroc	46	SAS Automotiv France	France	23 *
Faurecia Equipements Automobiles Maroc	Maroc	46	Parrot Faurecia Automotive	France	9 *
Emcon Tech. Hldgs 2 S. de RL	Mexique	46	Basis Mold India Private Limited	Inde	18 *
Exhaust Services Mexicana sa	Mexique	46	NHK F. Krishna India Automotive Seating Private Limited	Inde	9 *
Faurecia Howa Interiors de Mexico SA de CV	Mexique	46	Azin Faurecia Interior Systems Company	Iran	23 *
Faurecia Sistemas Automotrices de Mexico	Mexique	46	Faurecia LIGNEOS Italy Srl	Italie	23 *
Servicios Corporativos de Personal Especializado	Mexique	46	Faurecia NHK Co Limited	Japon	23 *
Emcon Technologies Dutch Hldgs BV	Pays-Bas	46	Faurecia SAS Automotive Systems & Services SA de CV	Mexique	23 *
Faurecia Automotive Seating B.V.	Pays-Bas	46	Faurecia SAS Automotive Systems SA de CV	Mexique	23 *
Faurecia Emissions Control Technologies Netherlands B.V.	Pays-Bas	46	SAS Autosystem de Portugal Unipessoal Ltda	Portugal	23 *
Faurecia Automotive Polska Spolka Akcyjna	Pologne	46	Vanpro Assentos Limitada	Portugal	23 *
Faurecia Gorzow Sp Zoo	Pologne	46	SAS Autosystemtechnik SRO	République tchèque	23 *
Faurecia Grojec R&D Center Sp Z.o.o.	Pologne	46	Faurecia Automotive Sro	Slovaquie	23 *
Faurecia Legnica Sp Z.O.O.	Pologne	46	SAS Otosistem Tecknit Ticaret ve Limited	Turquie	23 *
Faurecia WALBRZYCH Spz.o.o.	Pologne	46	Teknik Malzeme Ticaret ve Sanayi A.S.	Turquie	23 *
EDA Estofagem de Assentos	Portugal	46	Financement Peugeot Citroën DS		
Faurecia Assentos de Automovel	Portugal	46	Banque PSA Finance	France	100
Faurecia Sistemas de Escape	Portugal	46	BPF Algérie	Algérie	100
Faurecia Sistemas de Interior de Portugal SASAL	Portugal	46	PCA Compañia de Seguros S.A	Argentine	70
Emcon Tech. Czech Republic	République tchèque	46	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	Argentine	50
Faurecia Automotiv Czech Republic	République tchèque	46	PSA Factor Italia S.p.A.	Italie	100
Faurecia Components Pisek s.r.o	République tchèque	46	PSA Renting Italia S.p.a	Italie	100
Faurecia Exhaust Systems Moravia S.r.o	République tchèque	46	PSA Insurance Ltd	Malte	100
Faurecia Exhaust Systems S.R.O.	République tchèque	46	PSA Insurance Manager Ltd	Malte	100
Faurecia Interior Systems Bohemia S.r.o.	République tchèque	46	PSA Insurance Solutions Ltd	Malte	100
Faurecia Interiors Pardubice S.r.o	République tchèque	46	PSA Life Insurance Ltd	Malte	100
Euro Automotive Plastic Systems	Roumanie	46	PSA Services Ltd	Malte	100
Faurecia Seating Talmaciu S.R.L.	Roumanie	46	Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM	Mexique	100
Emcon Technologies UK Limited	Royaume-Uni	46	PSA Finance Nederland B.V.	Pays-Bas	100
Faurecia Automotiv Seating UK Ltd	Royaume-Uni	46	PSA Financial Holding B.V.	Pays-Bas	100
Faurecia Midlands Ltd	Royaume-Uni	46	Economy Drive Cars Limited	Royaume-Uni	100
SAI Automotive Fradley	Royaume-Uni	46	Bank PSA Finance Rus	Russie	100
SAI Automotive Washington Limited	Royaume-Uni	46	Peugeot Citroen Leasing Russie	Russie	100
Faurecia Autocomponent Exterior Systems	Russie	46	BPF Pazarlama A.H.A.S.	Turquie	100
Faurecia Automotive Development	Russie	46	PSA Bank Deutschland GmbH	Allemagne	50 *
Faurecia Metallo Produckcia Exhaust Systems	Russie	46	Auto ABS German Loans Master	Allemagne	50 *
OOO Faurecia Automotiv	Russie	46	PSA Finance Belux	Belgique	50 *
Faurecia Automotive Slovakia Sro	Slovaquie	46	Banco PSA Finance Brasil S.A.	Brésil	50 *
Faurecia Interior Systems Sweden AB	Suède	46	PSA Corretora de Seguros e Serviços Ltda	Brésil	50 *
E.C.T. Co Limited	Thaïlande	46	Dongfeng Peugeot Citroën Auto Finance Company Ltd	Chine	25 *
Faurecia & Summit Interior Systems	Thaïlande	46	Auto ABS Spanish Loans 2016, FT	Espagne	50 *
Faurecia Interior Systems Thailand	Thaïlande	46	FTA Auto ABS - Compartiment 2012-3	Espagne	50 *
Faurecia Informatique Tunisie	Tunisie	46	PSA Financial Services Spain E.F.C. S.A.	Espagne	50 *
Sté Tunisienne d'Equipements Automobiles	Tunisie	46	Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	France	50 *
Faurecia Polifleks Otomotiv Sanayi Ve Ticaret Anonim Sirketi	Turquie	46	Auto ABS FCT2 2013-A	France	50 *
Faurecia Automitve del Uruguay	Uruguay	46	Cie pour la Location de Véhicules - CLV	France	50 *
SAS Automotive RSA (Proprietary), Ltd	Afrique du Sud	23 *	CREDIPAR	France	50 *
SAS Autosystemtechnik GmbH and Co KG	Allemagne	23 *	FCT Auto ABS - Compartiment 2013-2	France	50 *
SAS Autosystemtechnik Verwaltung GmbH	Allemagne	23 *	FCT Auto ABS French Leases Master	France	50 *
SAS Automotriz Argentina SA	Argentine	23 *	FCT Auto ABS French Loans Master	France	50 *
SAS Automotive Belgium	Belgique	23 *	FCT Auto ABS LT Leases Master	France	50 *
SAS Automotive do Brasil	Brésil	23 *	FCT Auto ABS3 - Compartiment 2014-01	France	50 *
Beijing WKW FAD Automotive Parts Co. Ltd	Chine	23 *	PSA Banque France	France	50 *
Chongqing Guangneng Faurecia Interior Syst. Company Ltd	Chine	23 *	ABS Italian Loans Master S.r.l.	Italie	50 *
Dongfeng Faurecia (Xiangyang) Emissions Systems Co., Ltd	Chine	23 *	Banca Italia S.P.A.	Italie	50 *
Dongfeng Faurecia Automotive Exterior Systems Co. Limited	Chine	23 *	PSA Insurance Europe Ltd	Malte	50 *
Dongfeng Faurecia Automotive Parts Sales Co., Ltd	Chine	23 *	PSA Life Insurance Europe Ltd	Malte	50 *
Faurecia Liuzhou Automotive Seating Sales Co., Ltd	Chine	23 *	PSA Financial Services Nederland B.V.	Pays-Bas	50 *
Jinan Faurecia Limin Interior & Exterior Systems Company Limited	Chine	23 *	PSA Consumer Finance Polska Sp. z o.o	Pologne	50 *
Lanzhou Faurecia Limin Interior & Exterior Systems Company	Chine	23 *	PSA Finance Polska Sp.z.o.o.	Pologne	50 *
SAS (Wuhu) Automotive Systems Co Ltd	Chine	23 *	Auto ABS UK Loans PLC - Compartiment 2012-5	Royaume-Uni	50 *
Xiangtan Faurecia Limin Interior & Exterior Systems Cny Ltd	Chine	23 *	FCT Auto ABS UK Loans	Royaume-Uni	50 *
Zhejiang Faurecia Limin Interior & Exterior Systems Cny Ltd	Chine	23 *	PSA Finance UK Ltd	Royaume-Uni	50 *
Changchun Faurecia Xuyang Automotive Components Technologies R&D	Chine	21 *	Auto ABS Swiss Lease 2013 GmbH	Suisse	50 *
Faurecia Changchun Xuyang Faurecia Acoustics & Soft Trim Co Ltd	Chine	19 *	PSA Finance Suisse S.A.	Suisse	50 *
Componentes de Vehiculos de Galicia	Espagne	23 *			

Sociétés	Pays	% d'intérêt	Sociétés	Pays	% d'intérêt
Financement Opel - Vauxhall					
Opel Finance Germany Holdings GmbH	Allemagne	50	*		
Opel Bank GmbH	Allemagne	50	*		
Opel Leasing GmbH	Allemagne	50	*		
Opel Bank S.A	France	50	*		
Opel Finance SpA	Italie	50	*		
Opel Finance International B.V.	Pays-Bas	50	*		
Opel Finance N.V.	Pays-Bas	50	*		
OPVF Holdings U.K. Limited	Royaume-Uni	50	*		
Vauxhall Finance plc	Royaume-Uni	50	*		
OPVF Europe Holdco Limited	Royaume-Uni	50	*		
Opel Finance AB	Suède	50	*		
Opel Finance SA	Suisse	50	*		

IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS 2017

A l'Assemblée Générale de la société Peugeot S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Peugeot S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité Financier et d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Allocation du prix d'acquisition d'Opel Vauxhall

(note 2 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié

Le 31 juillet 2017, le Groupe PSA a acquis la majorité des filiales automobiles du groupe américain General Motors en Europe, représentée par les marques Opel et Vauxhall (ci-après « Opel Vauxhall »). Le prix d'acquisition s'est élevé à 1 018 millions d'euros hors ajustement de prix éventuel.

Cette opération se traduit par la constatation d'un écart d'acquisition d'un montant de 1 810 millions d'euros après allocation du prix d'acquisition.

Cette allocation du prix d'acquisition est provisoire et sera finalisée dans les douze mois suivants la date de prise de contrôle ; elle repose sur des estimations relatives à la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs acquis. Le Groupe PSA a mandaté un expert indépendant afin de l'assister dans l'exercice d'identification et d'évaluation des principaux actifs incorporels et corporels d'Opel Vauxhall.

L'allocation du prix d'acquisition d'Opel Vauxhall est considérée comme un point clé de l'audit eu égard à la matérialité de cette acquisition et parce que la direction est amenée à exercer un certain nombre de jugements pour identifier les actifs et les passifs acquis, évaluer leur juste valeur et présenter cette information en annexe.

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance et apprécier le périmètre et l'étendue des travaux menés par le groupe PSA et son expert indépendant pour identifier et évaluer la juste valeur des actifs et des passifs acquis ;
- avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, analyser la méthodologie de valorisation appliquée aux actifs et aux passifs acquis les plus significatifs et apprécier les principales hypothèses et les paramètres retenus pour la détermination de la juste valeur et, notamment :
 - la cohérence des flux de trésorerie futurs retenus dans la valorisation de certains actifs et passifs avec le business plan de tout acquéreur potentiel (ou *market participant* selon la norme IFRS 3) ;
 - la cohérence des estimations de juste valeur des actifs corporels avec les données de marché ou des valeurs de transactions similaires ;
 - les éléments justifiant l'estimation de la valeur des contrats onéreux ;
 - pour l'évaluation des marques, la cohérence des taux de redevances appliquées aux projections de chiffres d'affaires par rapport aux benchmarks sectoriels ;
- analyser le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés au titre de l'allocation du prix d'acquisition.

Evaluation de la valeur recouvrable des actifs immobilisés du Groupe

(notes 8.3 A, 8.3 B et 8.3 C de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié

Au 31 décembre 2017, la valeur nette comptable des actifs immobilisés du Groupe s'établit à 3 320 millions d'euros pour les écarts d'acquisition, 7 916 millions d'euros pour les immobilisations incorporelles et 13 278 millions d'euros pour les immobilisations corporelles. Ces actifs sont rattachés à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »).

La valeur recouvrable des actifs immobilisés est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (essentiellement les écarts d'acquisition et les marques).

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable de ces actifs est inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux de trésorerie nets actualisés et implique des jugements importants de la direction notamment sur l'établissement des prévisions et sur le choix des taux d'actualisation et de croissance à l'infini.

Compte tenu du poids de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe, du niveau de jugement de la direction et des incertitudes inhérentes aux hypothèses utilisées, nous considérons l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs immobilisés du Groupe comme un point clé de notre audit.

Notre réponse

Nous avons effectué un examen critique des modalités mises en œuvre par la direction pour déterminer la valeur recouvrable des actifs immobilisés du Groupe. Nous avons obtenu les derniers plans à moyen terme (« PMT ») de la direction ainsi que les tests de perte de valeur de chacune des UGT et des actifs présentant des indices de perte de valeur.

Sur la base de ces informations, nos travaux ont essentiellement consisté à :

- rapprocher des comptes les valeurs nettes comptables des UGT et des actifs pris individuellement faisant l'objet d'un test de perte de valeur ;
- examiner les projections des flux de trésorerie, notamment la cohérence des données sur les marges et les volumes utilisés dans les tests avec les sources externes ou les dernières estimations de la direction présentées aux organes de gouvernance ;
- examiner les prévisions par comparaison avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur et la performance historique du Groupe ;
- comparer les taux d'actualisation retenus aux données de marché disponibles ;
- vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique du modèle de valorisation utilisé par la direction ;
- procéder à l'analyse de sensibilité de la valeur recouvrable des UGT testées et à une variation des principales hypothèses retenues (taux de croissance long terme, taux de marge retenu en année terminale, taux d'actualisation).

Evaluation des titres mis en équivalence des activités automobiles

(notes 8.3 D et 11 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié

Au 31 décembre 2017, les titres mis en équivalence des activités automobiles du Groupe PSA sont comptabilisés au bilan pour un montant de 858 millions d'euros. Ces titres comprennent essentiellement les participations du Groupe dans les sociétés en partenariat avec Dong Feng Motor Group et avec Changan pour les activités situées en Chine.

Le résultat des sociétés mises en équivalence inclut des dépréciations d'actifs résultant de tests de dépréciation réalisés selon les mêmes principes que ceux applicables à l'actif immobilisé des activités automobiles du Groupe PSA. Lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié, les actifs spécifiques aux modèles de véhicules sont testés par UGT Véhicules et l'ensemble des actifs (y compris ceux qui ne sont pas spécifiques aux modèles) sont testés au niveau global de chaque partenariat. Par ailleurs, le Groupe PSA réalise un test de perte de valeur complémentaire lorsqu'il existe un indicateur de perte de valeur.

Au 31 décembre 2017, la réalisation de tests de perte de valeur a conduit les sociétés en coopération avec le groupe Dong Feng Motor à constater une dépréciation de 1 515 millions de RMB (758 millions de RMB en quote-part PSA, soit 97 millions d'euros).

Au 31 décembre 2017, la réalisation de tests de perte de valeur par la société Changan PSA Automobile Co., Ltd en coopération avec le groupe Changan n'a pas conduit à constater de dépréciation complémentaire. Au 31 décembre 2016, cette société avait constaté une perte de valeur de 263 millions d'euros en quote-part PSA. Ainsi, le Groupe PSA maintient une dépréciation des titres mis en équivalence de 51 millions d'euros et une provision pour risques de 190 millions d'euros après prise en compte d'une perte de 24 millions d'euros pour l'exercice 2017.

Compte tenu de la baisse significative des ventes et de la dégradation de la rentabilité intervenue dans les activités des partenariats en Chine et du niveau de jugement de la direction sur les hypothèses sous-tendant l'évaluation des actifs de ces sociétés, nous considérons l'évaluation des titres mis en équivalence comme un point clé de notre audit.

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- analyser l'existence d'indicateurs de perte de valeur, comme par exemple une baisse significative des volumes et une dégradation de la rentabilité ;
- prendre connaissance des travaux d'audit réalisés par les auditeurs des sociétés en partenariat avec Dong Feng Motor Group en Chine, et de leurs conclusions sur les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des actifs au niveau des sociétés en partenariat et sur le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la direction ;
- évaluer la cohérence et la pertinence des principales hypothèses utilisées dans la réalisation du test de perte de valeur des actifs de la société en partenariat avec le groupe Changan, notamment par référence au plan moyen terme examiné par les organes de gouvernance des sociétés en partenariat.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Peugeot S.A. par l'Assemblée Générale du 25 mai 2005 pour le cabinet Mazars et du 31 mai 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Mazars était dans la douzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la sixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité Financier et d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité Financier et d'Audit

Nous remettons un rapport au Comité Financier et d'Audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité Financier et d'Audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité Financier et d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité Financier et d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 1^{er} mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Thierry Blanchetier

Jérôme de Pastors

Laurent Miannay

Ioulia Vermelle

Crédits photos :
PEUGEOT COMMUNICATION
CITROËN COMMUNICATION / William CROZES / Continental Productions
MARQUE DS
GROUPE PSA / Direction de la communication



PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 904 828 213 €

Siège social : 7, rue Henri Sainte-Claire Deville
92563 Rueil-Malmaison - France

B 552 100 554 R.C.S. Nanterre – Siret 552 100 554 00021

Tél. : + 33 (0)1 55 94 81 00

groupe-psa.com